

C-11

First Session, Thirty-seventh Parliament,
49-50 Elizabeth II, 2001

C-11

Première session, trente-septième législature,
49-50 Elizabeth II, 2001

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-11

An Act respecting immigration to Canada and the granting
of refugee protection to persons who are displaced,
persecuted or in danger

PROJET DE LOI C-11

Loi concernant l'immigration au Canada et l'asile conféré
aux personnes déplacées, persécutées ou en danger

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
JUNE 13, 2001

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 13 JUIN 2001

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled “*An Act respecting immigration to Canada and the granting of refugee protection to persons who are displaced, persecuted or in danger*”.

RECOMMANDATION

Son Excellence la Gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «*Loi concernant l'immigration au Canada et l'asile conféré aux personnes déplacées, persécutées ou en danger*».

SUMMARY

This enactment replaces the existing *Immigration Act*, providing clearer, modern legislation to ensure that Canada's immigration and refugee protection system is able to respond to new challenges and opportunities. The enactment provides for

- (a) objectives that reflect the values of Canadian society;
- (b) effective reporting to Parliament through a complete, consolidated annual report;
- (c) agreements that facilitate cooperation with provinces and foreign states;
- (d) a description of the major classes of foreign nationals — economic class, family class, and Convention refugees and persons in similar circumstances;
- (e) recognition of Canada's commitment to the principle of the “best interest of the child”;
- (f) clear, objective residency requirements for permanent residents;
- (g) a strong, effective refugee protection program that incorporates the protection grounds of the Geneva Convention and the Convention Against Torture and the grounds of risk to life or of cruel and unusual treatment or punishment;
- (h) a more efficient refugee determination process through greater use of single member panels;
- (i) a Refugee Appeal Division within the Immigration and Refugee Board to enhance fairness and consistency in decision-making;
- (j) tightened ineligibility provisions for serious criminals, security threats and repeat claimants who seek access to the refugee protection process of the Immigration and Refugee Board;
- (k) formalization of a pre-removal risk assessment to review changed circumstances related to risk of return;
- (l) inadmissibility provisions for criminals, persons who constitute security threats, violators of human rights and persons who should not be allowed into Canada because of fraud, misrepresentation, financial reasons or health concerns;

SOMMAIRE

Le texte remplace la *Loi sur l'immigration* par un texte plus clair et moderne grâce auquel le système canadien d'immigration et de protection des réfugiés sera en mesure de relever les nouveaux défis et de profiter des possibilités qui s'offrent. Il prévoit notamment :

- a) des objectifs qui reflètent les valeurs de la société canadienne;
- b) un processus efficace de rapport au Parlement, au moyen d'un rapport annuel intégré et complet;
- c) des accords visant à faciliter la coopération avec les provinces et les gouvernements étrangers;
- d) la description générale des grandes catégories d'immigrants : « regroupement familial », « immigration économique », « réfugiés au sens de la Convention et personnes en situation semblable »;
- e) la reconnaissance du principe de l'intérêt supérieur de l'enfant;
- f) des obligations claires et objectives en matière de résidence pour les résidents permanents;
- g) un programme fort et efficace de protection des réfugiés qui s'appuie sur les motifs de protection de la Convention de Genève et de la Convention contre la torture et sur la notion de menace pour la vie ou de traitement ou punition cruel et inusité;
- h) un processus de détermination du statut de réfugié plus efficace, comportant un recours plus fréquent à un tribunal composé d'un seul commissaire;
- i) la création de la Section d'appel des réfugiés au sein de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, afin de renforcer l'équité et l'uniformité du processus décisionnel;
- j) des dispositions renforcées quant à l'irrecevabilité des demandes d'asile présentées par des grands criminels, des personnes qui constituent une menace pour la sécurité publique, ainsi que par les revendicateurs réitérants;
- k) un processus officiel d'évaluation des risques avant le renvoi, visant à examiner si des circonstances nouvelles représentent des risques en cas de renvoi de l'intéressé;

All parliamentary publications are available on the
Parliamentary Internet Parlementaire
at the following address:
<http://www.parl.gc.ca>

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le
réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire »
à l'adresse suivante:
<http://www.parl.gc.ca>

(m) clear detention criteria with authority to further clarify detention grounds in regulations;

(n) enhanced procedures for dealing with security threats through admissibility hearings and the security certificate process;

(o) offences for human smuggling and trafficking with a maximum penalty of life in prison;

(p) penalties for assisting in obtaining immigration status by fraud or misrepresentation; and

(q) an immigration appeal system that enhances integrity and effectiveness while maintaining fairness and legal safeguards.

l) l'interdiction de territoire des criminels, des personnes qui constituent une menace pour la sécurité publique, des individus ayant commis des violations des droits de la personne et des personnes qui ne devraient pas être admises au Canada en raison d'activités frauduleuses ou de fausses déclarations, ou pour des motifs d'ordre financier ou d'ordre sanitaire;

m) des critères de détention clairs et le pouvoir de préciser les motifs de détention dans le règlement;

n) un processus amélioré de traitement des cas de menace pour la sécurité par délivrance d'un certificat ainsi que la tenue d'enquêtes;

o) l'infliction de peines pour les responsables de l'introduction de clandestins et du trafic de personnes, dont l'emprisonnement à perpétuité;

p) l'infliction de peines pour ceux qui aident des personnes à obtenir un statut par la fraude ou de fausses déclarations;

q) un système d'appel des décisions en matière d'immigration, qui renforce l'efficacité et le respect des règles du processus tout en préservant l'équité et les garanties juridiques.

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT RESPECTING IMMIGRATION TO CANADA AND
THE GRANTING OF REFUGEE PROTECTION TO PERSONS
WHO ARE DISPLACED, PERSECUTED OR IN DANGER

	SHORT TITLE
1.	Short title
	INTERPRETATION
2.	Definitions
	OBJECTIVES AND APPLICATION
3.	Objectives — immigration
	ENABLING AUTHORITY
4.	Minister
5.	Regulations
6.	Designation of officers
	AGREEMENTS
7.	International agreements
8.	Federal-provincial agreements
9.	Sole provincial responsibility — permanent residents
10.	Consultations with the provinces

PART 1

IMMIGRATION TO CANADA

DIVISION 1

REQUIREMENTS BEFORE ENTERING CANADA AND SELECTION

	Requirements Before Entering Canada
11.	Application before entering Canada
	Selection of Permanent Residents
12.	Family reunification
	Sponsorship of Foreign Nationals
13.	Right to sponsor family member
	Regulations
14.	Regulations

TABLE ANALYTIQUE

LOI CONCERNANT L'IMMIGRATION AU CANADA ET
L'ASILE CONFÉRÉ AUX PERSONNES DÉPLACÉES,
PERSÉCUTÉES OU EN DANGER

	TITRE ABRÉGÉ
1.	Titre abrégé
	DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION
2.	Définitions
	OBJET DE LA LOI
3.	Objet en matière d'immigration
	MISE EN APPLICATION
4.	Ministre de tutelle
5.	Règlements
6.	Désignation des agents
	CONCERTATION INTERGOUVERNEMENTALE
7.	Accords internationaux
8.	Accords fédéro-provinciaux
9.	Responsabilité provinciale exclusive : résidents permanents
10.	Consultations avec les provinces

PARTIE 1

IMMIGRATION AU CANADA

SECTION 1

FORMALITÉS PRÉALABLES À L'ENTRÉE ET SÉLECTION

	Formalités préalables à l'entrée
11.	Visa et documents
	Sélection des résidents permanents
12.	Regroupement familial
	Régime de parrainage
13.	Droit au parrainage : individus
	Règlements
14.	Application générale

DIVISION 2		SECTION 2	
EXAMINATION		CONTRÔLE	
15.	Examination by officer	15.	Pouvoir de l'agent
16.	Obligation — answer truthfully	16.	Obligation du demandeur
17.	Regulations	17.	Règlements
DIVISION 3		SECTION 3	
ENTERING AND REMAINING IN CANADA		ENTRÉE ET SÉJOUR AU CANADA	
Entering and Remaining		Entrée et séjour	
18.	Examination by officer	18.	Contrôle
19.	Right of entry of citizens and Indians	19.	Droit d'entrer : citoyen canadien et Indien
20.	Obligation on entry	20.	Obligation à l'entrée au Canada
Status and Authorization to Enter		Statut et autorisation d'entrer	
21.	Permanent resident	21.	Résident permanent
22.	Temporary resident	22.	Résident temporaire
23.	Entry to complete examination or hearing	23.	Contrôle complémentaire ou enquête
24.	Temporary resident permit	24.	Permis de séjour temporaire
25.	Humanitarian and compassionate considerations	25.	Séjour pour motif d'ordre humanitaire
26.	Regulations	26.	Règlements
Rights and Obligations of Permanent and Temporary Residents		Droits et obligations des résidents permanents et des résidents temporaires	
27.	Right of permanent residents	27.	Droit du résident permanent
28.	Residency obligation	28.	Obligation de résidence
29.	Right of temporary residents	29.	Droit du résident temporaire
30.	Work and study in Canada	30.	Études et travail
Status Document		Attestation de statut	
31.	Status document	31.	Attestation de statut
Regulations		Règlements	
32.	Regulations	32.	Règlements
DIVISION 4		SECTION 4	
INADMISSIBILITY		INTERDICTIONS DE TERRITOIRE	
33.	Rules of interpretation	33.	Interprétation
34.	Security	34.	Sécurité
35.	Human or international rights violations	35.	Atteinte aux droits humains ou internationaux
36.	Serious criminality	36.	Grande criminalité
37.	Organized criminality	37.	Activités de criminalité organisée
38.	Health grounds	38.	Motifs sanitaires
39.	Financial reasons	39.	Motifs financiers
40.	Misrepresentation	40.	Fausses déclarations
41.	Non-compliance with Act	41.	Manquement à la loi

42.	Inadmissible family member	42.	Inadmissibilité familiale
43.	Regulations	43.	Règlements
DIVISION 5			
LOSS OF STATUS AND REMOVAL			
Report on Inadmissibility			
44.	Preparation of report	44.	Constat de l'interdiction de territoire
Admissibility Hearing by the Immigration Division			
45.	Decision	45.	Rapport d'interdiction de territoire
Loss of Status			
46.	Permanent resident	46.	Enquête par la Section de l'immigration
47.	Temporary resident	47.	Décision
Enforcement of Removal Orders			
48.	Enforceable removal order	48.	Perte du statut
49.	In force	49.	Résident permanent
50.	Stay	50.	Résident temporaire
51.	Void — permanent residence	51.	Exécution des mesures de renvoi
52.	No return without prescribed authorization	52.	Mesure de renvoi
Regulations			
53.	Regulations	53.	Prise d'effet
DIVISION 6			
DETENTION AND RELEASE			
54.	Competent jurisdiction	54.	Sursis
55.	Arrest and detention with warrant	55.	Péremption : résidence permanente
56.	Release — officer	56.	Interdiction de retour
57.	Review of detention	57.	Règlements
58.	Release — Immigration Division	58.	SECTION 6
59.	Incarcerated foreign nationals	59.	DÉTENTION ET MISE EN LIBERTÉ
60.	Minor children	60.	Juridiction compétente
61.	Regulations	61.	Arrestation sur mandat et détention
DIVISION 7			
RIGHT OF APPEAL			
62.	Competent jurisdiction	62.	Mise en liberté
63.	Right to appeal — visa refusal of family class	63.	Contrôle de la détention
64.	No appeal for inadmissibility	64.	Mise en liberté par la Section de l'immigration
65.	Humanitarian and compassionate considerations	65.	Remise à l'agent
66.	Disposition	66.	Mineurs
67.	Appeal allowed	67.	Règlements
68.	Removal order stayed	68.	SECTION 7
69.	Dismissal	69.	DROIT D'APPEL
iii			
Inadmissible family member			
Regulations			
DIVISION 5			
LOSS OF STATUS AND REMOVAL			
Report on Inadmissibility			
44.	Preparation of report	44.	Constat de l'interdiction de territoire
Admissibility Hearing by the Immigration Division			
45.	Decision	45.	Rapport d'interdiction de territoire
Loss of Status			
46.	Permanent resident	46.	Enquête par la Section de l'immigration
47.	Temporary resident	47.	Décision
Enforcement of Removal Orders			
48.	Enforceable removal order	48.	Perte du statut
49.	In force	49.	Résident permanent
50.	Stay	50.	Résident temporaire
51.	Void — permanent residence	51.	Exécution des mesures de renvoi
52.	No return without prescribed authorization	52.	Mesure de renvoi
Regulations			
53.	Regulations	53.	Prise d'effet
DIVISION 6			
DETENTION AND RELEASE			
54.	Competent jurisdiction	54.	Sursis
55.	Arrest and detention with warrant	55.	Péremption : résidence permanente
56.	Release — officer	56.	Interdiction de retour
57.	Review of detention	57.	Règlements
58.	Release — Immigration Division	58.	SECTION 6
59.	Incarcerated foreign nationals	59.	DÉTENTION ET MISE EN LIBERTÉ
60.	Minor children	60.	Juridiction compétente
61.	Regulations	61.	Arrestation sur mandat et détention
DIVISION 7			
RIGHT OF APPEAL			
62.	Competent jurisdiction	62.	Mise en liberté
63.	Right to appeal — visa refusal of family class	63.	Contrôle de la détention
64.	No appeal for inadmissibility	64.	Mise en liberté par la Section de l'immigration
65.	Humanitarian and compassionate considerations	65.	Remise à l'agent
66.	Disposition	66.	Mineurs
67.	Appeal allowed	67.	Règlements
68.	Removal order stayed	68.	SECTION 7
69.	Dismissal	69.	DROIT D'APPEL

<p>70. Decision binding</p> <p>71. Reopening appeal</p>	<p>70. Effet de la décision</p> <p>71. Réouverture de l'appel</p>
DIVISION 8	
JUDICIAL REVIEW	
<p>72. Application for judicial review</p> <p>73. Right of Minister</p> <p>74. Judicial review</p> <p>75. Rules</p>	<p>72. Demande d'autorisation</p> <p>73. Intervention du ministre</p> <p>74. Demande de contrôle judiciaire</p> <p>75. Règles</p>
DIVISION 9	
PROTECTION OF INFORMATION	
<p>Examination on Request by the Minister and the Solicitor General of Canada</p>	
Examen à la demande du ministre et du solliciteur général	
<p>76. Definitions</p> <p>77. Referral of certificate</p> <p>78. Judicial consideration</p> <p>79. Proceedings suspended</p> <p>80. Determination that certificate is reasonable</p> <p>81. Effect of determination — removal order</p>	<p>76. Définitions</p> <p>77. Dépôt du certificat</p> <p>78. Examen judiciaire</p> <p>79. Suspension de l'affaire</p> <p>80. Décision</p> <p>81. Effet du certificat</p>
Detention	
<p>82. Detention of permanent resident</p> <p>83. Review of decision for detention</p> <p>84. Release</p> <p>85. Inconsistency</p>	<p>82. Arrestation et détention facultatives</p> <p>83. Contrôle des motifs de la détention</p> <p>84. Mise en liberté</p> <p>85. Incompatibilité</p>
<p>Consideration During an Admissibility Hearing or an Immigration Appeal</p>	
Examen dans le cadre d'une enquête ou d'un appel en matière d'immigration	
<p>86. Application for non-disclosure — Immigration Appeal Division</p>	<p>86. Interdiction de divulgation</p>
<p>Consideration During Judicial Review</p>	
Examen dans le cadre du contrôle judiciaire	
<p>87. Application for non-disclosure — Court</p>	<p>87. Interdiction de divulgation</p>
DIVISION 10	
GENERAL PROVISIONS	
DISPOSITIONS GÉNÉRALES	
<p>Loans</p>	
<p>88. Loans</p>	<p>88. Prêts</p>
<p>Fees</p>	
<p>89. Regulations</p>	<p>89. Règlement</p>
<p>Social Insurance Number Cards</p>	
<p>90. Minister directs special cards to be issued</p>	<p>90. Cartes d'assurance sociale</p>
Demande du ministre	
SECTION 8	
CONTRÔLE JUDICIAIRE	
<p>72. Demande d'autorisation</p> <p>73. Intervention du ministre</p> <p>74. Demande de contrôle judiciaire</p> <p>75. Règles</p>	
SECTION 9	
EXAMEN DE RENSEIGNEMENTS À PROTÉGER	
<p>Examen à la demande du ministre et du solliciteur général</p>	
<p>76. Définitions</p> <p>77. Dépôt du certificat</p> <p>78. Examen judiciaire</p> <p>79. Suspension de l'affaire</p> <p>80. Décision</p> <p>81. Effet du certificat</p>	
Détention	
<p>82. Arrestation et détention facultatives</p> <p>83. Contrôle des motifs de la détention</p> <p>84. Mise en liberté</p> <p>85. Incompatibilité</p>	
<p>Examen dans le cadre d'une enquête ou d'un appel en matière d'immigration</p>	
<p>86. Interdiction de divulgation</p>	
<p>Examen dans le cadre du contrôle judiciaire</p>	
<p>87. Interdiction de divulgation</p>	
SECTION 10	
DISPOSITIONS GÉNÉRALES	
<p>Prêts</p>	
<p>Frais</p>	
<p>Règlement</p>	
<p>Cartes d'assurance sociale</p>	
<p>Demande du ministre</p>	

	Representation		Réglementation de la représentation
91.	Regulations	91.	Règlement
	Material Incorporated in Regulations		Incorporation par renvoi
92.	Incorporated material	92.	Incorporation de documents
93.	<i>Statutory Instruments Act</i>	93.	Caractère non réglementaire
	Report to Parliament		Rapports au Parlement
94.	Annual report to Parliament	94.	Rapport annuel
	PART 2		PARTIE 2
	REFUGEE PROTECTION		PROTECTION DES RÉFUGIÉS
	DIVISION 1		SECTION 1
	REFUGEE PROTECTION, CONVENTION REFUGEES AND PERSONS IN NEED OF PROTECTION		NOTIONS D'ASILE, DE RÉFUGIÉ ET DE PERSONNE À PROTÉGER
95.	Conferral of refugee protection	95.	Asile
96.	Convention refugee	96.	Définition de « réfugié »
97.	Person in need of protection	97.	Personne à protéger
98.	Exclusion — Refugee Convention	98.	Exclusion par application de la Convention sur les réfugiés
	DIVISION 2		SECTION 2
	CONVENTION REFUGEES AND PERSONS IN NEED OF PROTECTION		RÉFUGIÉS ET PERSONNES À PROTÉGER
	Claim for Refugee Protection		Demande d'asile
99.	Claim	99.	Demande
	Examination of Eligibility to Refer Claim		Examen de la recevabilité par l'agent
100.	Referral to Refugee Protection Division	100.	Examen de la recevabilité
101.	Ineligibility	101.	Irrecevabilité
102.	Regulations	102.	Règlements
	Suspension or Termination of Consideration of Claim		Interruption de l'étude de la demande d'asile
103.	Suspension	103.	Sursis
104.	Notice of ineligible claim	104.	Avis sur la recevabilité de la demande d'asile
	Extradition Procedure		Procédure d'extradition
105.	Suspension if proceeding under <i>Extradition Act</i>	105.	Sursis
	Claimant Without Identification		Étrangers sans papier
106.	Credibility	106.	Crédibilité
	Decision on Claim for Refugee Protection		Décision sur la demande d'asile
107.	Decision	107.	Décision
	Cessation of Refugee Protection		Perte de l'asile
108.	Rejection	108.	Rejet

	Applications to Vacate	Annulation par la Section de la protection des réfugiés
109.	Vacation of refugee protection	109. Demande d'annulation
	Appeal to Refugee Appeal Division	Appel devant la Section d'appel des réfugiés
110.	Appeal	110. Appel
111.	Decision	111. Décision
	DIVISION 3	SECTION 3
	PRE-REMOVAL RISK ASSESSMENT	EXAMEN DES RISQUES AVANT RENVOI
	Protection	Protection
112.	Application for protection	112. Demande de protection
113.	Consideration of application	113. Examen de la demande
114.	Effect of decision	114. Effet de la décision
	Principle of Non-refoulement	Principe du non-refoulement
115.	Protection	115. Principe
116.	Regulations	116. Règlements
	PART 3	PARTIE 3
	ENFORCEMENT	EXÉCUTION
	<i>Human Smuggling and Trafficking</i>	<i>Organisation d'entrée illégale au Canada</i>
117.	Organizing entry into Canada	117. Entrée illégale
118.	Offence — trafficking in persons	118. Trafic de personnes
119.	Disembarking persons at sea	119. Débarquement de personnes en mer
120.	Penalties	120. Peines
121.	Aggravating factors	121. Infraction de la peine
	<i>Offences Related to Documents</i>	<i>Infractions relatives aux documents</i>
122.	Documents	122. Possession, utilisation ou commerce
123.	Penalty	123. Peine
	<i>General Offences</i>	<i>Infractions générales</i>
124.	Contravention of Act	124. Infraction générale
125.	Penalties	125. Peine
126.	Counselling misrepresentation	126. Infraction en matière de fausses présentations
127.	Misrepresentation	127. Fausses présentations
128.	Penalties	128. Peine
129.	Offences relating to officers	129. Infractions relatives aux agents
	<i>Proceeds of Crime</i>	<i>Produits de la criminalité</i>
130.	Possession of property obtained by certain offences	130. Possession de biens d'origine criminelle
131.	Counselling offence	131. Aide
132.	Part XII.2 of the <i>Criminal Code</i> applicable	132. Application de la partie XII.2 du <i>Code criminel</i>

	<i>Prosecution of Offences</i>	<i>Règles visant les poursuites</i>
133.	Deferral	133. Immunité
134.	Defence — incorporation by reference	134. Défense : incorporation par renvoi
135.	Offences outside Canada	135. Infraction commise à l'étranger
136.	Venue	136. Compétence territoriale : infraction commise au Canada
	<i>Forfeiture</i>	<i>Confiscation</i>
137.	Forfeiture	137. Confiscation
	<i>Officers Authorized to Enforce Act</i>	<i>Agents d'application de la loi</i>
138.	Powers of peace officer	138. Attributions d'agent de la paix
139.	Search	139. Fouille
140.	Seizure	140. Saisie
141.	Oaths and evidence	141. Preuve
	<i>Peace Officers</i>	<i>Agents de la paix</i>
142.	Duties of peace officers to execute orders	142. Obligations
143.	Authority to execute warrants and orders	143. Pouvoir d'exécuter des mandats et des mesures
	<i>Ticketable Offences</i>	<i>Contraventions</i>
144.	Prosecution of designated offences	144. Poursuite des infractions désignées
	<i>Debt Due to Her Majesty</i>	<i>Créances de Sa Majesté</i>
145.	Debts due	145. Créances
	<i>Collection of Debts Due to Her Majesty</i>	<i>Exécution des créances</i>
146.	Certificates	146. Certificat
147.	Garnishment	147. Saisie-arrêt
	<i>Transportation Companies</i>	<i>Propriétaires et exploitants de véhicules et d'installations de transport</i>
148.	Obligation of operators of vehicles and facilities	148. Obligations des transporteurs
149.	Use of information	149. Utilisation des renseignements
150.	Regulations	150. Règlements

PART 4

IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

	<i>Composition of Board</i>
151.	Immigration and Refugee Board
152.	Composition
153.	Chairperson and other members
154.	Disposition after member ceases to hold office
155.	Disposition if member unable to take part
156.	Immunity and no summons

PARTIE 4

COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

	<i>Composition de la Commission</i>
151.	Commission de l'immigration et du statut de réfugié
152.	Composition
153.	Président et commissaires
154.	Démissionnaires
155.	Empêchement
156.	Immunité et incontraignabilité

	<i>Head Office and Staff</i>	<i>Siège et personnel</i>
157.	Head office	157. Siège
158.	Personnel	158. Personnel
	<i>Duties of Chairperson</i>	<i>Présidence de la Commission</i>
159.	Chairperson	159. Fonctions
160.	Absence, incapacity or vacancy	160. Cas d'absence ou d'empêchement
	<i>Functioning of Board</i>	<i>Fonctionnement</i>
161.	Rules	161. Règles
	<i>Provisions that Apply to All Divisions</i>	<i>Attributions communes</i>
162.	Sole and exclusive jurisdiction	162. Compétence exclusive
163.	Composition of panels	163. Composition des tribunaux
164.	Presence of parties	164. Présence des parties
165.	Powers of a commissioner	165. Pouvoir d'enquête
166.	Proceedings — all Divisions	166. Séances
167.	Right to counsel	167. Conseil
168.	Abandonment of proceeding	168. Désistement
169.	Decisions and reasons	169. Décisions
	<i>Refugee Protection Division</i>	<i>Section de la protection des réfugiés</i>
170.	Proceedings	170. Fonctionnement
	<i>Refugee Appeal Division</i>	<i>Section d'appel des réfugiés</i>
171.	Proceedings	171. Procédure
	<i>Immigration Division</i>	<i>Section de l'immigration</i>
172.	Composition	172. Composition
173.	Proceedings	173. Fonctionnement
	<i>Immigration Appeal Division</i>	<i>Section d'appel de l'immigration</i>
174.	Court of record	174. Cour d'archives
175.	Proceedings	175. Fonctionnement
	<i>Remedial and Disciplinary Measures</i>	<i>Mesures correctives et disciplinaires</i>
176.	Request	176. Demande
177.	Measures	177. Mesures
178.	Appointment of inquirer	178. Nomination d'un enquêteur
179.	Powers	179. Pouvoirs d'enquête
180.	Staff	180. Personnel
181.	Exceptions to public hearing	181. Enquête en public
182.	Rules of evidence	182. Règles de preuve
183.	Right to be heard	183. Avis de l'audition
184.	Report to Minister	184. Rapport au ministre
185.	Transmission of report to Governor in Council	185. Transmission du dossier
186.	Rights not affected	186. Précision

PART 5

TRANSITIONAL PROVISIONS, CONSEQUENTIAL AND RELATED AMENDMENTS, COORDINATING AMENDMENTS, REPEALS AND COMING INTO FORCE

Transitional Provisions

- 187. Definition of “former Act”
- 188. Continuation
- 189. Powers
- 190. Application of this Act
- 191. Convention Refugee Determination Division
- 192. Immigration Appeal Division
- 193. Continuation by Immigration Division
- 194. Refugee Protection Division
- 195. Convention Refugee Determination Division
- 196. Appeals
- 197. Stays
- 198. Refugee Protection Division
- 199. Redetermination
- 200. Exclusion
- 201. Regulations

Consequential and Related Amendments

- 202. *Access to Information Act*
- 203. *Agricultural Marketing Programs Act*
- 204-205. *Animal Pedigree Act*
- 206. *Bank Act*
- 207. *Budget Implementation Act, 1998*
- 208. *Business Development Bank of Canada Act*
- 209. *Canada Business Corporations Act*
- 210. *Canada Customs and Revenue Agency Act*
- 211-214. *Canada Elections Act*
- 215. *Canada Labour Code*
- 216-218. *Canada Shipping Act*
- 219. *Canada Student Financial Assistance Act*
- 220. *Canada Student Loans Act*
- 221-222. *Canada Transportation Act*
- 223-226. *Canadian Security Intelligence Service Act*
- 227. *Chemical Weapons Convention Implementation Act*
- 227.1-232. *Citizenship Act*
- 233. *Comprehensive Nuclear Test-Ban Treaty Implementation Act*
- 234. *Cooperative Credit Associations Act*

PARTIE 5

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, DISPOSITION DE COORDINATION, ABROGATIONS ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Dispositions transitoires

- 187. Définition de « ancienne loi »
- 188. Prorogation
- 189. Pouvoirs
- 190. Application de la nouvelle loi
- 191. Anciennes règles, nouvelles sections
- 192. Anciennes règles, nouvelles sections
- 193. Section d’arbitrage
- 194. Section de la protection des réfugiés
- 195. Section du statut de réfugié
- 196. Appels
- 197. Sursis
- 198. Section du statut de réfugié
- 199. Nouvel examen
- 200. Exclusion
- 201. Règlements

Modifications corrélatives

- 202. *Loi sur l'accès à l'information*
- 203. *Loi sur les programmes de commercialisation agricole*
- 204-205. *Loi sur la généalogie des animaux*
- 206. *Loi sur les banques*
- 207. *Loi d'exécution du budget de 1998*
- 208. *Loi sur la Banque de développement du Canada*
- 209. *Loi canadienne sur les sociétés par actions*
- 210. *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada*
- 211-214. *Loi électorale du Canada*
- 215. *Code canadien du travail*
- 216-218. *Loi sur la marine marchande du Canada*
- 219. *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*
- 220. *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*
- 221-222. *Loi sur les transports au Canada*
- 223-226. *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*
- 227. *Loi de mise en oeuvre de la Convention sur les armes chimiques*
- 227.1-232. *Loi sur la citoyenneté*
- 233. *Loi de mise en oeuvre du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires*
- 234. *Loi sur les associations coopératives de crédit*

235-241.	<i>Copyright Act</i>	235-241.	<i>Loi sur le droit d'auteur</i>
242-243.	<i>Corrections and Conditional Release Act</i>	242-243.	<i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i>
244-247.	<i>Criminal Code</i>	244-247.	<i>Code criminel</i>
248-249.	<i>Emergencies Act</i>	248-249.	<i>Loi sur les mesures d'urgence</i>
250-252.	<i>Extradition Act</i>	250-252.	<i>Loi sur l'extradition</i>
253.	<i>Foreign Publishers Advertising Services Act</i>	253.	<i>Loi sur les services publicitaires fournis par des éditeurs étrangers</i>
254.	<i>Income Tax Act</i>	254.	<i>Loi de l'impôt sur le revenu</i>
255.	<i>Insurance Companies Act</i>	255.	<i>Loi sur les sociétés d'assurances</i>
256-258.	<i>International Centre for Human Rights and Democratic Development Act</i>	256-258.	<i>Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique</i>
259.	<i>Investment Canada Act</i>	259.	<i>Loi sur l'Investissement Canada</i>
260.	<i>Labour Adjustment Benefits Act</i>	260.	<i>Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs</i>
261.	<i>Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act</i>	261.	<i>Loi sur l'entraide juridique en matière criminelle</i>
262.	<i>National Energy Board Act</i>	262.	<i>Loi sur l'Office national de l'énergie</i>
263-267.	<i>Old Age Security Act</i>	263-267.	<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>
268.	<i>Pilotage Act</i>	268.	<i>Loi sur le pilotage</i>
269.	<i>Privacy Act</i>	269.	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>
270.	<i>Proceeds of Crime (Money Laundering) Act</i>	270.	<i>Loi sur le recyclage des produits de la criminalité</i>
271.	<i>Trade-marks Act</i>	271.	<i>Loi sur les marques de commerce</i>
272.	<i>Trust and Loan Companies Act</i>	272.	<i>Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt</i>
273.	Terminology	273.	Terminologie
	<i>Coordinating Amendments</i>		<i>Disposition de coordination</i>
273.1	Bill S-2	273.1	Projet de loi S-2
	<i>Repeals</i>		<i>Abrogations</i>
274.	Repeals	274.	Abrogations
	<i>Coming Into Force</i>		<i>Entrée en vigueur</i>
275.	Coming into force	275.	Entrée en vigueur

SCHEDULE

ANNEXE

BILL C-11

An Act respecting immigration to Canada and the granting of refugee protection to persons who are displaced, persecuted or in danger

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the *Immigration and Refugee Protection Act*.

INTERPRETATION

2. (1) The definitions in this subsection apply in this Act.

“Board” means the Immigration and Refugee Board, which consists of the Refugee Protection Division, Refugee Appeal Division, Immigration Division and Immigration Appeal Division.

“Convention Against Torture” means the Convention Against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, signed at New York on December 10, 1984. Article 1 of the Convention Against Torture is set out in the schedule.

“foreign national” means a person who is not a Canadian citizen or a permanent resident, and includes a stateless person.

“permanent resident” means a person who has acquired permanent resident status and has not subsequently lost that status under section 46.

“Refugee Convention” means the United Nations Convention Relating to the Status of Refugees, signed at Geneva on July 28, 1951, and the Protocol to that Convention, 30

PROJET DE LOI C-11

Loi concernant l’immigration au Canada et l’asile conféré aux personnes déplacées, persécutées ou en danger

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés.*

Titre abrégé
5

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

2. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

« Commission » La Commission de l’immigration et du statut de réfugié, composée de la Section de la protection des réfugiés, de 10 la Section d’appel des réfugiés, de la Section de l’immigration et de la Section d’appel de l’immigration.

« Convention contre la torture » La Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, signée à New York le 10 décembre 1984 dont l’article premier est reproduit en annexe.

« Convention sur les réfugiés » La Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951, dont les sections E et F de l’article premier sont reproduites en annexe et le protocole afférent signé à New York le 31 janvier 1967.

« étranger » Personne autre qu’un citoyen canadien ou un résident permanent; la présente définition vise également les apatrides.

Définitions
Définitions

« Commission »
“Board”

« Convention contre la torture »
“Convention Against Torture”

« Convention sur les réfugiés »
“Refugee Convention”

« étranger »
“foreign national”

Short title

Definitions

“Board”
« Commission »

“Convention Against Torture”
« Convention contre la torture »

“foreign national”
« étranger »

“permanent resident”
« résident permanent »

“Refugee Convention”
« Convention sur les réfugiés »

Act includes regulations

signed at New York on January 31, 1967. Sections E and F of Article 1 of the Refugee Convention are set out in the schedule.

(2) Unless otherwise indicated, references in this Act to "this Act" include regulations made under it.

Objectives — immigration

3. (1) The objectives of this Act with respect to immigration are

- (a) to permit Canada to pursue the maximum social, cultural and economic benefits of immigration;
- (b) to enrich and strengthen the social and cultural fabric of Canadian society, while respecting the federal, bilingual and multicultural character of Canada; 15
- (b.1) to support and assist the development of minority official languages communities in Canada;
- (c) to support the development of a strong and prosperous Canadian economy, in which the benefits of immigration are shared across all regions of Canada;
- (d) to see that families are reunited in Canada;
- (e) to promote the successful integration of permanent residents into Canada, while recognizing that integration involves mutual obligations for new immigrants and Canadian society;
- (f) to support, by means of consistent standards and prompt processing, the attainment of immigration goals established by the Government of Canada in consultation with the provinces; 30
- (g) to facilitate the entry of visitors, students and temporary workers for purposes such as trade, commerce, tourism, international understanding and cultural, educational and scientific activities; 35
- (h) to protect the health and safety of Canadians and to maintain the security of Canadian society; 40

« résident permanent » Personne qui a le statut de résident permanent et n'a pas perdu ce statut au titre de l'article 46.

« résident permanent »
"permanent resident"

(2) Sauf disposition contraire de la présente loi, toute mention de celle-ci vaut également mention des règlements pris sous son régime. 5

Terminologie

OBJECTIVES AND APPLICATION

OBJET DE LA LOI

3. (1) En matière d'immigration, la présente loi a pour objet :

- a) de permettre au Canada de retirer de l'immigration le maximum d'avantages sociaux, culturels et économiques;
- b) d'enrichir et de renforcer le tissu social et culturel du Canada dans le respect de son caractère fédéral, bilingue et multiculturel;
- b.1) de favoriser le développement des collectivités de langues officielles minoritaires au Canada;
- c) de favoriser le développement économique et la prospérité du Canada et de faire en sorte que toutes les régions puissent bénéficier des avantages économiques découlant de l'immigration;
- d) de veiller à la réunification des familles au Canada;
- e) de promouvoir l'intégration des résidents permanents au Canada, compte tenu du fait que cette intégration suppose des obligations pour les nouveaux arrivants et pour la société canadienne;
- f) d'atteindre, par la prise de normes uniformes et l'application d'un traitement efficace, les objectifs fixés pour l'immigration par le gouvernement fédéral après consultation des provinces;
- g) de faciliter l'entrée des visiteurs, étudiants et travailleurs temporaires qui viennent au Canada dans le cadre d'activités commerciales, touristiques, culturelles, éducatives, scientifiques ou autres, ou pour favoriser la bonne entente à l'échelle internationale;
- h) de protéger la santé des Canadiens et de garantir leur sécurité;

Objet en matière d'immigration

Objectives —
refugees

- (i) to promote international justice and security by fostering respect for human rights and by denying access to Canadian territory to persons who are criminals or security risks; and
 - (j) to work in cooperation with the provinces to secure better recognition of the foreign credentials of permanent residents and their more rapid integration into society.
- (2) The objectives of this Act with respect to refugees are
- (a) to recognize that the refugee program is in the first instance about saving lives and offering protection to the displaced and persecuted;
 - (b) to fulfil Canada's international legal obligations with respect to refugees and affirm Canada's commitment to international efforts to provide assistance to those in need of resettlement;
 - (c) to grant, as a fundamental expression of Canada's humanitarian ideals, fair consideration to those who come to Canada claiming persecution;
 - (d) to offer safe haven to persons with a well-founded fear of persecution based on race, religion, nationality, political opinion or membership in a particular social group, as well as those at risk of torture or cruel and unusual treatment or punishment;
 - (e) to establish fair and efficient procedures that will maintain the integrity of the Canadian refugee protection system, while upholding Canada's respect for the human rights and fundamental freedoms of all human beings;
 - (f) to support the self-sufficiency and the social and economic well-being of refugees by facilitating reunification with their family members in Canada;
 - (g) to protect the health and safety of Canadians and to maintain the security of Canadian society; and
 - (h) to promote international justice and security by denying access to Canadian territory to persons, including refugee claimants, who are security risks or serious criminals.

- i) de promouvoir, à l'échelle internationale, la justice et la sécurité par le respect des droits de la personne et l'interdiction de territoire aux personnes qui sont des criminels ou constituent un danger pour la sécurité;
 - j) de veiller, de concert avec les provinces, à aider les résidents permanents à mieux faire reconnaître leurs titres de compétence et à s'intégrer plus rapidement à la société.
- (2) S'agissant des réfugiés, la présente loi a pour objet :
- a) de reconnaître que le programme pour les réfugiés vise avant tout à sauver des vies et à protéger les personnes de la persécution;
 - b) de remplir les obligations en droit international du Canada relatives aux réfugiés et aux personnes déplacées et d'affirmer la volonté du Canada de participer aux efforts de la communauté internationale pour venir en aide aux personnes qui doivent se réinstaller;
 - c) de faire bénéficier ceux qui fuient la persécution d'une procédure équitable reflétant les idéaux humanitaires du Canada;
 - d) d'offrir l'asile à ceux qui craignent avec raison d'être persécutés du fait de leur race, leur religion, leur nationalité, leurs opinions politiques, leur appartenance à un groupe social en particulier, ainsi qu'à ceux qui risquent la torture ou des traitements ou peines cruels et inusités;
 - e) de mettre en place une procédure équitable et efficace qui soit respectueuse, d'une part, de l'intégrité du processus canadien d'asile et, d'autre part, des droits et des libertés fondamentales reconnus à tout être humain;
 - f) d'encourager l'autonomie et le bien-être socioéconomique des réfugiés en facilitant la réunification de leurs familles au Canada;
 - g) de protéger la santé des Canadiens et de garantir leur sécurité;
 - h) de promouvoir, à l'échelle internationale, la sécurité et la justice par l'interdiction du territoire aux personnes et demandeurs d'asile qui sont de grands criminels ou constituent un danger pour la sécurité.

Objet relatif
aux réfugiés

Application

(3) This Act is to be construed and applied in a manner that

- (a) furthers the domestic and international interests of Canada;
- (b) promotes accountability and transparency by enhancing public awareness of immigration and refugee programs;
- (c) facilitates cooperation between the Government of Canada, provincial governments, foreign states, international organizations and non-governmental organizations;
- (d) ensures that decisions taken under this Act are consistent with the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, including its principles of equality and freedom from discrimination and of the equality of English and French as the official languages of Canada;
- (e) supports the commitment of the Government of Canada to enhance the vitality of the English and French linguistic minority communities in Canada; and
- (f) complies with international human rights instruments to which Canada is signatory.

(3) L'interprétation et la mise en oeuvre de la présente loi doivent avoir pour effet :

- a) de promouvoir les intérêts du Canada sur les plans intérieur et international;
- b) d'encourager la responsabilisation et la transparence par une meilleure connaissance des programmes d'immigration et de ceux pour les réfugiés;
- c) de faciliter la coopération entre le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux, les États étrangers, les organisations internationales et les organismes non gouvernementaux;
- d) d'assurer que les décisions prises en vertu de la présente loi sont conformes à la *Charte canadienne des droits et libertés*, notamment en ce qui touche les principes, d'une part, d'égalité et de protection contre la discrimination et, d'autre part, d'égalité du français et de l'anglais à titre de langues officielles du Canada;
- e) de soutenir l'engagement du gouvernement du Canada à favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones du Canada;
- f) de se conformer aux instruments internationaux portant sur les droits de l'homme dont le Canada est signataire.

Interprétation
et mise
en oeuvre

Minister

4. The Minister responsible for the administration of this Act is the member of the Queen's Privy Council designated as such by the Governor in Council.

4. Le ministre est le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada que le gouverneur en conseil charge de l'application de la présente loi.

Ministre de tutelle

Regulations

5. (1) Except as otherwise provided, the Governor in Council may make any regulation that is referred to in this Act or that prescribes any matter whose prescription is referred to in this Act.

5. (1) Le gouverneur en conseil peut, sous réserve des autres dispositions de la présente loi, prendre les règlements d'application de la présente loi et toute autre mesure d'ordre réglementaire qu'elle prévoit.

Règlements

Tabling and referral of proposed regulations

(2) The Minister shall cause a copy of each proposed regulation made pursuant to sections 17, 32, 53, 61, 102, 116 and 150 to be laid before each House of Parliament, and each House shall refer the proposed regulation to the appropriate Committee of that House.

(2) Le ministre fait déposer tout projet de règlement pris en vertu des articles 17, 32, 53, 61, 102, 116 et 150 devant chaque chambre du Parlement et la chambre renvoie ce projet de règlement à son comité compétent.

Dépôt et renvoi des projets de règlement

Alteration of proposed regulation

(3) A proposed regulation that has been laid before each House of Parliament under subsection (2) does not need to be so laid again, whether or not it has been altered.

(3) Il n'est pas nécessaire de déposer de nouveau le projet de règlement devant le Parlement même s'il a subi des modifications.

Modification du projet de règlement

Making of regulations	(4) The Governor in Council may make the regulation at any time after the proposed regulation has been laid before each House of Parliament under subsection (2).	(4) Le gouverneur en conseil peut prendre le règlement après le dépôt du projet de règlement devant chaque chambre du Parlement.	Prise du règlement
Designation of officers	6. (1) The Minister may designate any persons or class of persons as officers to carry out any purpose of any provision of this Act, and shall specify the powers and duties of the officers so designated.	6. (1) Le ministre désigne, individuellement ou par catégorie, les personnes qu'il charge, à titre d'agent, de l'application de tout ou partie des dispositions de la présente loi et précise les attributions attachées à leurs fonctions.	5 Désignation des agents 10
Delegation of powers	(2) Anything that may be done by the Minister under this Act may be done by a person that the Minister authorizes in writing, without proof of the authenticity of the authorization.	(2) Le ministre peut déléguer, par écrit, les attributions qui lui sont conférées par la présente loi et il n'est pas nécessaire de prouver l'authenticité de la délégation.	Délégation
Exception	(3) Notwithstanding subsection (2), the Minister may not delegate the power conferred by subsection 77(1) or the ability to make determinations under subsection 34(2) or 35(2) or paragraph 37(2)(a).	(3) Ne peuvent toutefois être déléguées les attributions conférées par le paragraphe 77(1) et la prise de décision au titre des dispositions suivantes : 34(2), 35(2) et 37(2)a).	15 Restriction
International agreements	7. The Minister, with the approval of the Governor in Council, may enter into an agreement with the government of a foreign state or with an international organization for the purposes of this Act.	7. Pour l'application de la présente loi, le ministre peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, conclure un accord avec le gouvernement d'un État étranger ou toute organisation internationale.	Accords internationaux
Federal-provincial agreements	8. (1) The Minister, with the approval of the Governor in Council, may enter into an agreement with the government of any province for the purposes of this Act. The Minister must publish, once a year, a list of the federal-provincial agreements that are in force.	8. (1) Pour l'application de la présente loi, le ministre peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, conclure un accord avec une province; il publie chaque année la liste des accords en vigueur.	Accords fédéro-provinciaux
Consistency with agreement	(2) Subject to subsection (3) but despite the other provisions of this Act, the following must be consistent with the federal-provincial agreements:	(2) Malgré les autres dispositions de la présente loi, doivent être conformes à l'accord :	Conformité
	(a) the selection and sponsorship of, and the acquisition of status by, foreign nationals under this Act; and	a) la sélection et le parrainage des étrangers, ainsi que l'acquisition d'un statut, sous le régime de la présente loi;	
	(b) regulations governing those matters, including regulations respecting the examination in Canada of applications to become a permanent resident, or respecting the foreign nationals who may be selected on the basis of an investment in Canada.	b) les règlements régissant ces matières, et notamment tout règlement concernant l'examen au Canada de certaines demandes pour devenir résident permanent ou concernant des étrangers dont la sélection est faite sur la base de placements au Canada.	35 40

Inadmissibility
not limited

(3) Subsection (2) is not to be interpreted as limiting the application of any provision of this Act concerning inadmissibility to Canada.

Précision :
interdictions
de territoire

Sole provincial
responsibility —
permanent
residents

9. (1) Where a province has, under a federal-provincial agreement, sole responsibility for the selection of a foreign national who intends to reside in that province as a permanent resident, the following provisions apply to that foreign national, unless the agreement provides otherwise:

- (a) the foreign national, unless inadmissible under this Act, shall be granted permanent resident status if the foreign national meets the province's selection criteria;
- (b) the foreign national shall not be granted permanent resident status if the foreign national does not meet the province's selection criteria;
- (c) the foreign national shall not be granted permanent resident status contrary to the provisions of the law of the province governing the number of foreign nationals who may settle in the province as permanent residents, whether that number is an estimate or a maximum, or governing the distribution of that number among classes of foreign nationals; and
- (d) conditions imposed in accordance with the law of the province have the same force and effect as if they were made under this Act, if they are imposed on a foreign national on or before the grant of permanent resident status.

Sole provincial
responsibility —
appeals

(2) If a federal-provincial agreement gives a province sole responsibility to establish and apply financial criteria with respect to undertakings that sponsors living in that province may make in respect of a foreign national who applies to become a permanent resident, then, unless the agreement provides otherwise, the existence of a right of appeal under the law of that province respecting rejections by provincial officials of applications for sponsorship, for reasons of failing to meet financial criteria or failing to comply with a prior undertaking, prevents the sponsor, except on humanitarian and compassionate grounds, from appealing

(3) Le paragraphe (2) n'a toutefois pas pour effet de limiter l'application des dispositions de la présente loi visant les interdictions de territoire.

Responsabilité
provinciale
exclusive :
résidents
permanents

9. (1) Lorsqu'une province a, sous le régime d'un accord, la responsabilité exclusive de sélection de l'étranger qui cherche à s'y établir comme résident permanent, les règles suivantes s'appliquent à celui-ci sauf stipulation contraire de l'accord :

- a) le statut de résident permanent est octroyé à l'étranger qui répond aux critères de sélection de la province et n'est pas interdit de territoire;
- b) le statut de résident permanent ne peut être octroyé à l'étranger qui ne répond pas aux critères de sélection de la province;
- c) le statut de résident permanent ne peut être octroyé contrairement aux dispositions de la législation de la province régissant le nombre — qu'il s'agisse d'estimations ou de plafonds — des étrangers qui peuvent s'y établir comme résidents permanents, ainsi que leur répartition par catégorie;
- d) les conditions imposées à l'étranger, avant ou à l'octroi du statut de résident permanent, en vertu de la législation de la province ont le même effet que celles prévues sous le régime de la présente loi.

(2) L'accord qui confère à une province la responsabilité exclusive de l'établissement et de la mise en oeuvre des normes financières applicables à l'engagement qu'un répondant qui y réside peut prendre quant à l'étranger qui demande à devenir résident permanent notamment, sauf stipulation contraire, pour effet que le droit d'appel prévu par la législation de la province quant au rejet par le fonctionnaire provincial compétent d'une demande d'engagement, pour non-conformité à ces normes, ou manquement à un engagement antérieur, prive le répondant, sauf sur des motifs d'ordre humanitaire, du droit d'en

Responsabilité
provinciale
exclusive :
droit d'appel

Consultations
with the
provinces

under this Act against a refusal, based on those reasons, of a visa or permanent resident status.

Required
consultations

10. (1) The Minister may consult with the governments of the provinces on immigration and refugee protection policies and programs, in order to facilitate cooperation and to take into consideration the effects that the implementation of this Act may have on the provinces.

(2) The Minister must consult with the governments of the provinces respecting the number of foreign nationals in each class who will become permanent residents each year, their distribution in Canada taking into account regional economic and demographic requirements, and the measures to be undertaken to facilitate their integration into Canadian society.

Application
before
entering
CanadaIf sponsor
does not meet
requirementsFamily
reunification

appeler au titre de la présente loi du refus, pour ces mêmes raisons, du visa ou du statut de résident permanent.

10. (1) Le ministre peut consulter les gouvernements des provinces sur les orientations et programmes touchant à l'immigration et à l'asile en vue de faciliter la coopération avec ceux-ci et de prendre en considération les effets que la mise en oeuvre de la présente loi peut avoir sur les provinces.

Consultations
avec les
provinces

5

(2) Le ministre les consulte sur le nombre d'étrangers de diverses catégories qui deviendront résidents permanents chaque année, sur leur répartition au Canada — compte tenu des besoins économiques et démographiques régionaux — et sur les mesures à prendre pour faciliter leur intégration à la société canadienne.

Consultations
obligatoires

10

PART 1

IMMIGRATION TO CANADA

DIVISION 1

REQUIREMENTS BEFORE ENTERING CANADA AND SELECTION

Requirements Before Entering Canada

11. (1) A foreign national must, before entering Canada, apply to an officer for a visa or for any other document required by the regulations. The visa or document shall be issued if, following an examination, the officer is satisfied that the foreign national is not inadmissible and meets the requirements of this Act.

(2) The officer may not issue a visa or other document to a foreign national whose sponsor does not meet the sponsorship requirements of this Act.

Visa et
documents

FORMALITÉS PRÉALABLES À L'ENTRÉE ET SÉLECTION

Formalités préalables à l'entrée

11. (1) L'étranger doit, préalablement à son entrée au Canada, demander à l'agent les visa et autres documents requis par règlement, lesquels sont délivrés sur preuve, à la suite d'un contrôle, qu'il n'est pas interdit de territoire et se conforme à la présente loi.

Cas de la
demande
parrainée

(2) Ils ne peuvent être délivrés à l'étranger dont le répondant ne se conforme pas aux exigences applicables au parrainage.

Cas de la
demande
parrainée

30

Selection of Permanent Residents

12. (1) A foreign national may be selected as a member of the family class on the basis of their relationship as the spouse, common-law partner, child, parent or other prescribed family member of a Canadian citizen or permanent resident.

Regroupement
familial

12. (1) La sélection des étrangers de la catégorie « regroupement familial » se fait en fonction de la relation qu'ils ont avec un citoyen canadien ou un résident permanent, à titre d'époux, de conjoint de fait, d'enfant ou de père ou mère ou à titre d'autre membre de la famille prévu par règlement.

Economic immigration	(2) A foreign national may be selected as a member of the economic class on the basis of their ability to become economically established in Canada.	(2) La sélection des étrangers de la catégorie « immigration économique » se fait en fonction de leur capacité à réussir leur établissement économique au Canada.	Immigration économique
Refugees	(3) A foreign national, inside or outside Canada, may be selected as a person who under this Act is a Convention refugee or as a person in similar circumstances, taking into account Canada's humanitarian tradition with respect to the displaced and the persecuted.	5 (3) La sélection de l'étranger, qu'il soit au Canada ou non, s'effectue, conformément à la tradition humanitaire du Canada à l'égard des personnes déplacées ou persécutées, selon qu'il a la qualité, au titre de la présente loi, de 5 réfugié ou de personne en situation semblable.	Réfugiés
Right to sponsor family member	Sponsorship of Foreign Nationals	Régime de parrainage	
	13. (1) A Canadian citizen or permanent resident may, subject to the regulations, sponsor a foreign national who is a member of the family class.	13. (1) Tout citoyen canadien et tout résident permanent peuvent, sous réserve des règlements, parrainer l'étranger de la catégorie « regroupement familial ».	Droit au parrainage : individus
Group right to sponsor	(2) A group of Canadian citizens or permanent residents, a corporation incorporated under a law of Canada or of a province, and an unincorporated organization or association under federal or provincial law, or any combination of them may, subject to the regulations, sponsor a Convention refugee or a person in similar circumstances.	15 (2) Tout groupe de citoyens canadiens ou de résidents permanents ou toute personne morale ou association de régime fédéral ou provincial — ou tout groupe de telles de ces personnes —, peut, sous réserve des règlements, parrainer un étranger qui a la qualité, au titre de la présente loi, de réfugié ou de personne en situation semblable.	Droit au parrainage : groupes
Obligation	(3) An undertaking relating to sponsorship is binding on the person who gives it.	20 (3) L'engagement de parrainage lie le répondant.	Obligation
Instructions of Minister	(4) An officer shall apply the regulations on sponsorship referred to in paragraph 14(2)(e) in accordance with any instructions that the Minister may make.	25 (4) L'agent est tenu de se conformer aux instructions du ministre sur la mise en oeuvre des règlements visés à l'alinéa 14(2)e).	Instructions
Regulations	Regulations	Règlements	
	14. (1) The regulations may provide for any matter relating to the application of this Division, and may define, for the purposes of this Act, the terms used in this Division.	14. (1) Les règlements régissent l'application de la présente section et définissent, pour l'application de la présente loi, les termes qui y sont employés.	Application générale
Regulations	(2) The regulations may prescribe, and govern any matter relating to, classes of permanent residents or foreign nationals, including the classes referred to in section 12, and may include provisions respecting	30 (2) Ils établissent et régissent les catégories de résidents permanents ou d'étrangers, dont celles visées à l'article 12, et portent notamment sur :	Sélection et formalités
	(a) selection criteria, the weight, if any, to be given to all or some of those criteria, the procedures to be followed in evaluating all or some of those criteria and the circumstances in which an officer may substitute for those criteria their evaluation of the likelihood of a foreign national's ability to become economically established in Canada;	35 a) les critères applicables aux diverses catégories, et les méthodes ou, le cas échéant, les grilles d'appréciation et de pondération de tout ou partie de ces critères, ainsi que les cas où l'agent peut substituer aux critères son appréciation de la capacité de l'étranger à réussir son établissement économique au Canada;	35

- (b) applications for visas and other documents and their issuance or refusal, with respect to foreign nationals and their family members;
- (c) the number of applications that may be processed or approved in a year, the number of visas and other documents that may be issued in a year, and the measures to be taken when that number is exceeded; 5
- (d) conditions that may or must be imposed, varied or cancelled, individually or by class, on permanent residents and foreign nationals; 10
- (e) sponsorships, undertakings, and penalties for failure to comply with undertakings; 15
- (f) deposits or guarantees of the performance of obligations under this Act that are to be given by any person to the Minister; and
- (g) any matter for which a recommendation 20 to the Minister or a decision may or must be made by a designated person, institution or organization with respect to a foreign national or sponsor.

DIVISION 2

EXAMINATION

Examination by officer

15. (1) An officer is authorized to proceed 25 with an examination where a person makes an application to the officer in accordance with this Act.

Provincial criteria

(2) In the case of a foreign national referred to in subsection 9(1), an examination of 30 whether the foreign national complies with the applicable selection criteria shall be conducted solely on the basis of documents delivered by the province indicating that the competent authority of the province is of the 35 opinion that the foreign national complies with the province's selection criteria.

Inspection

(3) An officer may board and inspect any means of transportation bringing persons to Canada, examine any person carried by that 40 means of transportation and any record or document respecting that person, seize and remove the record or document to obtain copies or extracts and hold the means of

- b) la demande, la délivrance et le refus de délivrance de visas et autres documents pour les étrangers et les membres de leur famille;
- c) le nombre de demandes à traiter et dont il peut être disposé et celui de visas ou autres documents à accorder par an, ainsi que les mesures à prendre en cas de dépassement; 5
- d) les conditions qui peuvent ou doivent être, quant aux résidents permanents et aux étrangers, imposées, modifiées ou levées, individuellement ou par catégorie; 10
- e) le parrainage, les engagements, ainsi que la sanction de leur inobservation; 15
- f) les garanties à remettre au ministre pour le respect des obligations découlant de la présente loi;
- g) les affaires sur lesquelles les personnes ou organismes désignés devront ou pourront statuer ou faire des recommandations au ministre sur les étrangers ou les répondants. 20

SECTION 2

CONTRÔLE

15. (1) L'agent peut procéder à un contrôle dans le cadre de toute demande qui lui est faite 25 au titre de la présente loi.

Pouvoir de l'agent

(2) S'agissant de l'étranger visé au paragraphe 9(1), le contrôle de conformité aux critères de sélection qui lui sont applicables a pour seul objet de vérifier si, sur la base du 30 document délivré par la province en cause, l'autorité compétente de celle-ci est d'avis que l'étranger répond à ses critères de sélection.

Critères provinciaux

(3) L'agent peut fouiller tout moyen de 35 transport amenant des personnes au Canada, interroger les personnes qui s'y trouvent, inspecter les documents et pièces relatifs à celles-ci et les saisir pour reproduction totale ou partielle et retenir le moyen de transport 40 jusqu'à la fin du contrôle.

Fouille

transportation until the inspection and examination are completed.

Instructions

(4) The officer shall conduct the examination in accordance with any instructions that the Minister may give.

Obligation —
answer
truthfully

16. (1) A person who makes an application must answer truthfully all questions put to them for the purpose of the examination and must produce a visa and all relevant evidence and documents that the officer reasonably requires.

Obligation —
relevant
evidence

(2) In the case of a foreign national,
(a) the relevant evidence referred to in subsection (1) includes photographic and fingerprint evidence; and
(b) the foreign national must submit to a medical examination on request.

Evidence
relating to
identity

(3) An officer may require or obtain from a permanent resident or a foreign national who is arrested, detained or subject to a removal order, any evidence — photographic, fingerprint or otherwise — that may be used to establish their identity or compliance with this Act.

Regulations

17. The regulations may provide for any matter relating to the application of this Division, and may include provisions respecting the conduct of examinations.

(4) L'agent est tenu de se conformer aux instructions du ministre sur l'exécution du contrôle.

Instructions

16. (1) L'auteur d'une demande au titre de la présente loi doit répondre véritablement aux questions qui lui sont posées lors du contrôle, donner les renseignements et tous éléments de preuve pertinents et présenter les visa et documents requis.

(2) S'agissant de l'étranger, les éléments de preuve pertinents visent notamment la photographie et la dactyloscopie et il est tenu de se soumettre, sur demande, à une visite médicale.

Obligation du
demandeur

Éléments de
preuve

(3) L'agent peut exiger ou obtenir du résident permanent ou de l'étranger qui fait l'objet d'une arrestation, d'une mise en détention, d'un contrôle ou d'une mesure de renvoi tous éléments, dont la photographie et la dactyloscopie, en vue d'établir son identité et vérifier s'il se conforme à la présente loi.

Établissem-
ment de
l'identité

17. Les règlements régissent l'application de la présente section et portent notamment sur l'exécution du contrôle.

Règlements

DIVISION 3

ENTERING AND REMAINING IN CANADA

Entering and Remaining

Examination
by officer

18. (1) Every person seeking to enter Canada must appear for an examination to determine whether that person has a right to enter Canada or is or may become authorized to enter and remain in Canada.

Transit

(2) Subsection (1) also applies to persons who, without leaving Canada, seek to leave an area at an airport that is reserved for passengers who are in transit or who are waiting to depart Canada.

SECTION 3

ENTRÉE ET SÉJOUR AU CANADA

Entrée et séjour

18. (1) Quiconque cherche à entrer au Canada est tenu de se soumettre au contrôle visant à déterminer s'il a le droit d'y entrer ou s'il est autorisé, ou peut l'être, à y entrer et à y séjourner.

(2) Le présent article s'applique également aux personnes qui, sans quitter le Canada, cherchent à quitter une zone aéroportuaire réservée aux passagers en transit ou en partance.

Contrôle

Transit

Right of entry
of citizens and
Indians

19. (1) Every Canadian citizen within the meaning of the *Citizenship Act* and every person registered as an Indian under the *Indian Act* has the right to enter and remain in Canada in accordance with this Act, and an officer shall allow the person to enter Canada if satisfied following an examination on their entry that the person is a citizen or registered Indian.

Right of entry
of permanent
residents

(2) An officer shall allow a permanent resident to enter Canada if satisfied following an examination on their entry that they have that status.

Obligation on
entry

20. (1) Every foreign national, other than a foreign national referred to in section 19, who seeks to enter or remain in Canada must establish,

(a) to become a permanent resident, that they hold the visa or other document required under the regulations and have come to Canada in order to establish permanent residence; and

(b) to become a temporary resident, that they hold the visa or other document required under the regulations and will leave Canada by the end of the period authorized for their stay.

Provincial
criteria

(2) A foreign national referred to in subsection 9(1) must also establish, to become a permanent resident, that they hold a document issued by the province indicating that the competent authority of the province is of the opinion that the foreign national complies with the province's selection criteria.

Permanent
resident

21. (1) A foreign national becomes a permanent resident if an officer is satisfied that the foreign national has applied for that status, has met the obligations set out in paragraph 20(1)(a) and subsection 20(2) and is not inadmissible.

Protected
person

(2) Except in the case of a person described in subsection 112(3) or a person who is a member of a prescribed class of persons, a person whose application for protection has been finally determined by the Board to be a Convention refugee or to be a person in need of protection, or a person whose application

19. (1) Tout citoyen canadien, au sens de la *Loi sur la citoyenneté*, et toute personne inscrite comme Indien, en vertu de la *Loi sur les Indiens*, a le droit d'entrer au Canada et d'y séjourner conformément à la présente loi; 5 l'agent le laisse entrer sur preuve, à la suite d'un contrôle fait à son arrivée, de sa qualité.

(2) L'agent laisse entrer au Canada le résident permanent sur preuve, à la suite d'un contrôle fait à son arrivée, qu'il a ce statut.

Droit
d'entrer :
citoyen
canadien et
Indien

Droit
d'entrer :
résident
permanent

Obligation à
l'entrée au
Canada

20. (1) L'étranger non visé à l'article 19 qui cherche à entrer au Canada ou à y séjourner est tenu de prouver :

a) pour devenir un résident permanent, qu'il détient les visa ou autres documents réglementaires et vient s'y établir en permanence;

b) pour devenir un résident temporaire, qu'il détient les visa ou autres documents requis par règlement et aura quitté le Canada à la fin de la période de séjour autorisée.

(2) L'étranger visé au paragraphe 9(1) est tenu en outre, pour devenir résident permanent, de prouver qu'il détient le document délivré par la province en cause attestant que l'autorité compétente de celle-ci est d'avis qu'il répond à ses critères de sélection.

Critères
provinciaux

Status and Authorization to Enter

Statut et autorisation d'entrer

21. (1) Devient résident permanent l'étranger dont l'agent constate qu'il a demandé ce statut, s'est déchargé des obligations prévues à l'alinéa 20(1)a) et au paragraphe 20(2) et n'est pas interdit de territoire.

Résident
permanent

(2) Sous réserve d'un accord fédéro-provincial visé au paragraphe 9(1), devient résident permanent la personne à laquelle la qualité de réfugié ou celle de personne à protéger a été reconnue en dernier ressort par la Commission ou celle dont la demande de protection a été acceptée par le ministre — sauf dans le cas

Personne
protégée

40

35

30

25

20

15

10

5

	for protection has been allowed by the Minister, becomes, subject to any federal-provincial agreement referred to in subsection 9(1), a permanent resident if the officer is satisfied that they have made their application in accordance with the regulations and that they are not inadmissible on any ground referred to in section 34 or 35, subsection 36(1) or section 37 or 38.	d'une personne visée au paragraphe 112(3) ou qui fait partie d'une catégorie réglementaire — dont l'agent constate qu'elle a présenté sa demande en conformité avec les règlements 5 et qu'elle n'est pas interdite de territoire pour 5 l'un des motifs visés aux articles 34 ou 35, au paragraphe 36(1) ou aux articles 37 ou 38.	
Temporary resident	22. (1) A foreign national becomes a temporary resident if an officer is satisfied that the foreign national has applied for that status, has met the obligations set out in paragraph 20(1)(b) and is not inadmissible.	22. (1) Devient résident temporaire l'étranger dont l'agent constate qu'il a demandé ce statut, s'est déchargé des obligations prévues 10 à l'alinéa 20(1)b) et n'est pas interdit de territoire.	Résident temporaire
Dual intent	(2) An intention by a foreign national to become a permanent resident does not preclude them from becoming a temporary resident if the officer is satisfied that they will leave Canada by the end of the period authorized for their stay.	(2) L'intention qu'il a de s'établir au Canada n'empêche pas l'étranger de devenir résident temporaire sur preuve qu'il aura 15 quitté le Canada à la fin de la période de séjour autorisée.	Double intention
Entry to complete examination or hearing	23. An officer may authorize a person to enter Canada for the purpose of further examination or an admissibility hearing under this Part.	23. L'entrée peut aussi être autorisée en vue du contrôle complémentaire ou de l'enquête prévus par la présente partie.	Contrôle complémentaire ou enquête
Temporary resident permit	24. (1) A foreign national who, in the opinion of an officer, is inadmissible or does not meet the requirements of this Act becomes a temporary resident if an officer is of the opinion that it is justified in the circumstances and issues a temporary resident permit, which 30 may be cancelled at any time.	24. (1) Devient résident temporaire l'étranger, dont l'agent estime qu'il est interdit de territoire ou ne se conforme pas à la présente loi, à qui il délivre, s'il estime que les circonstances le justifient, un permis de séjour 25 temporaire — titre révocable en tout temps.	Permis de séjour temporaire
Exception	(2) A foreign national referred to in subsection (1) to whom an officer issues a temporary resident permit outside Canada does not become a temporary resident until they have 35 been examined upon arrival in Canada.	(2) L'étranger visé au paragraphe (1) à qui l'agent délivre hors du Canada un permis de séjour temporaire ne devient résident temporaire qu'après s'être soumis au contrôle à son 30 arrivée au Canada.	Cas particulier
Instructions of Minister	(3) In applying subsection (1), the officer shall act in accordance with any instructions that the Minister may make.	(3) L'agent est tenu de se conformer aux instructions que le ministre peut donner pour l'application du paragraphe (1).	Instructions
Humanitarian and compassionate considerations	25. (1) The Minister shall, upon request of 40 a foreign national who is inadmissible or who does not meet the requirements of this Act, and may, on the Minister's own initiative, examine the circumstances concerning the foreign national and may grant the foreign 45 national permanent resident status or an exemption from any applicable criteria or obligation of this Act if the Minister is of the	25. (1) Le ministre doit, sur demande d'un 35 étranger interdit de territoire ou qui ne se conforme pas à la présente loi, et peut, de sa propre initiative, étudier le cas de cet étranger et peut lui octroyer le statut de résident permanent ou lever tout ou partie des critères 40 et obligations applicables, s'il estime que des circonstances d'ordre humanitaire relatives à l'étranger — compte tenu de l'intérêt supé-	Séjour pour motif d'ordre humanitaire

Provincial criteria	<p>opinion that it is justified by humanitarian and compassionate considerations relating to them, taking into account the best interests of a child directly affected, or by public policy considerations.</p>	<p>rieur de l'enfant directement touché — ou l'intérêt public le justifient.</p>	Critères provinciaux
Regulations	<p>(2) The Minister may not grant permanent resident status to a foreign national referred to in subsection 9(1) if the foreign national does not meet the province's selection criteria applicable to that foreign national.</p>	<p>(2) Le statut ne peut toutefois être octroyé à l'étranger visé au paragraphe 9(1) qui ne répond pas aux critères de sélection de la province en cause qui lui sont applicables.</p>	Règlements
Conditions	<p>26. The regulations may provide for any matter relating to the application of sections 18 to 25, and may include provisions respecting</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) entering, remaining in and re-entering Canada; (b) permanent resident status or temporary resident status, including acquisition of that status; (c) the circumstances in which all or part of the considerations referred to in section 24 may be taken into account; (d) conditions that may or must be imposed, varied or cancelled, individually or by class, on permanent residents and foreign nationals; and (e) deposits or guarantees of the performance of obligations under this Act that are to be given to the Minister. 	<p>26. Les règlements régissent l'application des articles 18 à 25 et portent notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'entrée, la faculté de rentrer et le séjour; b) le statut de résident permanent ou temporaire, et notamment l'acquisition du statut; c) les cas dans lesquels il peut être tenu compte de tout ou partie des circonstances visées à l'article 24; d) les conditions qui peuvent ou doivent être, quant aux résidents permanents et aux étrangers, imposées, modifiées ou levées, individuellement ou par catégorie; e) les garanties à fournir au ministre pour l'exécution de la présente loi. 	Règlements
Right of permanent residents	<p>27. (1) A permanent resident of Canada has the right to enter and remain in Canada, subject to the provisions of this Act.</p>	<p>27. (1) Le résident permanent a, sous réserve des autres dispositions de la présente loi, le droit d'entrer au Canada et d'y séjourner.</p>	Droit du résident permanent
Residency obligation	<p>(2) A permanent resident must comply with any conditions imposed under the regulations.</p> <p>28. (1) A permanent resident must comply with a residency obligation with respect to every five-year period.</p>	<p>28. (1) L'obligation de résidence est applicable à chaque période quinquennale.</p>	Obligation de résidence
Application	<p>(2) The following provisions govern the residency obligation under subsection (1):</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) a permanent resident complies with the residency obligation with respect to a five-year period if, on each of a total of at least 730 days in that five-year period, they are 	<p>(2) Les dispositions suivantes régissent l'obligation de résidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le résident permanent se conforme à l'obligation dès lors que, pour au moins 730 jours pendant une période quinquennale, selon le cas : 	Application

- (i) physically present in Canada,
 (ii) outside Canada accompanying a Canadian citizen who is their spouse or common-law partner or, in the case of a child, their parent,
 (iii) outside Canada employed on a full-time basis by a Canadian business or in the public service of Canada or of a province,
 (iv) outside Canada accompanying a permanent resident who is their spouse or common-law partner or, in the case of a child, their parent and who is employed on a full-time basis by a Canadian business or in the public service of Canada or of a province, or
 (v) referred to in regulations providing for other means of compliance;
- (b) it is sufficient for a permanent resident to demonstrate at examination
- (i) if they have been a permanent resident for less than five years, that they will be able to meet the residency obligation in respect of the five-year period immediately after they became a permanent resident;
 (ii) if they have been a permanent resident for five years or more, that they have met the residency obligation in respect of the five-year period immediately before the examination; and
- (c) a determination by an officer that humanitarian and compassionate considerations relating to a permanent resident, taking into account the best interests of a child directly affected by the determination, justify the retention of permanent resident status overcomes any breach of the residency obligation prior to the determination.

Right of temporary residents

29. (1) A temporary resident is, subject to the other provisions of this Act, authorized to enter and remain in Canada on a temporary basis as a visitor or as a holder of a temporary resident permit.

- (i) il est effectivement présent au Canada,
 (ii) il accompagne, hors du Canada, un citoyen canadien qui est son époux ou conjoint de fait ou, dans le cas d'un enfant, l'un de ses parents,
 (iii) il travaille, hors du Canada, à temps plein pour une entreprise canadienne ou pour l'administration publique fédérale ou provinciale,
 (iv) il accompagne, hors du Canada, un résident permanent qui est son époux ou conjoint de fait ou, dans le cas d'un enfant, l'un de ses parents, et qui travaille à temps plein pour une entreprise canadienne ou pour l'administration publique fédérale ou provinciale,
 (v) il se conforme au mode d'exécution prévu par règlement;
- b) il suffit au résident permanent de prouver, lors du contrôle, qu'il se conformera à l'obligation pour la période quinquennale suivant l'acquisition de son statut, s'il est résident permanent depuis moins de cinq ans, et, dans le cas contraire, qu'il s'y est conformé pour la période quinquennale précédant le contrôle;
- c) le constat par l'agent que des circonstances d'ordre humanitaire relatives au résident permanent — compte tenu de l'intérêt supérieur de l'enfant directement touché — justifient le maintien du statut rend inopposable l'inobservation de l'obligation précédant le contrôle.

29. (1) Le résident temporaire a, sous réserve des autres dispositions de la présente loi, l'autorisation d'entrer au Canada et d'y séjourner à titre temporaire comme visiteur ou titulaire d'un permis de séjour temporaire.

Droit du résident temporaire

Obligation —
temporary
resident

(2) A temporary resident must comply with any conditions imposed under the regulations and with any requirements under this Act, must leave Canada by the end of the period authorized for their stay and may re-enter Canada only if their authorization provides for re-entry.

Work and
study in
Canada

30. (1) A foreign national may not work or study in Canada unless authorized to do so under this Act.

Minor
children

(2) Every minor child in Canada, other than a child of a temporary resident not authorized to work or study, is authorized to study at the pre-school, primary or secondary level.

(2) Le résident temporaire est assujetti aux conditions imposées par les règlements et doit se conformer à la présente loi et avoir quitté le pays à la fin de la période de séjour autorisée. Il ne peut y rentrer que si l'autorisation le prévoit.

Obligation du
résident
temporaire

30. (1) L'étranger ne peut exercer un emploi au Canada ou y étudier que sous le régime de la présente loi.

Études et
travail

(2) L'enfant mineur qui se trouve au Canada est autorisé à y étudier au niveau préscolaire, au primaire ou au secondaire, à l'exception de celui du résident temporaire non autorisé à exercer un emploi ou à y étudier.

Enfant
mineur

Status Document

Status
document

31. (1) A permanent resident and a protected person shall be provided with a document indicating their status.

Effect

(2) For the purposes of this Act, unless an officer determines otherwise

(a) a person in possession of a status document referred to in subsection (1) is presumed to have the status indicated; and

(b) a person who is outside Canada and who does not present a status document indicating permanent resident status is presumed not to have permanent resident status.

Travel
document

(3) A permanent resident outside Canada who is not in possession of a status document indicating permanent resident status shall, following an examination, be issued a travel document if an officer is satisfied that

(a) they comply with the residency obligation under section 28;

(b) an officer has made the determination referred to in paragraph 28(2)(c); or

(c) they were physically present in Canada at least once within the 365 days before the examination and they have made an appeal under subsection 63(4) that has not been finally determined or the period for making such an appeal has not yet expired.

31. (1) Il est remis au résident permanent et à la personne protégée une attestation de statut.

Attestation de
statut

(2) Pour l'application de la présente loi et sauf décision contraire de l'agent, celui qui est muni d'une attestation est présumé avoir le statut qui y est mentionné; s'il ne peut présenter une attestation de statut de résident permanent, celui qui est à l'extérieur du Canada est présumé ne pas avoir ce statut.

Effet

(3) Il est remis un titre de voyage au résident permanent qui se trouve hors du Canada et qui n'est pas muni de l'attestation de statut de résident permanent sur preuve, à la suite d'un contrôle, que, selon le cas :

a) il remplit l'obligation de résidence;

b) il est constaté que l'alinéa 28(2)c) lui est applicable;

c) il a été effectivement présent au Canada au moins une fois au cours des 365 jours précédant le contrôle et, soit il a interjeté un appel au titre du paragraphe 63(4) et celui-ci n'a pas été tranché en dernier ressort, soit le délai d'appel n'est pas expiré.

Titre de
voyage

Regulations	Regulations	Règlements
	32. The regulations may provide for any matter relating to the application of sections 27 to 31, may define, for the purposes of this Act, the terms used in those sections, and may include provisions respecting	Règlements
	(a) classes of temporary residents, such as students and workers;	
	(b) selection criteria for each class of foreign national and for their family members, and the procedures for evaluating all or some of those criteria;	
	(c) anything referred to in paragraph (b) for which a decision or recommendation may or must be made by a designated person, institution or organization;	
15	(d) the conditions that must or may be imposed, varied or cancelled, individually or by class, on permanent residents and foreign nationals, including conditions respecting work or study;	5
	(e) the residency obligation under section 28, including rules for calculating applicable days and periods; and	
	(f) the circumstances in which a document indicating status or a travel document may or must be issued, renewed or revoked.	
20		10
		15
		20
		25
		30
		35
		40
DIVISION 4	SECTION 4	
	INADMISSIBILITY	INTERDICTIONS DE TERRITOIRE
Rules of interpretation		Interprétation
	33. The facts that constitute inadmissibility under sections 34 to 37 include facts arising from omissions and, unless otherwise provided, include facts for which there are reasonable grounds to believe that they have occurred, are occurring or may occur.	30
Security	(1) A permanent resident or a foreign national is inadmissible on security grounds for	30
	(a) engaging in an act of espionage or an act of subversion against a democratic government, institution or process as they are understood in Canada;	
	(b) engaging in or instigating the subversion by force of any government;	
35		35
		40
	34. (1) Emportent interdiction de territoire pour raison de sécurité les faits suivants :	Sécurité
	a) être l'auteur d'actes d'espionnage ou se livrer à la subversion contre toute institution démocratique, au sens où cette expression s'entend au Canada;	
	b) être l'instigateur ou l'auteur d'actes visant au renversement d'un gouvernement par la force;	

	(c) engaging in terrorism;	c) se livrer au terrorisme;
	(d) being a danger to the security of Canada;	d) constituer un danger pour la sécurité du Canada;
	(e) engaging in acts of violence that would or might endanger the lives or safety of persons in Canada; or	e) être l'auteur de tout acte de violence susceptible de mettre en danger la vie ou la sécurité d'autrui au Canada;
5	(f) being a member of an organization that there are reasonable grounds to believe engages, has engaged or will engage in acts referred to in paragraph (a), (b) or (c).	f) être membre d'une organisation dont il y a des motifs raisonnables de croire qu'elle est, a été ou sera l'auteur d'un acte visé aux alinéas a), b) ou c).
		10
Exception	(2) The matters referred to in subsection (1) do not constitute inadmissibility in respect of a permanent resident or a foreign national who satisfies the Minister that their presence in Canada would not be detrimental to the national interest.	(2) Ces faits n'emportent pas interdiction de territoire pour le résident permanent ou l'étranger qui convainc le ministre que sa présence au Canada ne serait nullement préjudiciable à l'intérêt national.
	15	15
Human or international rights violations	35. (1) A permanent resident or a foreign national is inadmissible on grounds of violating human or international rights for	35. (1) Emportent interdiction de territoire pour atteinte aux droits humains ou internationaux les faits suivants :
	(a) committing an act outside Canada that constitutes an offence referred to in sections 4 to 7 of the <i>Crimes Against Humanity and War Crimes Act</i> ;	a) commettre, hors du Canada, une des infractions visées aux articles 4 à 7 de la <i>Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre</i> ;
	(b) being a prescribed senior official in the service of a government that, in the opinion of the Minister, engages or has engaged in terrorism, systematic or gross human rights violations, or genocide, a war crime or a crime against humanity within the meaning of subsections 6(3) to (5) of the <i>Crimes Against Humanity and War Crimes Act</i> ; or	b) occuper un poste de rang supérieur — au sens du règlement — au sein d'un gouvernement qui, de l'avis du ministre, se livre ou 25 s'est livré au terrorisme, à des violations graves ou répétées des droits de la personne ou commet ou a commis un génocide, un crime contre l'humanité ou un crime de guerre au sens des paragraphes 6(3) à (5) de 30 la <i>Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre</i> ;
	(c) being a person, other than a permanent resident, whose entry into or stay in Canada is restricted pursuant to a decision, resolution or measure of an international organization of states or association of states, of which Canada is a member, that imposes sanctions on a country against which Canada has imposed or has agreed to impose sanctions in concert with that organization or association.	c) être, sauf s'agissant du résident permanent, une personne dont l'entrée ou le séjour au Canada est limité au titre d'une décision, 35 d'une résolution ou d'une mesure d'une organisation internationale d'États ou une association d'États dont le Canada est membre et qui impose des sanctions à l'égard d'un pays contre lequel le Canada a 40 imposé — ou s'est engagé à imposer — des sanctions de concert avec cette organisation ou association.
40		

Exception
Atteinte aux droits humains ou internationaux

Exception

(2) Paragraphs (1)(b) and (c) do not apply in the case of a permanent resident or a foreign national who satisfies the Minister that their presence in Canada would not be detrimental to the national interest.

Serious criminality

36. (1) A permanent resident or a foreign national is inadmissible on grounds of serious criminality for

(a) having been convicted in Canada of an offence under an Act of Parliament punishable by a maximum term of imprisonment of at least 10 years, or of an offence under an Act of Parliament for which a term of imprisonment of more than six months has been imposed;

15

(b) having been convicted of an offence outside Canada that, if committed in Canada, would constitute an offence under an Act of Parliament punishable by a maximum term of imprisonment of at least 10 years; or

(c) committing an act outside Canada that is an offence in the place where it was committed and that, if committed in Canada, would constitute an offence under an Act of Parliament punishable by a maximum term of imprisonment of at least 10 years.

Criminality

(2) A foreign national is inadmissible on grounds of criminality for

(a) having been convicted in Canada of an offence under an Act of Parliament punishable by way of indictment, or of two offences under any Act of Parliament not arising out of a single occurrence;

35

(b) having been convicted outside Canada of an offence that, if committed in Canada, would constitute an indictable offence under an Act of Parliament, or of two offences not arising out of a single occurrence that, if committed in Canada, would constitute offences under an Act of Parliament;

(c) committing an act outside Canada that is an offence in the place where it was committed and that, if committed in Canada, would constitute an indictable offence under an Act of Parliament; or

(2) Les faits visés aux alinéas (1)b) et c) n'empêtent pas interdiction de territoire pour le résident permanent ou l'étranger qui convainc le ministre que sa présence au Canada ne serait nullement préjudiciable à l'intérêt national.

Exception

36. (1) Emportent interdiction de territoire pour grande criminalité les faits suivants :

a) être déclaré coupable au Canada d'une infraction à une loi fédérale punissable d'un emprisonnement maximal d'au moins dix ans ou d'une infraction à une loi fédérale pour laquelle un emprisonnement de plus de six mois est infligé;

b) être déclaré coupable, à l'extérieur du Canada, d'une infraction qui, commise au Canada, constituerait une infraction à une loi fédérale punissable d'un emprisonnement maximal d'au moins dix ans;

c) commettre, à l'extérieur du Canada, une infraction qui, commise au Canada, constituerait une infraction à une loi fédérale punissable d'un emprisonnement maximal d'au moins dix ans.

(2) Emportent, sauf pour le résident permanent, interdiction de territoire pour criminalité les faits suivants :

a) être déclaré coupable au Canada d'une infraction à une loi fédérale punissable par mise en accusation ou de deux infractions à toute loi fédérale qui ne découlent pas des mêmes faits;

b) être déclaré coupable, à l'extérieur du Canada, d'une infraction qui, commise au Canada, constituerait une infraction à une loi fédérale punissable par mise en accusation ou de deux infractions qui ne découlent pas des mêmes faits et qui, commises au Canada, constitueraient des infractions à des lois fédérales;

40

c) commettre, à l'extérieur du Canada, une infraction qui, commise au Canada, consti-

Grande criminalité

(d) committing, on entering Canada, an offence under an Act of Parliament prescribed by regulations.

tuerait une infraction à une loi fédérale punissable par mise en accusation;

d) commettre, à son entrée au Canada, une infraction qui constitue une infraction à une loi fédérale précisée par règlement. 5

Application

(3) The following provisions govern subsections (1) and (2):

- (a) an offence that may be prosecuted either summarily or by way of indictment is deemed to be an indictable offence, even if it has been prosecuted summarily;
- (b) inadmissibility under subsections (1) and (2) may not be based on a conviction in respect of which a pardon has been granted and has not ceased to have effect or been revoked under the *Criminal Records Act*, or in respect of which there has been a final determination of an acquittal;
- (c) the matters referred to in paragraphs (1)(b) and (c) and (2)(b) and (c) do not constitute inadmissibility in respect of a permanent resident or foreign national who, after the prescribed period, satisfies the Minister that they have been rehabilitated or who is a member of a prescribed class that is deemed to have been rehabilitated;
- (d) a determination of whether a permanent resident has committed an act described in paragraph (1)(c) must be based on a balance of probabilities; and
- (e) inadmissibility under subsections (1) and (2) may not be based on an offence designated as a contravention under the *Contraventions Act* or an offence under the *Young Offenders Act*.

Organized
criminality

37. (1) A permanent resident or a foreign national is inadmissible on grounds of organized criminality for

- (a) being a member of an organization that is believed on reasonable grounds to be or to have been engaged in activity that is part of a pattern of criminal activity planned and organized by a number of persons acting in concert in furtherance of the commission of an offence punishable under an Act of Parliament by way of indictment, or in furtherance of the commission of an offence 45

(3) Les dispositions suivantes régissent 5 l'application des paragraphes (1) et (2) :

- a) l'infraction punissable par mise en accusation ou par procédure sommaire est assimilée à l'infraction punissable par mise en accusation, indépendamment du mode de poursuite effectivement retenu;
- b) la déclaration de culpabilité n'emporte pas interdiction de territoire en cas de verdict d'acquittement rendu en dernier ressort ou de réhabilitation — sauf cas de révocation ou de nullité — au titre de la *Loi sur le casier judiciaire*;
- c) les faits visés aux alinéas (1)b) ou c) et (2)b) ou c) n'emportent pas interdiction de territoire pour le résident permanent ou l'étranger qui, à l'expiration du délai réglementaire, convainc le ministre de sa réadaptation ou qui appartient à une catégorie réglementaire de personnes présumées adaptées;
- d) la preuve du fait visé à l'alinéa (1)c) est, s'agissant du résident permanent, fondée sur la prépondérance des probabilités;
- e) l'interdiction de territoire ne peut être fondée sur une infraction qualifiée de contravention en vertu de la *Loi sur les contraventions* ni sur une infraction à la *Loi sur les jeunes contrevenants*.

37. (1) Emportent interdiction de territoire 35 pour criminalité organisée les faits suivants :

Activités de
criminalité
organisée

- a) être membre d'une organisation dont il y a des motifs raisonnables de croire qu'elle se livre ou s'est livrée à des activités faisant partie d'un plan d'activités criminelles 40 organisées par plusieurs personnes agissant de concert en vue de la perpétration d'une infraction à une loi fédérale punissable par mise en accusation ou de la perpétration, hors du Canada, d'une infraction qui, 45 commise au Canada, constituerait une telle

	outside Canada that, if committed in Canada, would constitute such an offence, or engaging in activity that is part of such a pattern; or	infraction, ou se livrer à des activités faisant partie d'un tel plan;
	(b) engaging, in the context of transnational crime, in activities such as people smuggling, trafficking in persons or money laundering.	5 b) se livrer, dans le cadre de la criminalité transnationale, à des activités telles le passage de clandestins, le trafic de personnes ou le recyclage des produits de la criminalité.
Application	(2) The following provisions govern subsection (1):	(2) Les dispositions suivantes régissent Application 10 l'application du paragraphe (1):
	(a) subsection (1) does not apply in the case of a permanent resident or a foreign national who satisfies the Minister that their presence in Canada would not be detrimental to the national interest; and	10 a) les faits visés n'emportent pas interdiction de territoire pour le résident permanent ou l'étranger qui convainc le ministre que sa présence au Canada ne serait nullement préjudiciable à l'intérêt national;
	(b) paragraph (1)(a) does not lead to a determination of inadmissibility by reason only of the fact that the permanent resident or foreign national entered Canada with the assistance of a person who is involved in organized criminal activity.	15 b) les faits visés à l'alinéa (1)a) n'emportent pas interdiction de territoire pour la seule raison que le résident permanent ou l'étranger est entré au Canada en ayant recours à une personne qui se livre aux activités qui y sont visées.
Health grounds	38. (1) A foreign national is inadmissible on health grounds if their health condition	38. (1) Emporte, sauf pour le résident permanent, interdiction de territoire pour motifs sanitaires l'état de santé de l'étranger
	(a) is likely to be a danger to public health; (b) is likely to be a danger to public safety; or (c) might reasonably be expected to cause excessive demand on health or social services.	20 ou 25 risquant d'entraîner un fardeau excessif pour les services sociaux ou de santé.
Exception	(2) Paragraph (1)(c) does not apply in the case of a foreign national who	(2) L'état de santé qui risquerait d'entraîner un fardeau excessif pour les services sociaux ou de santé n'emporte toutefois pas interdiction de territoire pour l'étranger :
	(a) has been determined to be a member of the family class and to be the spouse, common-law partner or child of a sponsor within the meaning of the regulations;	30 35 a) dont il a été statué qu'il fait partie de la catégorie « regroupement familial » en tant qu'époux, conjoint de fait ou enfant d'un répondant dont il a été statué qu'il a la qualité réglementaire;
	(b) has applied for a permanent resident visa as a Convention refugee or a person in similar circumstances;	35 b) qui a demandé un visa de résident permanent comme réfugié ou personne en situation semblable;
	(c) is a protected person; or	40 c) qui est une personne protégée;
	(d) is, where prescribed by the regulations, the spouse, common-law partner, child or other family member of a foreign national referred to in any of paragraphs (a) to (c).	d) qui est l'époux, le conjoint de fait, l'enfant ou un autre membre de la famille — visé par règlement — de l'étranger visé aux alinéas a) à c).

Financial reasons

39. A foreign national is inadmissible for financial reasons if they are or will be unable or unwilling to support themself or any other person who is dependent on them, and have not satisfied an officer that adequate arrangements for care and support, other than those that involve social assistance, have been made.

Misrepresentation

40. (1) A permanent resident or a foreign national is inadmissible for misrepresentation

- (a) for directly or indirectly misrepresenting or withholding material facts relating to a relevant matter that induces or could induce an error in the administration of this Act;
- (b) for being or having been sponsored by a person who is determined to be inadmissible for misrepresentation;
- (c) on a final determination to vacate a decision to allow the claim for refugee protection by the permanent resident or the foreign national; or
- (d) on ceasing to be a citizen under paragraph 10(1)(a) of the *Citizenship Act*, in the circumstances set out in subsection 10(2) of that Act.

Application

(2) The following provisions govern subsection (1):

- (a) the permanent resident or the foreign national continues to be inadmissible for misrepresentation for a period of two years following, in the case of a determination outside Canada, a final determination of inadmissibility under subsection (1) or, in the case of a determination in Canada, the date the removal order is enforced; and
- (b) paragraph (1)(b) does not apply unless the Minister is satisfied that the facts of the case justify the inadmissibility.

Non-compliance with Act

41. A person is inadmissible for failing to comply with this Act

- (a) in the case of a foreign national, through an act or omission which contravenes, directly or indirectly, a provision of this Act; and

39. Emporte interdiction de territoire pour motifs financiers l'incapacité de l'étranger ou son absence de volonté de subvenir, tant actuellement que pour l'avenir, à ses propres besoins et à ceux des personnes à sa charge, ainsi que son défaut de convaincre l'agent que les dispositions nécessaires — autres que le recours à l'aide sociale — ont été prises pour couvrir leurs besoins et les siens.

40. (1) Emportent interdiction de territoire pour fausses déclarations les faits suivants :

- a) directement ou indirectement, faire une présentation erronée sur un fait important quant à un objet pertinent, ou une réticence sur ce fait, ce qui entraîne ou risque d'entraîner une erreur dans l'application de la présente loi;
- b) être ou avoir été parrainé par un répondant dont il a été statué qu'il est interdit de territoire pour fausses déclarations;
- c) l'annulation en dernier ressort de la décision ayant accueilli la demande d'asile;
- d) la perte de la citoyenneté au titre de l'alinéa 10(1)a) de la *Loi sur la citoyenneté* dans le cas visé au paragraphe 10(2) de cette loi.

(2) Les dispositions suivantes s'appliquent au paragraphe (1) :

- a) l'interdiction de territoire court pour les deux ans suivant la décision la constatant en dernier ressort, si le résident permanent ou l'étranger n'est pas au pays, ou suivant l'exécution de la mesure de renvoi;
- b) l'alinéa (1)b) ne s'applique que si le ministre est convaincu que les faits en cause justifient l'interdiction.

Motifs financiers

Fausses déclarations

Application

41. S'agissant de l'étranger, emportent interdiction de territoire pour manquement à la présente loi tout fait — acte ou omission — commis directement ou indirectement en contravention avec la présente loi et, s'agissant du résident permanent, le manquement à l'obligation de résidence et aux conditions imposées.

Manquement à la loi

Inadmissible family member

(b) in the case of a permanent resident, through failing to comply with subsection 27(2) or section 28.

42. A foreign national, other than a protected person, is inadmissible on grounds of an inadmissible family member if

(a) their accompanying family member or, in prescribed circumstances, their non-accompanying family member is inadmissible; or

(b) they are an accompanying family member of an inadmissible person.

Regulations

43. The regulations may provide for any matter relating to the application of this Division, may define, for the purposes of this Act, any of the terms used in this Division, and may include provisions respecting the circumstances in which a class of permanent residents or foreign nationals is exempted from any of the provisions of this Division.

10

20

Inadmissibilité familiale

42. Emportent, sauf pour le résident permanent ou une personne protégée, interdiction de territoire pour inadmissibilité familiale les faits suivants :

a) l'interdiction de territoire frappant tout membre de sa famille qui l'accompagne ou qui, dans les cas réglementaires, ne l'accompagne pas;

b) accompagner, pour un membre de sa famille, un interdit de territoire.

10

Règlements

43. Les règlements régissent l'application de la présente section, définissent, pour l'application de la présente loi, les termes qui y sont employés et portent notamment sur les cas où une catégorie de résidents permanents ou d'étrangers est soustraite à tout ou partie de son application.

Preparation of report

DIVISION 5

LOSS OF STATUS AND REMOVAL

Report on Inadmissibility

Referral or removal order

44. (1) An officer who is of the opinion that a permanent resident or a foreign national who is in Canada is inadmissible may prepare a report setting out the relevant facts, which report shall be transmitted to the Minister.

25

Rapport d'interdiction de territoire

(2) If the Minister is of the opinion that the report is well-founded, the Minister may refer the report to the Immigration Division for an admissibility hearing, except in the case of a permanent resident who is inadmissible solely on the grounds that they have failed to comply with the residency obligation under section 28 and except, in the circumstances prescribed by the regulations, in the case of a foreign national. In those cases, the Minister may make a removal order.

35

Suivi

(2) S'il estime que le résident permanent ou l'étranger qui se trouve au Canada est interdit de territoire, l'agent peut établir un rapport circonstancié, qu'il transmet au ministre.

Conditions

(3) An officer or the Immigration Division may impose any conditions, including the payment of a deposit or the posting of a guarantee for compliance with the conditions, that the officer or the Division considers necessary on a permanent resident or a foreign

20

25

(3) S'il estime le rapport bien fondé, le ministre peut déferer l'affaire à la Section de l'immigration pour enquête, sauf s'il s'agit d'un résident permanent interdit de territoire pour le seul motif qu'il n'a pas respecté l'obligation de résidence ou, dans les circonstances visées par les règlements, d'un étranger; il peut alors prendre une mesure de renvoi.

30

35

Conditions

(3) L'agent ou la Section de l'immigration peut imposer les conditions qu'il estime nécessaires, notamment la remise d'une garantie d'exécution, au résident permanent ou à l'étranger qui fait l'objet d'un rapport ou d'une enquête ou, étant au Canada, d'une mesure de renvoi.

national who is the subject of a report, an admissibility hearing or, being in Canada, a removal order.

Admissibility Hearing by the Immigration Division

Decision

45. The Immigration Division, at the conclusion of an admissibility hearing, shall make one of the following decisions:

- (a) recognize the right to enter Canada of a Canadian citizen within the meaning of the *Citizenship Act*, a person registered as an Indian under the *Indian Act* or a permanent resident;
- (b) grant permanent resident status or temporary resident status to a foreign national if it is satisfied that the foreign national meets the requirements of this Act; 15
- (c) authorize a permanent resident or a foreign national, with or without conditions, to enter Canada for further examination; or
- (d) make the applicable removal order 20 against a foreign national who has not been authorized to enter Canada, if it is not satisfied that the foreign national is not inadmissible, or against a foreign national who has been authorized to enter Canada or 25 a permanent resident, if it is satisfied that the foreign national or the permanent resident is inadmissible.

Permanent resident

Loss of Status

46. (1) A person loses permanent resident status

- (a) when they become a Canadian citizen;
- (b) on a final determination of a decision made outside of Canada that they have failed to comply with the residency obligation under section 28; 35
- (c) when a removal order made against them comes into force; or
- (d) on a final determination under section 109 to vacate a decision to allow their claim for refugee protection or a final determination under subsection 114(3) to vacate a decision to allow their application for protection. 40

Enquête par la Section de l'immigration

45. Après avoir procédé à une enquête, la 5 Section de l'immigration rend telle des décisions suivantes :

- a) reconnaître le droit d'entrer au Canada au citoyen canadien au sens de la *Loi sur la citoyenneté*, à la personne inscrite comme Indien au sens de la *Loi sur les Indiens* et au résident permanent;
- b) octroyer à l'étranger le statut de résident permanent ou temporaire sur preuve qu'il 10 se conforme à la présente loi;
- c) autoriser le résident permanent ou l'étranger à entrer, avec ou sans conditions, au Canada pour contrôle complémentaire;
- d) prendre la mesure de renvoi applicable 15 contre l'étranger non autorisé à entrer au Canada et dont il n'est pas prouvé qu'il n'est pas interdit de territoire, ou contre l'étranger autorisé à y entrer ou le résident permanent sur preuve qu'il est interdit de 20 territoire.

Décision

Perte du statut

46. (1) Emportent perte du statut de résident permanent les faits suivants :

- a) l'obtention de la citoyenneté canadienne;
- b) la confirmation en dernier ressort du 25 constat, hors du Canada, de manquement à l'obligation de résidence;
- c) la prise d'effet de la mesure de renvoi;
- d) l'annulation en dernier ressort de la décision ayant accueilli la demande d'asile 30 ou celle d'accorder la demande de protection.

Résident permanent

Permanent resident	(2) A person who ceases to be a citizen under paragraph 10(1)(a) of the <i>Citizenship Act</i> , other than in the circumstances set out in subsection 10(2) of that Act, becomes a permanent resident.	5	(2) Devient résident permanent quiconque perd la citoyenneté au titre de l'alinéa 10(1)a) de la <i>Loi sur la citoyenneté</i> , sauf s'il est visé au paragraphe 10(2) de cette loi.	Effet de la perte de la citoyenneté
Temporary resident	47. A foreign national loses temporary resident status (a) at the end of the period for which they are authorized to remain in Canada; (b) on a determination by an officer or the Immigration Division that they have failed to comply with any other requirement of this Act; or (c) on cancellation of their temporary resident permit.	15	47. Emportent perte du statut de résident temporaire les faits suivants : a) l'expiration de la période de séjour autorisé; b) la décision de l'agent ou de la Section de l'immigration constatant le manquement aux autres exigences prévues par la présente loi; c) la révocation du permis de séjour temporaire.	Résident temporaire
Enforceable removal order	48. (1) A removal order is enforceable if it has come into force and is not stayed.		Exécution des mesures de renvoi	
Effect	(2) If a removal order is enforceable, the foreign national against whom it was made must leave Canada immediately and it must be enforced as soon as is reasonably practicable.		48. (1) La mesure de renvoi est exécutoire depuis sa prise d'effet dès lors qu'elle ne fait pas l'objet d'un sursis.	Mesure de renvoi
In force	49. (1) A removal order comes into force on the latest of the following dates: (a) the day the removal order is made, if there is no right to appeal; (b) the day the appeal period expires, if there is a right to appeal and no appeal is made; and (c) the day of the final determination of the appeal, if an appeal is made.	25 30	(2) L'étranger visé par la mesure de renvoi exécutoire doit immédiatement quitter le territoire du Canada, la mesure devant être appliquée dès que les circonstances le permettent.	Conséquence
In force — claimants	(2) Despite subsection (1), a removal order made with respect to a refugee protection claimant is conditional and comes into force on the latest of the following dates: (a) the day the claim is determined to be ineligible only under paragraph 101(1)(e); (b) in a case other than that set out in paragraph (a), seven days after the claim is determined to be ineligible; (c) 15 days after notification that the claim is rejected by the Refugee Protection Division, if no appeal is made, or by the Refugee Appeal Division, if an appeal is made;	35 40	49. (1) La mesure de renvoi non susceptible d'appel prend effet immédiatement; celle susceptible d'appel prend effet à l'expiration du délai d'appel, s'il n'est pas formé, ou quand est rendue la décision qui a pour résultat le maintien définitif de la mesure.	Prise d'effet
			(2) Toutefois, celle visant le demandeur d'asile est conditionnelle et prend effet : a) sur constat d'irrecevabilité au seul titre de l'alinéa 101(1)e); b) sept jours après le constat, dans les autres cas d'irrecevabilité prévus au paragraphe 101(1); c) quinze jours après la notification du rejet de sa demande par la Section de la protection des réfugiés ou, en cas d'appel, par la Section d'appel des réfugiés;	Cas du demandeur d'asile

	<p>(d) 15 days after notification that the claim is declared withdrawn or abandoned; and</p> <p>(e) 15 days after proceedings are terminated as a result of notice under paragraph 104(1)(c) or (d).</p>	5	<p>d) quinze jours après la notification de la décision prononçant le désistement ou le retrait de sa demande;</p> <p>e) quinze jours après le classement de l'affaire au titre de l'avis visé aux alinéas 104(1)c) ou d).</p>
Stay	<p>50. A removal order is stayed</p> <p>(a) if a decision that was made in a judicial proceeding — at which the Minister shall be given the opportunity to make submissions — would be directly contravened by the enforcement of the removal order;</p> <p>(b) in the case of a foreign national sentenced to a term of imprisonment in Canada, until the sentence is completed;</p> <p>(c) for the duration of a stay imposed by the Immigration Appeal Division or any other court of competent jurisdiction;</p> <p>(d) for the duration of a stay under paragraph 114(1)(b); and</p> <p>(e) for the duration of a stay imposed by the Minister.</p>	10 15 20	<p>50. Il y a sursis de la mesure de renvoi dans les cas suivants :</p> <p>a) une décision judiciaire a pour effet direct d'en empêcher l'exécution, le ministre ayant toutefois le droit de présenter ses observations à l'instance;</p> <p>b) tant que n'est pas purgée la peine d'emprisonnement infligée au Canada à l'étranger; 15</p> <p>c) pour la durée prévue par la Section d'appel de l'immigration ou toute autre juridiction compétente;</p> <p>d) pour la durée du sursis découlant du paragraphe 114(1); 20</p> <p>e) pour la durée prévue par le ministre.</p>
Void — permanent residence	<p>51. A removal order that has not been enforced becomes void if the foreign national becomes a permanent resident.</p>	25	<p>51. La mesure de renvoi inexécutée devient périmée quand l'étranger devient résident permanent.</p>
No return without prescribed authorization	<p>52. (1) If a removal order has been enforced, the foreign national shall not return to Canada, unless authorized by an officer or in other prescribed circumstances.</p> <p>(2) If a removal order for which there is no right of appeal has been enforced and is subsequently set aside in a judicial review, the foreign national is entitled to return to Canada at the expense of the Minister.</p>	30	<p>52. (1) L'exécution de la mesure de renvoi emporte interdiction de revenir au Canada, sauf autorisation de l'agent ou dans les autres cas prévus par règlement. 25</p> <p>(2) L'étranger peut revenir au Canada aux frais du ministre si la mesure de renvoi non susceptible d'appel est cassée à la suite d'un contrôle judiciaire. 30</p>
Return to Canada		35	Retour au Canada
Regulations	<p>53. The regulations may provide for any matter relating to the application of this Division, and may include provisions respecting</p> <p>(a) conditions that may or must be imposed, varied, or cancelled, individually or by class, on permanent residents and foreign nationals;</p> <p>(b) the circumstances in which a removal order shall be made or confirmed against a permanent resident or a foreign national;</p>	40	<p>Règlements</p> <p>53. Les règlements régissent l'application de la présente section et portent notamment sur :</p> <p>a) les conditions qui peuvent ou doivent être, quant aux résidents permanents et aux étrangers, imposées, modifiées ou levées, individuellement ou par catégorie;</p> <p>b) les cas de prise ou de maintien des mesures de renvoi;</p> <p>c) les cas de rétablissement du statut;</p>

- (c) the circumstances in which status may be restored;
- (d) the circumstances in which a removal order may be stayed, including a stay imposed by the Minister and a stay that is not expressly provided for by this Act; 5
- (e) the effect and enforcement of removal orders;
- (f) the effect of a pardon under the *Criminal Records Act* on the status of permanent residents and foreign nationals and removal orders made against them; and
- (g) the financial obligations that may be imposed with respect to a removal order.

DIVISION 6

DETENTION AND RELEASE

Immigration Division

54. The Immigration Division is the competent Division of the Board with respect to the review of reasons for detention under this Division. 15

Arrest and detention with warrant

55. (1) An officer may issue a warrant for the arrest and detention of a permanent resident or a foreign national who the officer has reasonable grounds to believe is inadmissible and is a danger to the public or is unlikely to appear for examination, an admissibility hearing or removal from Canada. 20

Arrest and detention without warrant

(2) An officer may, without a warrant, arrest and detain a foreign national, other than a protected person,

- (a) who the officer has reasonable grounds to believe is inadmissible and is a danger to the public or is unlikely to appear for examination, an admissibility hearing, removal from Canada, or at a proceeding that could lead to the making of a removal order by the Minister under subsection 44(2); or 30
- (b) if the officer is not satisfied of the identity of the foreign national in the course of any procedure under this Act.

Detention on entry

(3) A permanent resident or a foreign national may, on entry into Canada, be detained if an officer 40

- (a) considers it necessary to do so in order for the examination to be completed; or

- d) les cas de sursis — notamment par le ministre ou non prévus par la présente loi — des mesures de renvoi;
- e) les effets et l'exécution des mesures de renvoi; 5
- f) les effets de la réhabilitation découlant de la *Loi sur le casier judiciaire* sur le statut du résident permanent ou de l'étranger et la mesure de renvoi le visant;
- g) les obligations financières qui peuvent être imposées relativement aux mesures de renvoi. 10

SECTION 6

DÉTENTION ET MISE EN LIBERTÉ

54. La Section de l'immigration est la section de la Commission chargée du contrôle visé à la présente section. 15

Juridiction compétente

55. (1) L'agent peut lancer un mandat pour l'arrestation et la détention du résident permanent ou de l'étranger dont il a des motifs raisonnables de croire qu'il est interdit de territoire et qu'il constitue un danger pour la sécurité publique ou se soustraira vraisemblablement au contrôle, à l'enquête ou au renvoi. 20

Arrestation sur mandat et détention

(2) L'agent peut, sans mandat, arrêter et détenir l'étranger qui n'est pas une personne protégée dans les cas suivants : 25

Arrestation sans mandat et détention

- a) il a des motifs raisonnables de croire que celui-ci est interdit de territoire et constitue un danger pour la sécurité publique ou se soustraira vraisemblablement au contrôle, à l'enquête ou au renvoi, ou à la procédure pouvant mener à la prise par le ministre d'une mesure de renvoi en vertu du paragraphe 44(2); 30

- b) l'identité de celui-ci ne lui a pas été prouvée dans le cadre d'une procédure prévue par la présente loi. 35

(3) L'agent peut détenir le résident permanent ou l'étranger, à son entrée au Canada, dans les cas suivants :

Détenion à l'entrée

- a) il l'estime nécessaire afin que soit complété le contrôle; 40

	<p>(b) has reasonable grounds to suspect that the permanent resident or the foreign national is inadmissible on grounds of security or for violating human or international rights.</p>	<p>b) il a des motifs raisonnables de soupçonner que celui-ci est interdit de territoire pour raison de sécurité ou pour atteinte aux droits humains ou internationaux.</p>
Notice	<p>(4) If a permanent resident or a foreign national is taken into detention, an officer shall without delay give notice to the Immigration Division.</p>	<p>5 (4) L'agent avise sans délai la section de la 5 Notification mise en détention d'un résident permanent ou d'un étranger.</p>
Release — officer	<p>56. An officer may order the release from 10 detention of a permanent resident or a foreign national before the first detention review by the Immigration Division if the officer is of the opinion that the reasons for the detention no longer exist. The officer may impose any 15 conditions, including the payment of a deposit or the posting of a guarantee for compliance with the conditions, that the officer considers necessary.</p>	<p>56. L'agent peut mettre le résident permanent ou l'étranger en liberté avant le premier contrôle de la détention par la section s'il 10 estime que les motifs de détention n'existent plus; il peut assortir la mise en liberté des conditions qu'il estime nécessaires, notamment la remise d'une garantie.</p>
Review of detention	<p>57. (1) Within 48 hours after a permanent 20 resident or a foreign national is taken into detention, or without delay afterward, the Immigration Division must review the reasons for the continued detention.</p>	<p>57. (1) La section contrôle les motifs 15 justifiant le maintien en détention dans les quarante-huit heures suivant le début de celle-ci, ou dans les meilleurs délais par la suite.</p>
Further review	<p>(2) At least once during the seven days 25 following the review under subsection (1), and at least once during each 30-day period following each previous review, the Immigration Division must review the reasons for the continued detention.</p>	<p>30 (2) Par la suite, il y a un nouveau contrôle 20 de ces motifs au moins une fois dans les sept jours suivant le premier contrôle, puis au moins tous les trente jours suivant le contrôle précédent.</p>
Presence	<p>(3) In a review under subsection (1) or (2), an officer shall bring the permanent resident or the foreign national before the Immigration Division or to a place specified by it.</p>	<p>30 (3) L'agent amène le résident permanent ou 25 l'étranger devant la section ou au lieu précisé par celle-ci.</p>
Release — Immigration Division	<p>58. (1) The Immigration Division shall 35 order the release of a permanent resident or a foreign national unless it is satisfied, taking into account prescribed factors, that</p>	<p>58. (1) La section prononce la mise en liberté du résident permanent ou de l'étranger, sauf sur preuve, compte tenu des critères 30 réglementaires, de tel des faits suivants :</p>
	<p>(a) they are a danger to the public;</p> <p>(b) they are unlikely to appear for examination, an admissibility hearing, removal from Canada, or at a proceeding that could lead to the making of a removal order by the Minister under subsection 44(2);</p> <p>(c) the Minister is taking necessary steps to inquire into a reasonable suspicion that they are inadmissible on grounds of security or</p>	<p>a) le résident permanent ou l'étranger constitue un danger pour la sécurité publique;</p> <p>b) le résident permanent ou l'étranger se 35 soustraira vraisemblablement au contrôle, à l'enquête ou au renvoi, ou à la procédure pouvant mener à la prise par le ministre d'une mesure de renvoi en vertu du paragraphe 44(2);</p>

Mise en liberté

Contrôle de la détention

Comparutions supplémentaires

Présence

Mise en liberté par la Section de l'immigration

40

Detention —
Immigration
Division

for violating human or international rights;
or

(d) the Minister is of the opinion that the identity of the foreign national has not been, but may be, established and they have not reasonably cooperated with the Minister by providing relevant information for the purpose of establishing their identity or the Minister is making reasonable efforts to establish their identity.

(2) The Immigration Division may order the detention of a permanent resident or a foreign national if it is satisfied that the permanent resident or the foreign national is the subject of an examination or an admissibility hearing or is subject to a removal order and that the permanent resident or the foreign national is a danger to the public or is unlikely to appear for examination, an admissibility hearing or removal from Canada.

Conditions

(3) If the Immigration Division orders the release of a permanent resident or a foreign national, it may impose any conditions that it considers necessary, including the payment of a deposit or the posting of a guarantee for compliance with the conditions.

Incarcerated
foreign
nationals

59. If a warrant for arrest and detention under this Act is issued with respect to a permanent resident or a foreign national who is detained under another Act of Parliament in an institution, the person in charge of the institution shall deliver the inmate to an officer at the end of the inmate's period of detention in the institution.

Minor
children

60. For the purposes of this Division, it is affirmed as a principle that a minor child shall be detained only as a measure of last resort, taking into account the other applicable grounds and criteria including the best interests of the child.

Regulations

61. The regulations may provide for the application of this Division, and may include provisions respecting

(a) grounds for and conditions and criteria with respect to the release of persons from detention;

c) le ministre prend les mesures voulues pour enquêter sur les motifs raisonnables de soupçonner que le résident permanent ou l'étranger est interdit de territoire pour raison de sécurité ou pour atteinte aux droits humains ou internationaux;

d) dans le cas où le ministre estime que l'identité de l'étranger n'a pas été prouvée mais peut l'être, soit l'étranger n'a pas raisonnablement coopéré en fournissant au ministre des renseignements utiles à cette fin, soit ce dernier fait des efforts valables pour établir l'identité de l'étranger.

(2) La section peut ordonner la mise en détention du résident permanent ou de l'étranger sur preuve qu'il fait l'objet d'un contrôle, d'une enquête ou d'une mesure de renvoi et soit qu'il constitue un danger pour la sécurité publique, soit qu'il se soustraira vraisemblablement au contrôle, à l'enquête ou au renvoi.

Mise en
détention par
la Section de
l'immigration

20

(3) Lorsqu'elle ordonne la mise en liberté d'un résident permanent ou d'un étranger, la section peut imposer les conditions qu'elle estime nécessaires, notamment la remise d'une garantie d'exécution.

Conditions

25

59. Le responsable de l'établissement où est détenu, au titre d'une autre loi, un résident permanent ou un étranger visé par un mandat délivré au titre de la présente loi est tenu de le remettre à l'agent à l'expiration de la période de détention.

Remise à
l'agent

60. Pour l'application de la présente section, et compte tenu des autres motifs et critères applicables, y compris l'intérêt supérieur de l'enfant, est affirmé le principe que la détention des mineurs doit n'être qu'une mesure de dernier recours.

Mineurs

61. Les règlements régissent l'application de la présente section et portent notamment sur :

Règlements

a) les conditions, motifs et critères relatifs à la mise en liberté;

40

(b) factors to be considered by an officer or the Immigration Division; and
(c) special considerations that may apply in relation to the detention of minor children.

b) les critères dont l'agent et la section doivent tenir compte;
c) les éléments particuliers à prendre en compte pour la détention des mineurs.

DIVISION 7

RIGHT OF APPEAL

Competent jurisdiction

62. The Immigration Appeal Division is the competent Division of the Board with respect to appeals under this Division.

Right to appeal — visa refusal of family class

63. (1) A person who has filed in the prescribed manner an application to sponsor a foreign national as a member of the family 10 class may appeal to the Immigration Appeal Division against a decision not to issue the foreign national a permanent resident visa.

Right to appeal — visa and removal order

(2) A foreign national who holds a permanent resident visa may appeal to the Immigration Appeal Division against a decision at an examination or admissibility hearing to make a removal order against them.

Right to appeal — removal order

(3) A permanent resident or a protected person may appeal to the Immigration Appeal Division against a decision at an examination or admissibility hearing to make a removal order against them.

Right of appeal — residency obligation

(4) A permanent resident may appeal to the Immigration Appeal Division against a decision made outside of Canada on the residency obligation under section 28.

Right of appeal — Minister

(5) The Minister may appeal to the Immigration Appeal Division against a decision of the Immigration Division in an admissibility hearing.

No appeal for inadmissibility

64. (1) No appeal may be made to the Immigration Appeal Division by a foreign national or their sponsor or by a permanent resident if the foreign national or permanent 35 resident has been found to be inadmissible on grounds of security, violating human or international rights, serious criminality or organized criminality.

Serious criminality

(2) For the purpose of subsection (1), 40 serious criminality must be with respect to a crime that was punished in Canada by a term of imprisonment of at least two years.

SECTION 7

DROIT D'APPEL

62. La Section d'appel de l'immigration est 5 Juridiction compétente la section de la Commission qui connaît de l'appel visé à la présente section.

63. (1) Quiconque a déposé, conformément au règlement, une demande de parrainage au titre du regroupement familial peut interjeter 10 appel du refus de délivrer le visa de résident permanent.

(2) Le titulaire d'un visa de résident permanent peut interjeter appel de la mesure de renvoi prise au contrôle ou à l'enquête.

15

Droit d'appel : visa

(3) Le résident permanent ou la personne protégée peut interjeter appel de la mesure de renvoi prise au contrôle ou à l'enquête.

Droit d'appel : mesure de renvoi

(4) Le résident permanent peut interjeter 20 appel de la décision rendue hors du Canada sur 25 l'obligation de résidence.

Droit d'appel : obligation de résidence

(5) Le ministre peut interjeter appel de la décision de la Section de l'immigration ren-

Droit d'appel du ministre

due dans le cadre de l'enquête.

64. (1) L'appel ne peut être interjeté par 25 résident permanent ou l'étranger qui est interdit de territoire pour raison de sécurité ou pour atteinte aux droits humains ou internationaux, grande criminalité ou criminalité organisée, ni par dans le cas de l'étranger, son 30 répondant.

Restriction du droit d'appel

(2) L'interdiction de territoire pour grande criminalité vise l'infraction punie au Canada par un emprisonnement d'au moins deux ans.

Grande criminalité

Misrepresentation

(3) No appeal may be made under subsection 63(1) in respect of a decision that was based on a finding of inadmissibility on the ground of misrepresentation, unless the foreign national in question is the sponsor's spouse, common-law partner or child.

Humanitarian and compassionate considerations

65. In an appeal under subsection 63(1) or (2) respecting an application based on membership in the family class, the Immigration Appeal Division may not consider humanitarian and compassionate considerations unless it has decided that the foreign national is a member of the family class and that their sponsor is a sponsor within the meaning of the regulations.

Disposition

66. After considering the appeal of a decision, the Immigration Appeal Division shall

- (a) allow the appeal in accordance with section 67;
- (b) stay the removal order in accordance with section 68; or
- (c) dismiss the appeal in accordance with section 69.

Appeal allowed

67. (1) To allow an appeal, the Immigration Appeal Division must be satisfied that, at the time that the appeal is disposed of,

- (a) the decision appealed is wrong in law or fact or mixed law and fact;
- (b) a principle of natural justice has not been observed; or
- (c) other than in the case of an appeal by the Minister, taking into account the best interests of a child directly affected by the decision, sufficient humanitarian and compassionate considerations warrant special relief in light of all the circumstances of the case.

Effect

(2) If the Immigration Appeal Division allows the appeal, it shall set aside the original decision and substitute a determination that, in its opinion, should have been made, including the making of a removal order, or refer the matter to the appropriate decision-maker for reconsideration.

(3) N'est pas susceptible d'appel au titre du paragraphe 63(1) le refus fondé sur l'interdiction de territoire pour fausses déclarations, sauf si l'étranger en cause est l'époux ou le conjoint de fait du répondant ou son enfant. 5

Fausses déclarations

65. Dans le cas de l'appel visé aux paragraphes 63(1) ou (2) d'une décision portant sur une demande au titre du regroupement familial, les motifs d'ordre humanitaire ne peuvent être pris en considération que s'il a été statué 10 que l'étranger fait bien partie de cette catégorie et que le répondant a bien la qualité réglementaire.

15

Motifs d'ordre humanitaires

66. Il est statué sur l'appel comme il suit : Décision

- a) il y fait droit conformément à l'article 67; 15
- b) il est sursis à la mesure de renvoi conformément à l'article 68;
- c) il est rejeté conformément à l'article 69.

67. (1) Il est fait droit à l'appel sur preuve Fondement de l'appel qu'au moment où il en est disposé : 20

- a) la décision attaquée est erronée en droit, en fait ou en droit et en fait;
- b) il y a eu manquement à un principe de justice naturelle;
- c) sauf dans le cas de l'appel du ministre, il 25 y a — compte tenu de l'intérêt supérieur de l'enfant directement touché — des motifs d'ordre humanitaire justifiant, vu les autres circonstances de l'affaire, la prise de mesures spéciales. 30

(2) La décision attaquée est cassée; y est substituée celle, accompagnée, le cas échéant, d'une mesure de renvoi, qui aurait dû être rendue, ou l'affaire est renvoyée devant l'instance compétente. 35

45

Effet

Removal order stayed	68. (1) To stay a removal order, the Immigration Appeal Division must be satisfied, taking into account the best interests of a child directly affected by the decision, that sufficient humanitarian and compassionate considerations warrant special relief in light of all the circumstances of the case.	68. (1) Il est sursis à la mesure de renvoi sur preuve qu'il y a — compte tenu de l'intérêt supérieur de l'enfant directement touché — des motifs d'ordre humanitaire justifiant, vu les autres circonstances de l'affaire, 5 la prise de mesures spéciales.	Sursis
Effect	<p>(2) Where the Immigration Appeal Division stays the removal order</p> <p>(a) it shall impose any condition that is 10 prescribed and may impose any condition that it considers necessary;</p> <p>(b) all conditions imposed by the Immigration Division are cancelled;</p> <p>(c) it may vary or cancel any non-prescribed 15 condition imposed under paragraph (a); and</p> <p>(d) it may cancel the stay, on application or on its own initiative.</p>	<p>(2) La section impose les conditions prévues par règlement et celles qu'elle estime indiquées, celles imposées par la Section de l'immigration étant alors annulées; les conditions non réglementaires peuvent être modifiées ou levées; le sursis est révocable d'office ou sur demande.</p>	Effet
Reconsideration	(3) If the Immigration Appeal Division has stayed a removal order, it may at any time, on 20 application or on its own initiative, reconsider the appeal under this Division.	(3) Par la suite, l'appel peut, sur demande ou d'office, être repris et il en est disposé au 15 titre de la présente section.	Suivi
Termination and cancellation	<p>(4) If the Immigration Appeal Division has stayed a removal order against a permanent resident or a foreign national who was found 25 inadmissible on grounds of serious criminality or criminality, and they are convicted of another offence referred to in subsection 36(1), the stay is cancelled by operation of law and the appeal is terminated.</p>	<p>(4) Le sursis de la mesure de renvoi pour interdiction de territoire pour grande criminalité ou criminalité est révoqué de plein droit si le résident permanent ou l'étranger est reconnu coupable d'une autre infraction mentionnée au paragraphe 36(1), l'appel étant dès lors classé.</p>	Classement et annulation
Dismissal	69. (1) The Immigration Appeal Division shall dismiss an appeal if it does not allow the appeal or stay the removal order, if any.	69. (1) L'appel est rejeté s'il n'y est pas fait droit ou si le sursis n'est pas prononcé.	Rejet de l'appel
Minister's Appeal	<p>(2) In the case of an appeal by the Minister respecting a permanent resident or a protected person, other than a person referred to in subsection 64(1), if the Immigration Appeal Division is satisfied that, taking into account the best interests of a child directly affected by the decision, sufficient humanitarian and 40 compassionate considerations warrant special relief in light of all the circumstances of the case, it may make and may stay the applicable removal order, or dismiss the appeal, despite being satisfied of a matter set out in paragraph 45 67(1)(a) or (b).</p>	<p>(2) L'appel du ministre contre un résident permanent ou une personne protégée non visée par le paragraphe 64(1) peut être rejeté ou la mesure de renvoi applicable, assortie d'un sursis, peut être prise, même si les motifs 30 visés aux alinéas 67(1)a) ou b) sont établis, sur preuve qu'il y a — compte tenu de l'intérêt supérieur de l'enfant directement touché — des motifs d'ordre humanitaire justifiant, vu les autres circonstances de l'affaire, 35 la prise de mesures spéciales.</p>	Appel du ministre

Removal order

(3) If the Immigration Appeal Division dismisses an appeal made under subsection 63(4) and the permanent resident is in Canada, it shall make a removal order.

Decision binding

70. (1) An officer, in examining a permanent resident or a foreign national, is bound by the decision of the Immigration Appeal Division to allow an appeal in respect of the foreign national.

Examination suspended

(2) If the Minister makes an application for leave to commence an application for judicial review of a decision of the Immigration Appeal Division with respect to a permanent resident or a foreign national, an examination of the permanent resident or the foreign national under this Act is suspended until the final determination of the application.

Reopening appeal

71. The Immigration Appeal Division, on application by a foreign national who has not left Canada under a removal order, may reopen an appeal if it is satisfied that it failed to observe a principle of natural justice.

72. (1) Judicial review by the Federal Court with respect to any matter — a decision, determination or order made, a measure taken or a question raised — under this Act is commenced by making an application for leave to the Court.

Application

(2) The following provisions govern an application under subsection (1):

- (a) the application may not be made until any right of appeal that may be provided by this Act is exhausted;
- (b) subject to paragraph 169(f), notice of the application shall be served on the other party and the application shall be filed in the Registry of the Federal Court—Trial Division (“the Court”) within 15 days, in the case of a matter arising in Canada, or within 60 days, in the case of a matter arising outside Canada, after the day on which the applicant is notified of or otherwise becomes aware of the matter;
- (c) a judge of the Court may, for special reasons, allow an extended time for filing and serving the application or notice;

(3) Si elle rejette l’appel formé au titre du paragraphe 63(4), la section prend une mesure de renvoi contre le résident permanent en cause qui se trouve au Canada.

Mesure de renvoi

5 **70.** (1) L’agent est lié, lors du contrôle visant le résident permanent ou l’étranger, par la décision faisant droit à l’appel.

Effet de la décision

(2) La demande d’autorisation du ministre en vue du contrôle judiciaire d’une décision de la Section d’appel de l’immigration suspend le contrôle visant le résident permanent ou l’étranger tant qu’il n’a pas été statué en dernier ressort sur la question.

Suspension du contrôle

71. L’étranger qui n’a pas quitté le Canada à la suite de la mesure de renvoi peut demander la réouverture de l’appel sur preuve de manquement à un principe de justice naturelle.

Réouverture de l’appel

DIVISION 8

JUDICIAL REVIEW

Application for judicial review

SECTION 8

CONTRÔLE JUDICIAIRE

72. (1) Le contrôle judiciaire par la Cour fédérale de toute mesure — décision, ordon-

Demande d’autorisation

(2) Les dispositions suivantes s’appliquent à la demande d’autorisation :

Application 25

a) elle ne peut être présentée tant que les voies d’appel ne sont pas épuisées;

b) elle doit être signifiée à l’autre partie puis déposée au greffe de la Section de première instance de la Cour fédérale — la Cour — dans les quinze ou soixante jours, selon que la mesure attaquée a été rendue au Canada ou non, suivant, sous réserve de l’alinéa 169f), la date où le demandeur en est avisé ou en a eu connaissance;

35

c) le délai peut toutefois être prorogé, pour motifs valables, par un juge de la Cour;

d) il est statué sur la demande à bref délai et selon la procédure sommaire et, sauf autorisation d’un juge de la Cour, sans comparution en personne;

40

(d) a judge of the Court shall dispose of the application without delay and in a summary way and, unless a judge of the Court directs otherwise, without personal appearance; and

(e) no appeal lies from the decision of the Court with respect to the application or with respect to an interlocutory judgment.

Right of Minister

73. The Minister may make an application for leave to commence an application for judicial review with respect to any decision of the Refugee Appeal Division, whether or not the Minister took part in the proceedings before the Refugee Protection Division or Refugee Appeal Division.

5

e) le jugement sur la demande et toute décision interlocutoire ne sont pas susceptibles d'appel.

Judicial review

74. Judicial review is subject to the following provisions:

(a) the judge who grants leave shall fix the day and place for the hearing of the application;

(b) the hearing shall be no sooner than 30 days and no later than 90 days after leave was granted, unless the parties agree to an earlier day;

(c) the judge shall dispose of the application without delay and in a summary way; and

(d) an appeal to the Federal Court of Appeal may be made only if, in rendering judgment, the judge certifies that a serious question of general importance is involved and states the question.

15

73. Le ministre peut, qu'il ait ou non participé à la procédure devant la Section de la protection des réfugiés ou la Section d'appel des réfugiés, demander à être autorisé à présenter une demande de contrôle judiciaire d'une décision de cette dernière.

Intervention du ministre

Rules

75. (1) Subject to the approval of the Governor in Council, the Chief Justice of the Federal Court may make rules governing the practice and procedure in relation to applications for leave to commence an application for judicial review, for judicial review and for appeals. The rules are binding despite any rule or practice that would otherwise apply.

35

Règles

75. (1) Le juge en chef de la Cour fédérale peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, prendre des règles régissant la pratique et la procédure relatives à la demande d'autorisation et de contrôle judiciaire et à l'appel; ces règles l'emportent sur les règles et usages par ailleurs applicables.

Inconsistencies

(2) In the event of an inconsistency between this Division and any provision of the *Federal Court Act*, this Division prevails to the extent of the inconsistency.

40

Incompatibilité

(2) Les dispositions de la présente section l'emportent sur les dispositions incompatibles de la *Loi sur la Cour fédérale*.

35

DIVISION 9

PROTECTION OF INFORMATION

Examination on Request by the Minister and the Solicitor General of Canada

Definitions

“information”
“renseignements”

76. The definitions in this section apply in this Division.

“information” means security or criminal intelligence information and information that is obtained in confidence from a source in Canada, from the government of a foreign state, from an international organization of states or from an institution of either of them.

“judge”
“juge”

“judge” means the Associate Chief Justice of the Federal Court or a judge of the Trial Division of that Court designated by the Associate Chief Justice.

Referral of certificate

77. (1) The Minister and the Solicitor General of Canada shall sign a certificate 15 stating that a permanent resident or a foreign national is inadmissible on grounds of security, violating human or international rights, serious criminality or organized criminality and refer it to the Federal Court—Trial 20 Division, which shall make a determination under section 80.

Effect of referral

(2) When the certificate is referred, a proceeding under this Act respecting the person named in the certificate, other than an 25 application under subsection 112(1), may not be commenced and, if commenced, must be adjourned, until the judge makes the determination.

Judicial consideration

78. The following provisions govern the 30 determination:

- (a) the judge shall hear the matter;
- (b) the judge shall ensure the confidentiality of the information on which the certificate is based and of any other evidence that may 35 be provided to the judge if, in the opinion of the judge, its disclosure would be injurious to national security or to the safety of any person;
- (c) the judge shall deal with all matters as 40 informally and expeditiously as the circum-

SECTION 9

EXAMEN DE RENSEIGNEMENTS À PROTÉGER

Examen à la demande du ministre et du solliciteur général

76. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente section.

Définitions
“juge”
“judge”

“juge” Le juge en chef adjoint de la Cour fédérale ou le juge de la Section de première instance de cette juridiction désigné par ce-lui-ci.

“renseignements” Les renseignements en matière de sécurité ou de criminalité et ceux obtenus, sous le sceau du secret, de source canadienne ou du gouvernement d’un État étranger, d’une organisation internationale mise sur pied par des États ou de l’un de leurs organismes.

“renseignements”
“information”

“information” Les renseignements en matière de sécurité ou de criminalité et ceux obtenus, sous le sceau du secret, de source canadienne ou du gouvernement d’un État étranger, d’une organisation internationale mise sur pied par des États ou de l’un de leurs organismes.

77. (1) Le ministre et le solliciteur général du Canada déposent à la Section de première instance de la Cour fédérale le certificat attestant qu’un résident permanent ou qu’un étranger est interdit de territoire pour raison de sécurité ou pour atteinte aux droits humains ou internationaux, grande criminalité ou criminalité organisée pour qu’il en soit disposé au titre de l’article 80.

Dépôt du certificat

(2) Il ne peut être procédé à aucune instance visant le résident permanent ou l’étranger au titre de la présente loi tant qu’il n’a pas été statué sur le certificat; n’est pas visée la demande de protection prévue au paragraphe 112(1).

Effet du dépôt

78. Les règles suivantes s’appliquent à l’affaire :

Examen judiciaire
30

- a) le juge entend l’affaire;
- b) le juge est tenu de garantir la confidentialité des renseignements justifiant le certificat et des autres éléments de preuve qui pourraient lui être communiqués et dont la divulgation porterait atteinte, selon lui, à la sécurité nationale ou à la sécurité d’autrui;
- c) il procède, dans la mesure où les circonstances et les considérations d’équité et de justice naturelle le permettent, sans 40

stances and considerations of fairness and natural justice permit;

(d) the judge shall examine the information and any other evidence in private within seven days after the referral of the certificate for determination; 5

(e) on each request of the Minister or the Solicitor General of Canada made at any time during the proceedings, the judge shall hear all or part of the information or 10 evidence in the absence of the permanent resident or the foreign national named in the certificate and their counsel if, in the opinion of the judge, its disclosure would be injurious to national security or to the safety 15 of any person;

(f) the information or evidence described in paragraph (e) shall be returned to the Minister and the Solicitor General of Canada and shall not be considered by the judge 20 in deciding whether the certificate is reasonable if either the matter is withdrawn or if the judge determines that the information or evidence is not relevant or, if it is relevant, that it should be part of the 25 summary;

(g) the information or evidence described in paragraph (e) shall not be included in the summary but may be considered by the judge in deciding whether the certificate is 30 reasonable if the judge determines that the information or evidence is relevant but that its disclosure would be injurious to national security or to the safety of any person;

(h) the judge shall provide the permanent 35 resident or the foreign national with a summary of the information or evidence that enables them to be reasonably informed of the circumstances giving rise to the certificate, but that does not include 40 anything that in the opinion of the judge would be injurious to national security or to the safety of any person if disclosed;

(i) the judge shall provide the permanent 45 resident or the foreign national with an opportunity to be heard regarding their inadmissibility; and

formalisme et selon la procédure expéditive;

d) il examine, dans les sept jours suivant le dépôt du certificat et à huis clos, les renseignements et autres éléments de preuve; 5

e) à chaque demande d'un ministre, il examine, en l'absence du résident permanent ou de l'étranger et de son conseil, tout ou partie des renseignements ou autres 10 éléments de preuve dont la divulgation porterait atteinte, selon lui, à la sécurité nationale ou à la sécurité d'autrui;

f) ces renseignements ou éléments de preuve doivent être remis aux ministres et 15 ne peuvent servir de fondement à l'affaire soit si le juge décide qu'ils ne sont pas pertinents ou, l'étant, devraient faire partie du résumé, soit en cas de retrait de la demande; 20

g) si le juge décide qu'ils sont pertinents, mais que leur divulgation porterait atteinte à la sécurité nationale ou à celle d'autrui, ils ne peuvent faire partie du résumé, mais peuvent servir de fondement à l'affaire; 25

h) le juge fournit au résident permanent ou à l'étranger, afin de lui permettre d'être suffisamment informé des circonstances ayant donné lieu au certificat, un résumé de la preuve ne comportant aucun élément 30 dont la divulgation porterait atteinte, selon lui, à la sécurité nationale ou à la sécurité d'autrui;

i) il donne au résident permanent ou à l'étranger la possibilité d'être entendu sur 35 l'interdiction de territoire le visant;

j) il peut recevoir et admettre en preuve tout élément qu'il estime utile — même inadmissible en justice — et peut fonder sa décision sur celui-ci. 40

(j) the judge may receive into evidence anything that, in the opinion of the judge, is appropriate, even if it is inadmissible in a court of law, and may base the decision on that evidence.

5

Proceedings suspended

79. (1) On the request of the Minister, the permanent resident or the foreign national, a judge shall suspend a proceeding with respect to a certificate in order for the Minister to decide an application for protection made under subsection 112(1).

Suspension de l'affaire

5

Proceedings resumed

(2) If a proceeding is suspended under subsection (1) and the application for protection is decided, the Minister shall give notice of the decision to the permanent resident or the foreign national and to the judge, the judge shall resume the proceeding and the judge shall review the lawfulness of the decision of the Minister, taking into account the grounds referred to in subsection 18.1(4) of the *Federal Court Act*.

Reprise de l'affaire

Determination that certificate is reasonable

80. (1) The judge shall, on the basis of the information and evidence available, determine whether the certificate is reasonable and whether the decision on the application for protection, if any, is lawfully made.

Décision

Determination that certificate is not reasonable

(2) The judge shall quash a certificate if the judge is of the opinion that it is not reasonable. If the judge does not quash the certificate but determines that the decision on the application for protection is not lawfully made, the judge shall quash the decision and suspend the proceeding to allow the Minister to make a decision on the application for protection.

Annulation du certificat

Determination not reviewable

(3) The determination of the judge is final and may not be appealed or judicially reviewed.

Caractère définitif de la décision

Effect of determination — removal order

81. If a certificate is determined to be reasonable under subsection 80(1),

Effet du certificat

(a) it is conclusive proof that the permanent resident or the foreign national named in it is inadmissible;

(b) it is a removal order that may not be appealed against and that is in force without the necessity of holding or continuing an examination or an admissibility hearing; and

79. (1) Le juge suspend l'affaire, à la demande du résident permanent, de l'étranger ou du ministre, pour permettre à ce dernier de disposer d'une demande de protection visée au paragraphe 112(1).

Suspension de l'affaire

5

(2) Le ministre notifie sa décision sur la demande de protection au résident permanent ou à l'étranger et au juge, lequel reprend l'affaire et contrôle la légalité de la décision, compte tenu des motifs visés au paragraphe 18.1(4) de la *Loi sur la Cour fédérale*.

Reprise de l'affaire

80. (1) Le juge décide du caractère raisonnable du certificat et, le cas échéant, de la légalité de la décision du ministre, compte tenu des renseignements et autres éléments de preuve dont il dispose.

Décision

(2) Il annule le certificat dont il ne peut conclure qu'il est raisonnable; si l'annulation ne vise que la décision du ministre il suspend l'affaire pour permettre au ministre de statuer sur celle-ci.

Annulation du certificat

(3) La décision du juge est définitive et n'est pas susceptible d'appel ou de contrôle judiciaire.

Caractère définitif de la décision

81. Le certificat jugé raisonnable fait foi de l'interdiction de territoire et constitue une mesure de renvoi en vigueur et sans appel, sans qu'il soit nécessaire de procéder au contrôle ou à l'enquête; la personne visée ne peut dès lors demander la protection au titre du paragraphe 112(1).

Effet du certificat

(c) the person named in it may not apply for protection under subsection 112(1).

	Detention	Détention	
Detention of permanent resident	<p>82. (1) The Minister and the Solicitor General of Canada may issue a warrant for the arrest and detention of a permanent resident who is named in a certificate described in subsection 77(1) if they have reasonable grounds to believe that the permanent resident is a danger to national security or to the safety of any person or is unlikely to appear at a proceeding or for removal.</p>	<p>82. (1) Le ministre et le solliciteur général du Canada peuvent lancer un mandat pour l'arrestation et la mise en détention du résident permanent visé au certificat dont ils ont des motifs raisonnables de croire qu'il constitue un danger pour la sécurité nationale ou la sécurité d'autrui ou qu'il se soustraira vraisemblablement à la procédure ou au renvoi.</p>	Arrestation et détention facultatives
Mandatory detention	<p>(2) A foreign national who is named in a certificate described in subsection 77(1) shall be detained without the issue of a warrant.</p>	<p>(2) L'étranger nommé au certificat est mis en détention sans nécessité de mandat.</p>	Détention obligatoire
Review of decision for detention	<p>83. (1) Not later than 48 hours after the beginning of detention of a permanent resident under section 82, a judge shall commence a review of the reasons for the continued detention. Section 78 applies with respect to the review, with any modifications that the circumstances require.</p>	<p>83. (1) Dans les quarante-huit heures suivant le début de la détention du résident permanent, le juge entreprend le contrôle des motifs justifiant le maintien en détention, l'article 78 s'appliquant, avec les adaptations nécessaires, au contrôle.</p>	Contrôle des motifs de la détention
Further reviews	<p>(2) The permanent resident must, until a determination is made under subsection 80(1), be brought back before a judge at least once in the six-month period following each preceding review and at any other times that the judge may authorize.</p>	<p>(2) Tant qu'il n'est pas statué sur le certificat, l'intéressé comparaît au moins une fois dans les six mois suivant chaque contrôle, ou sur autorisation du juge.</p>	Comparutions supplémentaires
Order for continuation	<p>(3) A judge shall order the detention to be continued if satisfied that the permanent resident continues to be a danger to national security or to the safety of any person, or is unlikely to appear at a proceeding or for removal.</p>	<p>(3) L'intéressé est maintenu en détention sur preuve qu'il constitue toujours un danger pour la sécurité nationale ou la sécurité d'autrui ou qu'il se soustraira vraisemblablement à la procédure ou au renvoi.</p>	Maintien en détention
Release	<p>84. (1) The Minister may, on application by a permanent resident or a foreign national, order their release from detention to permit their departure from Canada.</p>	<p>84. (1) Le ministre peut, sur demande, mettre le résident permanent ou l'étranger en liberté s'il veut quitter le Canada.</p>	Mise en liberté
Judicial release	<p>(2) A judge may, on application by a foreign national who has not been removed from Canada within 120 days after the Federal Court determines a certificate to be reasonable, order the foreign national's release from detention, under terms and conditions that the judge considers appropriate, if satisfied that the foreign national will not be removed from Canada within a reasonable time and that the</p>	<p>(2) Sur demande de l'étranger dont la mesure de renvoi n'a pas été exécutée dans les cent vingt jours suivant la décision sur le certificat, le juge peut, aux conditions qu'il estime indiquées, le mettre en liberté sur preuve que la mesure ne sera pas exécutée dans un délai raisonnable et que la mise en liberté ne constituera pas un danger pour la sécurité nationale ou la sécurité d'autrui.</p>	Mise en liberté judiciaire

Inconsistency	<p>release will not pose a danger to national security or to the safety of any person.</p> <p>85. In the case of an inconsistency between sections 82 to 84 and the provisions of Division 6, sections 82 to 84 prevail to the extent of the inconsistency.</p>	<p>85. Les articles 82 à 84 l'emportent sur les dispositions incompatibles de la section 6.</p>	Incompatibilité
Application for non-disclosure — Immigration Appeal Division	<p>Consideration During an Admissibility Hearing or an Immigration Appeal</p> <p>86. (1) The Minister may, during an admissibility hearing, a detention review or an appeal before the Immigration Appeal Division, make an application for non-disclosure of information.</p>	<p>Examen dans le cadre d'une enquête ou d'un appel en matière d'immigration</p> <p>86. (1) Le ministre peut, dans le cadre de l'appel devant la Section d'appel de l'immigration, du contrôle de la détention ou de l'enquête demander l'interdiction de la divulgation des renseignements.</p>	Interdiction de divulgation
Procedure	<p>(2) Section 78 applies to the determination of the application, with any modifications that the circumstances require, including that a reference to “judge” be read as a reference to the applicable Division of the Board.</p>	<p>(2) L'article 78 s'applique à l'examen de la demande, avec les adaptations nécessaires, la mention de juge valant mention de la section compétente de la Commission.</p>	Application
Application for non-disclosure — Court	<p>Consideration During Judicial Review</p> <p>87. (1) The Minister may, in the course of a judicial review, make an application to the judge for the non-disclosure of any information with respect to information protected under subsection 86(1) or information considered under section 11, 112 or 115.</p>	<p>Examen dans le cadre du contrôle judiciaire</p> <p>87. (1) Le ministre peut, dans le cadre d'un contrôle judiciaire, demander au juge d'interdire la divulgation de tout renseignement protégé au titre du paragraphe 86(1) ou pris en compte dans le cadre des articles 11, 112 ou 115.</p>	Interdiction de divulgation
Procedure	<p>(2) Section 78, except for the provisions relating to the obligation to provide a summary and the time limit referred to in paragraph 78(d), applies to the determination of the application, with any modifications that the circumstances require.</p>	<p>(2) L'article 78 s'applique à l'examen de la demande, avec les adaptations nécessaires, sauf quant à l'obligation de fournir un résumé et au délai.</p>	Application
Loans	<p>DIVISION 10</p> <p>GENERAL PROVISIONS</p> <p>Loans</p> <p>88. (1) The Minister of Finance may, from time to time, advance to the Minister out of the Consolidated Revenue Fund, up to the maximum amount that is prescribed, sums that the Minister may require in order to make loans for the purposes of this Act.</p>	<p>SECTION 10</p> <p>DISPOSITIONS GÉNÉRALES</p> <p>Prêts</p> <p>88. (1) Le ministre des Finances peut avancer au ministre, sur le Trésor, à concurrence du plafond fixé par règlement, les sommes qu'il demande pour consentir des prêts pour l'application de la présente loi.</p>	Prêts
Regulations	<p>(2) The regulations may provide for any matter relating to the application of this section, and may include provisions respecting classes of persons to whom, and the purposes for which, the loans may be made.</p>	<p>(2) Les règlements régissent l'application du présent article et portent notamment sur les catégories de bénéficiaires des prêts et les fins auxquelles ceux-ci peuvent être consentis.</p>	Règlements

	Fees	Frais	Règlement
Regulations	<p>89. The regulations may govern fees for services provided in the administration of this Act, and cases in which fees may be waived by the Minister or otherwise, individually or by class.</p>	<p>89. Les règlements peuvent prévoir les frais pour les services offerts dans la mise en oeuvre de la présente loi, ainsi que les cas de dispense, individuellement ou par catégorie, de paiement de ces frais.</p>	5
Minister directs special cards to be issued	<p>Social Insurance Number Cards</p> <p>90. The Minister may direct the Canada Employment Insurance Commission to issue to persons, other than Canadian citizens or permanent residents, Social Insurance Number Cards, by which the holders of such cards are identified as persons who may be required under this Act to obtain authorization to work in Canada.</p>	<p>Cartes d'assurance sociale</p> <p>90. Le ministre peut enjoindre à la Commission de l'assurance-emploi du Canada de délivrer à ceux qui ne sont ni citoyens canadiens ni résidents permanents des cartes d'assurance sociale à numéro indiquant que le titulaire peut être tenu, sous le régime de la présente loi, d'obtenir une autorisation pour exercer une activité professionnelle au Canada.</p>	Demande du ministre
Regulations	<p>Representation</p> <p>91. The regulations may govern who may or may not represent, advise or consult with a person who is the subject of a proceeding or application before the Minister, an officer or the Board.</p>	<p>Réglementation de la représentation</p> <p>91. Les règlements peuvent prévoir qui peut ou ne peut représenter une personne, dans toute affaire devant le ministre, l'agent ou la Commission, ou faire office de conseil.</p>	15 Règlement
Incorporated material	<p>Material Incorporated in Regulations</p> <p>92. (1) A regulation may incorporate by reference the following material:</p> <p>(a) material produced by a person or body other than the Governor in Council;</p> <p>(b) material referred to in paragraph (a) that has been subsequently adapted or edited in order to facilitate its incorporation for the purposes of the regulation;</p> <p>(c) material that has been developed jointly with another government or government agency for the purpose of harmonizing the regulation with other laws; and</p> <p>(d) material that is technical or explanatory in nature, such as specifications, classifications, illustrations or graphs, as well as examples that may assist in the application of the regulation.</p>	<p>Incorporation par renvoi</p> <p>92. (1) Peuvent être incorporés par renvoi dans un règlement tels des documents suivants :</p> <p>a) ceux qui n'émanent pas du gouverneur en conseil;</p> <p>b) ceux que celui-ci a adaptés pour faciliter l'incorporation ou dont il ne reproduit que les passages pertinents à l'application du règlement;</p> <p>c) ceux que celui-ci a produits conjointement avec une autre autorité en vue d'assurer l'harmonisation du règlement avec une autre législation;</p> <p>d) ceux de nature technique ou explicative qu'il a produits et notamment des spécifications, classifications ou graphiques, ainsi que des critères et exemples utiles à l'application du règlement.</p>	20 Incorporation de documents 20
Amended from time to time	<p>(2) Material may be incorporated by reference on a specified date or as amended from time to time.</p>	<p>(2) L'incorporation peut viser le document soit dans sa version à une date donnée, soit avec ses modifications successives.</p>	30 Portée de l'incorporation 35

Incorporated material is not a regulation

Statutory Instruments Act

Annual report to Parliament

Contents of report

(3) For greater certainty, material that is incorporated by reference in a regulation made under this Act is not a regulation for the purposes of the *Statutory Instruments Act*.

93. Instructions given by the Minister under this Act and guidelines issued by the Chairperson under paragraph 159(1)(h) are not statutory instruments for the purposes of the *Statutory Instruments Act*.

Report to Parliament

94. (1) The Minister must, on or before 10 November 1 of each year or, if a House of Parliament is not then sitting, within the next 30 days on which that House is sitting after that date, table in each House of Parliament a report on the operation of this Act in the 15 preceding calendar year.

(2) The report shall include a description of
 (a) the activities and initiatives taken concerning the selection of foreign nationals, including measures taken in cooperation with the provinces;
 (b) in respect of Canada, the number of foreign nationals who became permanent residents, and the number projected to become permanent residents in the following year;
 (b.1) in respect of Canada, the linguistic profile of foreign nationals who became permanent residents;
 (c) in respect of each province that has entered into a federal-provincial agreement described in subsection 9(1), the number, for each class listed in the agreement, of persons that became permanent residents and that the province projects will become permanent residents there in the following year;
 (d) the number of temporary resident permits issued under section 24, categorized according to grounds of inadmissibility, if any;
 (e) the number of persons granted permanent resident status under subsection 25(1); and
 (f) a gender-based analysis of the impact of this Act.

(3) L'incorporation ne confère pas au document valeur de règlement au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*.

93. Les instructions du ministre et les directives données par le président en vertu de l'alinéa 159(1)h ne sont pas des textes réglementaires au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*.

Rapports au Parlement

94. (1) Au plus tard le 1^{er} novembre ou dans les trente premiers jours de séance suivant cette date, le ministre dépose devant chaque chambre du Parlement un rapport sur l'application de la présente loi portant sur l'année civile précédente.

(2) Le rapport précise notamment :
 a) les activités et les initiatives en matière de sélection des étrangers et notamment les mesures prises en coopération avec les provinces;
 b) pour le Canada, le nombre d'étrangers devenus résidents permanents et dont il est prévu qu'ils le deviendront pour l'année suivante;
 b.1) pour le Canada, le profil linguistique des étrangers devenus résidents permanents;
 c) pour chaque province partie à un accord visé au paragraphe 9(1), les nombres, par catégorie, de ces étrangers devenus résidents permanents, d'une part, et, d'autre part, qu'elle prévoit qu'ils y deviendront résidents permanents l'année suivante;
 d) le nombre de permis de séjour temporaire délivrés au titre de l'article 24 et, le cas échéant, les faits emportant interdiction de territoire;
 e) le nombre d'étrangers à qui le statut de résident permanent a été octroyé au titre du paragraphe 25(1);
 f) une analyse comparative entre les sexes des répercussions de la présente loi.

Nature du document

Caractère non réglementaire

Rapport annuel

Contenu du rapport

PART 2

PARTIE 2

REFUGEE PROTECTION

PROTECTION DES RÉFUGIÉS

DIVISION 1

SECTION 1

REFUGEE PROTECTION, CONVENTION REFUGEES
AND PERSONS IN NEED OF PROTECTIONNOTIONS D'ASILE, DE RÉFUGIÉ ET DE PERSONNE
À PROTÉGERConferral of
refugee
protection

95. (1) Refugee protection is conferred on a person when

- (a) the person has been determined to be a Convention refugee or a person in similar circumstances under a visa application and becomes a permanent resident under the visa or a temporary resident under a temporary resident permit for protection reasons;
- (b) the Board determines the person to be a Convention refugee or a person in need of protection; or
- (c) except in the case of a person described in subsection 112(3), the Minister allows an application for protection.

Protected
person

(2) A protected person is a person on whom refugee protection is conferred under subsection (1), and whose claim or application has not subsequently been deemed to be rejected under subsection 108(3), 109(3) or 114(4).

Convention
refugee

96. A Convention refugee is a person who, by reason of a well-founded fear of persecution for reasons of race, religion, nationality, membership in a particular social group or political opinion,

- (a) is outside each of their countries of nationality and is unable or, by reason of that fear, unwilling to avail themselves of the protection of each of those countries; or
- (b) not having a country of nationality, is outside the country of their former habitual residence and is unable or, by reason of that fear, unwilling to return to that country.

95. (1) L'asile est la protection conférée à toute personne dès lors que, selon le cas :

- a) sur constat qu'elle est, à la suite d'une demande de visa, un réfugié ou une personne en situation semblable, elle devient soit un résident permanent au titre du visa, soit un résident temporaire au titre d'un permis de séjour délivré en vue de sa protection;
- b) la Commission lui reconnaît la qualité de réfugié ou celle de personne à protéger;
- c) le ministre accorde la demande de protection, sauf si la personne est visée au paragraphe 112(3).

(2) Est appelée personne protégée la personne à qui l'asile est conféré et dont la demande n'est pas ensuite réputée rejetée au titre des paragraphes 108(3), 109(3) ou 114(4).

96. A qualité de réfugié au sens de la Convention — le réfugié — la personne qui, craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social ou de ses opinions politiques :

- a) soit se trouve hors de tout pays dont elle a la nationalité et ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de chacun de ces pays;
- b) soit, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle, ne peut ni, du fait de cette crainte, ne veut y retourner.

Personne
protégéeDéfinition de
« réfugié »

Person in
need of
protection

97. (1) A person in need of protection is a person in Canada whose removal to their country or countries of nationality or, if they do not have a country of nationality, their country of former habitual residence, would subject them personally

(a) to a danger, believed on substantial grounds to exist, of torture within the meaning of Article 1 of the Convention Against Torture; or

(b) to a risk to their life or to a risk of cruel and unusual treatment or punishment if

(i) the person is unable or, because of that risk, unwilling to avail themselves of the protection of that country,

(ii) the risk would be faced by the person in every part of that country and is not faced generally by other individuals in or from that country,

(iii) the risk is not inherent or incidental to lawful sanctions, unless imposed in disregard of accepted international standards, and

(iv) the risk is not caused by the inability of that country to provide adequate health or medical care.

Person in
need of
protection

(2) A person in Canada who is a member of a class of persons prescribed by the regulations as being in need of protection is also a person in need of protection.

Exclusion —
Refugee
Convention

98. A person referred to in section E or F of Article 1 of the Refugee Convention is not a Convention refugee or a person in need of protection.

97. (1) A qualité de personne à protéger la personne qui se trouve au Canada et serait personnellement, par son renvoi vers tout pays dont elle a la nationalité ou, si elle n'a pas de nationalité, dans lequel elle avait sa résidence habituelle, exposée :

a) soit au risque, s'il y a des motifs sérieux de le croire, d'être soumise à la torture au sens de l'article premier de la Convention contre la torture;

b) soit à une menace à sa vie ou au risque de traitements ou peines cruels et inusités dans le cas suivant :

(i) elle ne peut ou, de ce fait, ne veut se réclamer de la protection de ce pays,

(ii) elle y est exposée en tout lieu de ce pays alors que d'autres personnes originaire de ce pays ou qui s'y trouvent ne le sont généralement pas,

(iii) la menace ou le risque ne résulte pas de sanctions légitimes — sauf celles infligées au mépris des normes internationales — et inhérents à celles-ci ou occasionnés par elles,

(iv) la menace ou le risque ne résulte pas de l'incapacité du pays de fournir des soins médicaux ou de santé adéquats.

Personne à
protéger

10

15

(2) A également qualité de personne à protéger la personne qui se trouve au Canada et fait partie d'une catégorie de personnes

auxquelles est reconnu par règlement le besoin de protection.

Personne à
protéger

30

Exclusion par
application
de la
Convention
sur les
réfugiés

98. La personne visée aux sections E ou F de l'article premier de la Convention sur les réfugiés ne peut avoir la qualité de réfugié ni de personne à protéger.

DIVISION 2

CONVENTION REFUGEES AND PERSONS IN NEED OF PROTECTION

RÉFUGIÉS ET PERSONNES À PROTÉGER

Claim

Claim for Refugee Protection

99. (1) A claim for refugee protection may be made in or outside Canada.

99. (1) La demande d'asile peut être faite à l'étranger ou au Canada.

Demande

Demande d'asile

Claim outside Canada	(2) A claim for refugee protection made by a person outside Canada must be made by making an application for a visa as a Convention refugee or a person in similar circumstances, and is governed by Part 1.	5	(2) Celle de la personne se trouvant hors du Canada se fait par une demande de visa comme réfugié ou de personne en situation semblable et est régie par la partie 1.	Demande faite à l'étranger
Claim inside Canada	(3) A claim for refugee protection made by a person inside Canada must be made to an officer, may not be made by a person who is subject to a removal order, and is governed by this Part.	10	(3) Celle de la personne se trouvant au Canada se fait à l'agent et est régie par la présente partie; toutefois la personne visée par une mesure de renvoi n'est pas admise à la faire.	Demande faite au Canada
Permanent resident	(4) An application to become a permanent resident made by a protected person is governed by Part 1.	10	(4) La demande de résidence permanente faite au Canada par une personne protégée est régie par la partie 1.	Résident permanent
Referral to Refugee Protection Division	Examination of Eligibility to Refer Claim 100. (1) An officer shall, within three working days after receipt of a claim referred to in subsection 99(3), determine whether the claim is eligible to be referred to the Refugee Protection Division and, if it is eligible, shall refer the claim in accordance with the rules of the Board.	15 20	Examen de la recevabilité par l'agent 100. (1) Dans les trois jours ouvrables suivant la réception de la demande, l'agent statue sur sa recevabilité et défère, conformément aux règles de la Commission, celle jugée recevable à la Section de la protection des réfugiés.	Examen de la recevabilité
Decision	(2) The officer shall suspend consideration of the eligibility of the person's claim if (a) a report has been referred for a determination, at an admissibility hearing, of whether the person is inadmissible on grounds of security, violating human or international rights, serious criminality or organized criminality; or (b) the officer considers it necessary to wait for a decision of a court with respect to a claimant who is charged with an offence under an Act of Parliament that is punishable by a maximum term of imprisonment of at least 10 years.	25 30 35	(2) L'agent sursoit à l'étude de la recevabilité dans les cas suivants : a) le cas a déjà été déféré à la Section de l'immigration pour constat d'interdiction de territoire pour raison de sécurité ou pour atteinte aux droits humains ou internationaux, grande criminalité ou criminalité organisée; b) il l'estime nécessaire, afin qu'il soit statué sur une accusation pour infraction à une loi fédérale punissable d'un emprisonnement maximal d'au moins dix ans.	Sursis pour décision
Consideration of claim	(3) The Refugee Protection Division may not consider a claim until it is referred by the officer. If the claim is not referred within the three-day period referred to in subsection (1), it is deemed to be referred, unless there is a suspension or it is determined to be ineligible.	40	(3) La saisine de la section survient sur déféré de la demande; sauf sursis ou constat d'irrecevabilité, elle est réputée survenue à l'expiration des trois jours.	Saisine
Duty of claimant	(4) The burden of proving that a claim is eligible to be referred to the Refugee Protection Division rests on the claimant, who must answer truthfully all questions put to them. If the claim is referred, the claimant must produce all documents and information as required by the rules of the Board.	45	(4) La preuve de la recevabilité incombe au demandeur, qui doit répondre véridiquement aux questions qui lui sont posées et fournir à la section, si le cas lui est déféré, les renseignements et documents prévus par les règles de la Commission.	Obligation

Ineligibility

101. (1) A claim is ineligible to be referred to the Refugee Protection Division if

- (a) refugee protection has been conferred on the claimant under this Act;
- (b) a claim for refugee protection by the claimant has been rejected by the Board;
- (c) a prior claim by the claimant was determined to be ineligible to be referred to the Refugee Protection Division, or to have been withdrawn or abandoned;
- (d) the claimant has been recognized as a Convention refugee by a country other than Canada and can be sent or returned to that country;
- (e) the claimant came directly or indirectly to Canada from a country designated by the regulations, other than a country of their nationality or their former habitual residence; or
- (f) the claimant has been determined to be inadmissible on grounds of security, violating human or international rights, serious criminality or organized criminality, except for persons who are inadmissible solely on the grounds of paragraph 35(1)(c). 25

Serious
criminality

(2) A claim is not ineligible by reason of serious criminality under paragraph (1)(f) unless

- (a) in the case of inadmissibility by reason of a conviction in Canada, the conviction is for an offence under an Act of Parliament punishable by a maximum term of imprisonment of at least 10 years and for which a sentence of at least two years was imposed; or 30
- (b) in the case of inadmissibility by reason of a conviction outside Canada, the Minister is of the opinion that the person is a danger to the public in Canada and the conviction is for an offence that, if committed in Canada, would constitute an offence under an Act of Parliament that is punishable by a maximum term of imprisonment of at least 10 years. 35

101. (1) La demande est irrecevable dans les cas suivants :

- a) l'asile a été conféré au demandeur au titre de la présente loi;
- b) rejet antérieur de la demande d'asile par la Commission;
- c) décision prononçant l'irrecevabilité, le désistement ou le retrait d'une demande antérieure;
- d) reconnaissance de la qualité de réfugié par un pays vers lequel il peut être renvoyé;
- e) arrivée, directement ou indirectement, d'un pays désigné par règlement autre que celui dont il a la nationalité ou dans lequel il avait sa résidence habituelle; 15
- f) prononcé d'interdiction de territoire pour raison de sécurité ou pour atteinte aux droits humains ou internationaux — exception faite des personnes interdites de territoire au seul titre de l'alinéa 35(1)c) —, grande 20 criminalité ou criminalité organisée.

Grande
criminalité

(2) L'interdiction de territoire pour grande criminalité visée à l'alinéa (1)f) n'emporte irrecevabilité de la demande que si elle a pour objet :

- a) une déclaration de culpabilité au Canada pour une infraction à une loi fédérale punissable d'un emprisonnement maximal d'au moins dix ans et pour laquelle un emprisonnement d'au moins deux ans a été infligé; 25
- b) une déclaration de culpabilité à l'extérieur du Canada, pour une infraction qui, commise au Canada, constituerait une infraction à une loi fédérale punissable d'un emprisonnement maximal d'au moins dix ans, le ministre estimant que le demandeur constitue un danger pour le public au Canada.

Regulations

102. (1) The regulations may govern matters relating to the application of sections 100 and 101, may, for the purposes of this Act, define the terms used in those sections and, for the purpose of sharing responsibility with governments of foreign states for the consideration of refugee claims, may include provisions

- (a) designating countries that comply with Article 33 of the Refugee Convention and Article 3 of the Convention Against Torture;
- (b) making a list of those countries and amending it as necessary; and
- (c) respecting the circumstances and criteria for the application of paragraph 101(1)(e).

Factors

(2) The following factors are to be considered in designating a country under paragraph (1)(a):

- (a) whether the country is a party to the Refugee Convention and to the Convention Against Torture;
- (b) its policies and practices with respect to claims under the Refugee Convention and with respect to obligations under the Convention Against Torture;
- (c) its human rights record; and
- (d) whether it is party to an agreement with the Government of Canada for the purpose of sharing responsibility with respect to claims for refugee protection.

Review

(3) The Governor in Council must ensure the continuing review of factors set out in subsection (2) with respect to each designated country.

Suspension

Suspension or Termination of Consideration of Claim

103. (1) Proceedings of the Refugee Protection Division and of the Refugee Appeal Division are suspended on notice by an officer that

- (a) the matter has been referred to the Immigration Division to determine whether the claimant is inadmissible on grounds of

102. (1) Les règlements régissent l'application des articles 100 et 101, définissent, pour l'application de la présente loi, les termes qui y sont employés et, en vue du partage avec d'autres pays de la responsabilité de l'examen des demandes d'asile, prévoient notamment :

- a) la désignation des pays qui se conforment à l'article 33 de la Convention sur les réfugiés et à l'article 3 de la Convention contre la torture; 10
- b) l'établissement de la liste de ces pays, laquelle est renouvelée en tant que de besoin;
- c) les cas et les critères d'application de l'alinéa 101(1)e). 15

(2) Il est tenu compte des facteurs suivants en vue de la désignation des pays : Facteurs

- a) le fait que ces pays sont parties à la Convention sur les réfugiés et à la Convention contre la torture; 20
- b) leurs politiques et usages en ce qui touche la revendication du statut de réfugié au sens de la Convention sur les réfugiés et les obligations découlant de la Convention contre la torture; 25
- c) leurs antécédents en matière de respect des droits de la personne;
- d) le fait qu'ils sont ou non parties à un accord avec le Canada concernant le partage de la responsabilité de l'examen des demandes d'asile. 30

(3) Le gouverneur en conseil assure le suivi de l'examen des facteurs à l'égard de chacun des pays désignés. Suivi

Interruption de l'étude de la demande d'asile

103. (1) La Section de la protection des réfugiés ou la Section d'appel des réfugiés sursoit à l'étude de la demande sur avis de l'agent portant que :

- a) le cas a été déferé à la Section de l'immigration pour constat d'interdiction de territoire pour raison de sécurité ou pour 40

security, violating human or international rights, serious criminality or organized criminality; or

(b) an officer considers it necessary to wait for a decision of a court with respect to a claimant who is charged with an offence under an Act of Parliament that may be punished by a maximum term of imprisonment of at least 10 years.

Continuation

(2) On notice by an officer that the suspended claim was determined to be eligible, proceedings of the Refugee Protection Division and of the Refugee Appeal Division shall continue.

Notice of ineligible claim

104. (1) An officer may, with respect to a claim that is before the Refugee Protection Division or, in the case of paragraph (d), that is before or has been determined by the Refugee Protection Division or the Refugee Appeal Division, give notice that an officer has determined that

- (a) the claim is ineligible under paragraphs 101(1)(a) to (e);
- (b) the claim is ineligible under paragraph 101(1)(f);
- (c) the claim was referred as a result of directly or indirectly misrepresenting or withholding material facts relating to a relevant matter and that the claim was not otherwise eligible to be referred to that Division; or
- (d) the claim is not the first claim that was received by an officer in respect of the claimant.

Termination and nullification

(2) A notice given under the following provisions has the following effects:

- (a) if given under any of paragraphs (1)(a) to (c), it terminates pending proceedings in the Refugee Protection Division respecting the claim; and
- (b) if given under paragraph (1)(d), it terminates proceedings in and nullifies any decision of the Refugee Protection Division or the Refugee Appeal Division respecting a claim other than the first claim.

atteinte aux droits humains ou internationaux, grande criminalité ou criminalité organisée;

b) il l'estime nécessaire, afin qu'il soit statué sur une accusation pour infraction à une loi fédérale punissable d'un emprisonnement maximal d'au moins dix ans.

(2) L'étude de la demande reprend sur avis portant que la demande est recevable.

Continuation

104. (1) L'agent donne un avis portant, en ce qui touche une demande d'asile dont la Section de protection des réfugiés est saisie ou dans le cas visé à l'alinéa d) dont la Section de protection des réfugiés ou la Section d'appel des réfugiés sont ou ont été saisies, que :

- a) il y a eu constat d'irrecevabilité au titre des alinéas 101(1)a) à e);
- b) il y a eu constat d'irrecevabilité au seul titre de l'alinéa 101(1)f);
- c) la demande n'étant pas recevable par ailleurs, la recevabilité résulte, directement ou indirectement, de présentations erronées sur un fait important quant à un objet pertinent, ou de réticence sur ce fait;
- d) la demande n'est pas la première reçue par un agent.

Avis sur la recevabilité de la demande d'asile

(2) L'avis a pour effet, s'il est donné au titre :

- a) des alinéas (1)a) à c), de mettre fin à l'affaire en cours devant la Section de protection des réfugiés;
- b) de l'alinéa (1)d), de mettre fin à l'affaire en cours et d'annuler toute décision ne portant pas sur la demande initiale.

Classement et nullité

	Extradition Procedure	Procédure d'extradition	
Suspension if proceeding under <i>Extradition Act</i>	<p>105. (1) The Refugee Protection Division and Refugee Appeal Division shall not commence, or shall suspend, consideration of any matter concerning a person against whom an authority to proceed has been issued under section 15 of the <i>Extradition Act</i> with respect to an offence under Canadian law that is punishable under an Act of Parliament by a maximum term of imprisonment of at least 10 years, until a final decision under the <i>Extradition Act</i> with respect to the discharge or surrender of the person has been made.</p>	<p>105. (1) La Section de la protection des réfugiés ou la Section d'appel des réfugiés sursoit à l'étude de l'affaire si la personne est visée par un arrêté introductif d'instance pris au titre de l'article 15 de la <i>Loi sur l'extradition</i> pour une infraction punissable aux termes d'une loi fédérale d'un emprisonnement d'une durée maximale égale ou supérieure à dix ans tant qu'il n'a pas été statué en dernier ressort sur la demande d'extradition.</p>	Sursis 5 10
Continuation if discharge under <i>Extradition Act</i>	<p>(2) If the person is finally discharged under the <i>Extradition Act</i>, the proceedings of the applicable Division may be commenced or continued as though there had not been any proceedings under that Act.</p>	<p>(2) Si la personne est remise en liberté sans conditions, l'affaire procède comme si la procédure d'extradition n'avait jamais eu lieu.</p>	Libération
Rejection if surrender under <i>Extradition Act</i>	<p>(3) If the person is ordered surrendered by the Minister of Justice under the <i>Extradition Act</i> and the offence for which the person was committed by the judge under section 29 of that Act is punishable under an Act of Parliament by a maximum term of imprisonment of at least 10 years, the order of surrender is deemed to be a rejection of a claim for refugee protection based on paragraph (b) of Section F of Article 1 of the Refugee Convention.</p>	<p>(3) L'arrêté visant la personne incarcérée sous le régime de la <i>Loi sur l'extradition</i> pour l'infraction visée au paragraphe (1) est assimilé au rejet de la demande d'asile fondé sur l'alinea b) de la section F de l'article premier de la Convention sur les réfugiés.</p>	Extradition 15
Final decision	<p>(4) The deemed rejection referred to in subsection (3) may not be appealed, and is not subject to judicial review except to the extent that a judicial review of the order of surrender is provided for under the <i>Extradition Act</i>.</p>	<p>(4) La décision n'est pas susceptible d'ap-20 pel ni, sauf sous le régime de la <i>Loi sur l'extradition</i>, de contrôle judiciaire.</p>	Décision finale 20
Limit if no previous claim	<p>(5) If the person has not made a claim for refugee protection before the order of surrender referred to in subsection (3), the person may not do so before the surrender.</p>	<p>(5) La personne qui n'a pas demandé l'asile avant la date de l'arrêté d'extradition ne peut le demander dans l'intervalle entre cette date et sa remise aux termes de l'arrêté.</p>	Précision 25
Credibility	<p>106. The Refugee Protection Division must take into account, with respect to the credibility of a claimant, whether the claimant possesses acceptable documentation establishing identity, and if not, whether they have provided a reasonable explanation for the lack of documentation or have taken reasonable steps to obtain the documentation.</p>	<p>106. La Section de la protection des réfugiés prend en compte, s'agissant de crédibilité, le fait que, n'étant pas muni de papiers d'identité acceptables, le demandeur ne peut raisonnablement en justifier la raison et n'a pas pris les mesures voulues pour s'en procurer.</p>	Crédibilité 40 30 35 45
		Étrangers sans papier	

	Decision on Claim for Refugee Protection	Décision sur la demande d'asile	
Decision	107. (1) The Refugee Protection Division shall accept a claim for refugee protection if it determines that the claimant is a Convention refugee or person in need of protection, and shall otherwise reject the claim.	107. (1) La Section de la protection des réfugiés accepte ou rejette la demande d'asile selon que le demandeur a ou non la qualité de réfugié ou de personne à protéger.	Décision
No credible basis	(2) If the Refugee Protection Division is of the opinion, in rejecting a claim, that there was no credible or trustworthy evidence on which it could have made a favourable decision, it shall state in its reasons for the decision that there is no credible basis for the claim.	(2) Si elle estime, en cas de rejet, qu'il n'a été présenté aucun élément de preuve crédible ou digne de foi sur lequel elle aurait pu fonder une décision favorable, la section doit faire état dans sa décision de l'absence de minimum de fondement de la demande.	5 Preuve
	Cessation of Refugee Protection	Perte de l'asile	
Rejection	108. (1) A claim for refugee protection shall be rejected, and a person is not a Convention refugee or a person in need of protection, in any of the following circumstances:	108. (1) Est rejetée la demande d'asile et le demandeur n'a pas qualité de réfugié ou de personne à protéger dans tel des cas suivants :	Rejet
	(a) the person has voluntarily reavailed themselves of the protection of their country of nationality;	a) il se réclame de nouveau et volontairement de la protection du pays dont il a la nationalité;	15
	(b) the person has voluntarily reacquired their nationality;	b) il recouvre volontairement sa nationalité;	20
	(c) the person has acquired a new nationality and enjoys the protection of the country of that new nationality;	c) il acquiert une nouvelle nationalité et jouit de la protection du pays de sa nouvelle nationalité;	20
	(d) the person has voluntarily become re-established in the country that the person left or remained outside of and in respect of which the person claimed refugee protection in Canada; or	d) il retourne volontairement s'établir dans le pays qu'il a quitté ou hors duquel il est demeuré et en raison duquel il a demandé l'asile au Canada;	25
	(e) the reasons for which the person sought refugee protection have ceased to exist.	e) les raisons qui lui ont fait demander l'asile n'existent plus.	30
Cessation of refugee protection	(2) On application by the Minister, the Refugee Protection Division may determine that refugee protection referred to in subsection 95(1) has ceased for any of the reasons described in subsection (1).	(2) L'asile visé au paragraphe 95(1) est perdu, à la demande du ministre, sur constat par la Section de protection des réfugiés, de tels des faits mentionnés au paragraphe (1).	Perte de l'asile
Effect of decision	(3) If the application is allowed, the claim of the person is deemed to be rejected.	(3) Le constat est assimilé au rejet de la demande d'asile.	Effet de la décision
Exception	(4) Paragraph (1)(e) does not apply to a person who establishes that there are compelling reasons arising out of previous persecution, torture, treatment or punishment for refusing to avail themselves of the protection of the country which they left, or outside of which they remained, due to such previous persecution, torture, treatment or punishment.	(4) L'alinéa (1)e) ne s'applique pas si le demandeur prouve qu'il y a des raisons impérieuses, tenant à des persécutions, à la torture ou à des traitements ou peines antérieurs, de refuser de se réclamer de la protection du pays qu'il a quitté ou hors duquel il est demeuré.	Exception
	45		

Vacation of refugee protection	Applications to Vacate	Annulation par la Section de la protection des réfugiés	Demande d'annulation
Rejection of application	<p>109. (1) The Refugee Protection Division may, on application by the Minister, vacate a decision to allow a claim for refugee protection, if it finds that the decision was obtained as a result of directly or indirectly misrepresenting or withholding material facts relating to a relevant matter.</p> <p>(2) The Refugee Protection Division may reject the application if it is satisfied that other sufficient evidence was considered at the time of the first determination to justify refugee protection.</p>	<p>109. (1) La Section de la protection des réfugiés peut, sur demande du ministre, annuler la décision ayant accueilli la demande d'asile résultant, directement ou indirectement, de présentations erronées sur un fait important quant à un objet pertinent, ou de réticence sur ce fait.</p> <p>(2) Elle peut rejeter la demande si elle estime qu'il reste suffisamment d'éléments de preuve, parmi ceux pris en compte lors de la décision initiale, pour justifier l'asile.</p>	Rejet de la demande
Allowance of application	<p>(3) If the application is allowed, the claim of the person is deemed to be rejected and the decision that led to the conferral of refugee protection is nullified.</p>	<p>(3) La décision portant annulation est assimilée au rejet de la demande d'asile, la décision initiale étant dès lors nulle.</p>	Effet de la décision
Appeal	Appeal to Refugee Appeal Division	Appel devant la Section d'appel des réfugiés	Appel
Restriction on appeals	<p>110. (1) A person or the Minister may appeal, in accordance with the rules of the Board, on a question of law, of fact or of mixed law and fact, to the Refugee Appeal Division against a decision of the Refugee Protection Division to allow or reject the person's claim for refugee protection, or a decision of the Refugee Protection Division rejecting an application by the Minister for a determination that refugee protection has ceased or an application by the Minister to vacate a decision to allow a claim for refugee protection.</p> <p>(2) A determination that a refugee protection claim has been withdrawn or abandoned may not be appealed.</p>	<p>110. (1) La personne en cause et le ministre peuvent, conformément aux règles de la Commission, en appeler — sur une question de droit, de fait ou mixte — à la Section d'appel des réfugiés de la décision de la Section de la protection des réfugiés accordant ou rejetant la demande d'asile ou la décision rejetant la demande du ministre visant soit la perte de l'asile, soit l'annulation d'une décision ayant accueilli la demande d'asile.</p> <p>(2) N'est pas susceptible d'appel le prononcé de désistement ou de retrait.</p>	Restriction
Procedure	<p>(3) The Refugee Appeal Division shall proceed without a hearing, on the basis of the record of the proceedings of the Refugee Protection Division, and may accept written submissions from the Minister, the person who is the subject of the appeal, and a representative or agent of the United Nations High Commissioner for Refugees, and any other person described in the rules of the Board.</p>	<p>(3) La section procède sans tenir d'audience en se fondant sur le dossier de la Section de la protection des réfugiés, mais peut recevoir les observations écrites du ministre, de la personne en cause et du représentant ou mandataire du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, ainsi que de toute autre personne visée par les règles.</p>	Fonctionnement

Decision

111. (1) After considering the appeal, the Refugee Appeal Division shall make one of the following decisions:

- (a) confirm the determination of the Refugee Protection Division;
- (b) set aside the determination and substitute a determination that, in its opinion, should have been made; or
- (c) refer the matter to the Refugee Protection Division for re-determination, giving the directions to the Refugee Protection Division that it considers appropriate.

Referrals

(2) The Refugee Appeal Division shall make the referral described in paragraph (1)(c) if it is of the opinion that a hearing is required or if it has allowed an appeal by the Minister that was based on a question of the claimant's credibility.

111. (1) La Section d'appel des réfugiés confirme la décision attaquée, casse la décision et y substitue la décision qui aurait dû être rendue ou renvoie, conformément à ses instructions, l'affaire à la Section de la protection des réfugiés.

Décision

Renvoi

(2) Elle procède au renvoi si elle estime nécessaire la tenue d'une audience ou si le résultat de l'appel du ministre, sur une question de crédibilité du demandeur, lui est favorable.

DIVISION 3

PRE-REMOVAL RISK ASSESSMENT

SECTION 3

EXAMEN DES RISQUES AVANT RENVOI

Protection

Protection

Application for protection

112. (1) A person in Canada, other than a person referred to in subsection 115(1), may, in accordance with the regulations, apply to the Minister for protection if they are subject to a removal order that is in force or are named in a certificate described in subsection 77(1).

112. (1) La personne se trouvant au Canada et qui n'est pas visée au paragraphe 115(1) peut, conformément aux règlements, demander la protection au ministre si elle est visée par une mesure de renvoi ayant pris effet ou nommée au certificat visé au paragraphe 77(1).

Demande de protection

Exception

(2) Despite subsection (1), a person may not apply for protection if

(2) Elle n'est pas admise à demander la protection dans les cas suivants :

Exception

- (a) they are the subject of an authority to proceed issued under section 15 of the *Extradition Act*;
- (b) they have made a claim to refugee protection that has been determined under paragraph 101(1)(e) to be ineligible;
- (c) in the case of a person who has not left Canada since the application for protection was rejected, the prescribed period has not expired; or
- (d) in the case of a person who has left Canada since the removal order came into force, less than six months have passed since they left Canada after their claim to refugee protection was determined to be ineligible, abandoned, withdrawn or re-

- a) elle est visée par un arrêté introductif d'instance pris au titre de l'article 15 de la *Loi sur l'extradition*;
- b) sa demande d'asile a été jugée irrecevable au titre de l'alinéa 101(1)e);
- c) si elle n'a pas quitté le Canada après le rejet de sa demande de protection, le délai prévu par règlement n'a pas expiré;
- d) dans le cas contraire, six mois ne se sont pas écoulés depuis son départ consécutif soit au rejet de sa demande d'asile ou de protection, soit à un prononcé d'irrecevabilité, de désistement ou de retrait de sa demande d'asile.

jected, or their application for protection was rejected.

Restriction

(3) Refugee protection may not result from an application for protection if the person

- (a) is determined to be inadmissible on grounds of security, violating human or international rights or organized criminality;
- (b) is determined to be inadmissible on grounds of serious criminality with respect to a conviction in Canada punished by a term of imprisonment of at least two years or with respect to a conviction outside Canada for an offence that, if committed in Canada, would constitute an offence under an Act of Parliament punishable by a maximum term of imprisonment of at least 10 years;
- (c) made a claim to refugee protection that was rejected on the basis of section F of Article 1 of the Refugee Convention; or
- (d) is named in a certificate referred to in subsection 77(1).

Consideration
of application

113. Consideration of an application for protection shall be as follows:

- (a) an applicant whose claim to refugee protection has been rejected may present only new evidence that arose after the rejection or was not reasonably available, or that the applicant could not reasonably have been expected in the circumstances to have presented, at the time of the rejection;
- (b) a hearing may be held if the Minister, on the basis of prescribed factors, is of the opinion that a hearing is required;
- (c) in the case of an applicant not described in subsection 112(3), consideration shall be on the basis of sections 96 to 98;
- (d) in the case of an applicant described in subsection 112(3), consideration shall be on the basis of the factors set out in section 97 and
 - (i) in the case of an applicant for protection who is inadmissible on grounds of serious criminality, whether they are a danger to the public in Canada, or
 - (ii) in the case of any other applicant, whether the application should be re-

(3) L'asile ne peut être conféré au demandeur dans les cas suivants :

Restriction

- a) il est interdit de territoire pour raison de sécurité ou pour atteinte aux droits humains ou internationaux ou criminalité organisée;
- b) il est interdit de territoire pour grande criminalité pour déclaration de culpabilité au Canada punie par un emprisonnement d'au moins deux ans ou pour toute déclaration de culpabilité à l'extérieur du Canada pour une infraction qui, commise au Canada, constituerait une infraction à une loi fédérale punissable d'un emprisonnement maximal d'au moins dix ans;
- c) il a été débouté de sa demande d'asile au titre de la section F de l'article premier de la Convention sur les réfugiés;
- d) il est nommé au certificat visé au paragraphe 77(1).

113. Il est disposé de la demande comme il suit :

Examen de la demande

- a) le demandeur d'asile débouté ne peut présenter que des éléments de preuve survenus depuis le rejet ou qui n'étaient alors pas normalement accessibles ou, s'ils étaient, qu'il n'était pas raisonnable, dans les circonstances, de s'attendre à ce qu'il les ait présentés au moment du rejet;
- b) une audience peut être tenue si le ministre l'estime requis compte tenu des facteurs réglementaires;
- c) s'agissant du demandeur non visé au paragraphe 112(3), sur la base des articles 96 à 98;
- d) s'agissant du demandeur visé au paragraphe 112(3), sur la base des éléments mentionnés à l'article 97 et, d'autre part :
 - (i) soit du fait que le demandeur interdit de territoire pour grande criminalité constitue un danger pour le public au Canada,
 - (ii) soit, dans le cas de tout autre demandeur, du fait que la demande devrait être rejetée en raison de la nature et de la

Effect of decision

fused because of the nature and severity of acts committed by the applicant or because of the danger that the applicant constitutes to the security of Canada.

114. (1) A decision to allow the application for protection has

- (a) in the case of an applicant not described in subsection 112(3), the effect of conferring refugee protection; and
- (b) in the case of an applicant described in subsection 112(3), the effect of staying the removal order with respect to a country or place in respect of which the applicant was determined to be in need of protection.

Cancellation of stay

(2) If the Minister is of the opinion that the circumstances surrounding a stay of the enforcement of a removal order have changed, the Minister may re-examine, in accordance with paragraph 113(d) and the regulations, the grounds on which the application was allowed and may cancel the stay.

Vacation of determination

(3) If the Minister is of the opinion that a decision to allow an application for protection was obtained as a result of directly or indirectly misrepresenting or withholding material facts on a relevant matter, the Minister may vacate the decision.

Effect of vacation

(4) If a decision is vacated under subsection (3), it is nullified and the application for protection is deemed to have been rejected.

Protection

115. (1) A protected person or a person who is recognized as a Convention refugee by another country to which the person may be returned shall not be removed from Canada to a country where they would be at risk of persecution for reasons of race, religion, nationality, membership in a particular social group or political opinion or at risk of torture or cruel and unusual treatment or punishment.

Exceptions

(2) Subsection (1) does not apply in the case of a person

- (a) who is inadmissible on grounds of serious criminality and who constitutes, in the opinion of the Minister, a danger to the public in Canada; or

gravité de ses actes passés ou du danger qu'il constitue pour la sécurité du Canada.

114. (1) La décision accordant la demande de protection a pour effet de conférer l'asile au demandeur; toutefois, elle a pour effet, s'agissant de celui visé au paragraphe 112(3), de surseoir, pour le pays ou le lieu en cause, à la mesure de renvoi le visant.

Effet de la décision

(2) Le ministre peut révoquer le sursis s'il estime, après examen, sur la base de l'alinéa 113d) et conformément aux règlements, des motifs qui l'ont justifié, que les circonstances l'ayant amené ont changé.

Révocation du sursis

(3) Le ministre peut annuler la décision ayant accordé la demande de protection s'il estime qu'elle découle de présentations erronées sur un fait important quant à un objet pertinent, ou de réticence sur ce fait.

Annulation de la décision

(4) La décision portant annulation emporte nullité de la décision initiale et la demande de protection est réputée avoir été rejetée.

Effet de l'annulation

Principle of Non-refoulement

Principe du non-refoulement

115. (1) Ne peut être renvoyée dans un pays où elle risque la persécution du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social ou de ses opinions politiques, la torture ou des traitements ou peines cruels et inusités, la personne protégée ou la personne dont il est statué que la qualité de réfugié lui a été reconnue par un autre pays vers lequel elle peut être renvoyée.

Principe

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'interdit de territoire :

- a) pour grande criminalité qui, selon le ministre, constitue un danger pour le public au Canada;

Exclusion

(b) who is inadmissible on grounds of security, violating human or international rights or organized criminality if, in the opinion of the Minister, the person should not be allowed to remain in Canada on the basis of the nature and severity of acts committed or of danger to the security of Canada.

Removal of refugee

(3) A person, after a determination under paragraph 101(1)(e) that the person's claim is ineligible, is to be sent to the country from which the person came to Canada, but may be sent to another country if that country is designated under subsection 102(1) or if the country from which the person came to Canada has rejected their claim for refugee protection.

Regulations

116. The regulations may provide for any matter relating to the application of this Division, and may include provisions respecting procedures to be followed with respect to applications for protection and decisions made under section 115, including the establishment of factors to determine whether a hearing is required.

25

b) pour raison de sécurité ou pour atteinte aux droits humains ou internationaux ou criminalité organisée si, selon le ministre, il ne devrait pas être présent au Canada en raison soit de la nature et de la gravité de ses actes passés, soit du danger qu'il constitue pour la sécurité du Canada.

(3) Une personne ne peut, après prononcé d'irrecevabilité au titre de l'alinéa 101(1)e, être renvoyée que vers le pays d'où elle est arrivée au Canada sauf si le pays vers lequel elle sera renvoyée a été désigné au titre du paragraphe 102(1) ou que sa demande d'asile a été rejetée dans le pays d'où elle est arrivée au Canada.

Renvoi de réfugié

15

116. Les règlements régissent l'application de la présente section et portent notamment sur la procédure applicable à la demande de protection et à une décision rendue sous le régime de l'article 115, notamment la détermination des facteurs applicables à la tenue d'une audience.

Règlements

20

PART 3

ENFORCEMENT

Human Smuggling and Trafficking

Organizing entry into Canada

117. (1) No person shall knowingly organize, induce, aid or abet the coming into Canada of one or more persons who are not in possession of a visa, passport or other document required by this Act.

Penalties — fewer than 10 persons

(2) A person who contravenes subsection (1) with respect to fewer than 10 persons is guilty of an offence and liable

(a) on conviction on indictment

- (i) for a first offence, to a fine of not more than \$500,000 or to a term of imprisonment of not more than 10 years, or to both; or
- (ii) for a subsequent offence, to a fine of not more than \$1,000,000 or to a term of imprisonment of not more than 14 years, or to both; and

Organisation d'entrée illégale au Canada

117. (1) Commet une infraction quiconque sciemment organise l'entrée au Canada d'une ou plusieurs personnes non munies des documents — passeport, visa ou autre — requis par la présente loi ou incite, aide ou encourage une telle personne à entrer au Canada.

Entrée illégale

(2) L'auteur de l'infraction visant moins de dix personnes est passible, sur déclaration de culpabilité :

a) par mise en accusation :

- (i) pour une première infraction, d'une amende maximale de cinq cent mille dollars et d'un emprisonnement maximal de dix ans, ou de l'une de ces peines,
- (ii) en cas de récidive, d'une amende maximale de un million de dollars et d'un emprisonnement maximal de quatorze ans, ou de l'une de ces peines;

Peines

40

	(b) on summary conviction, to a fine of not more than \$100,000 or to a term of imprisonment of not more than two years, or to both.	b) par procédure sommaire, d'une amende maximale de cent mille dollars et d'un emprisonnement maximal de deux ans, ou de l'une de ces peines.
Penalty — 10 persons or more	(3) A person who contravenes subsection (1) with respect to a group of 10 persons or more is guilty of an offence and liable on conviction by way of indictment to a fine of not more than \$1,000,000 or to life imprisonment, or to both.	5 (3) L'auteur de l'infraction visant un groupe de dix personnes et plus est passible, sur déclaration de culpabilité par mise en accusation, d'une amende maximale de un million de dollars et de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'une de ces peines. 10
No proceedings without consent	(4) No proceedings for an offence under this section may be instituted except by or with the consent of the Attorney General of Canada.	5 Peines (4) Il n'est engagé aucune poursuite pour une infraction prévue au présent article sans le consentement du procureur général du Canada.
Offence — trafficking in persons	118. (1) No person shall knowingly organize the coming into Canada of one or more persons by means of abduction, fraud, deception or use or threat of force or coercion.	10 118. (1) Commet une infraction quiconque 15 sciemment organise l'entrée au Canada d'une ou plusieurs personnes par fraude, tromperie, enlèvement ou menace ou usage de la force ou de toute autre forme de coercition.
Definition of “organize”	(2) For the purpose of subsection (1), “organize”, with respect to persons, includes their recruitment or transportation and, after 20 their entry into Canada, the receipt or harbouring of those persons.	15 Trafic de personnes (2) Sont assimilés à l'organisation le recrutement des personnes, leur transport à destination du Canada et, après l'entrée, à l'intérieur du pays, ainsi que l'accueil et l'hébergement de celles-ci.
Disembarking persons at sea	119. A person shall not disembark a person or group of persons at sea for the purpose of inducing, aiding or abetting them to come into 25 Canada in contravention of this Act.	20 Sens de « organisation » 119. Commet une infraction celui qui 25 débarque en mer une ou plusieurs personnes, en vue d'inciter, d'aider ou d'encourager leur entrée au Canada en contravention avec la présente loi.
Penalties	120. A person who contravenes section 118 or 119 is guilty of an offence and liable on conviction by way of indictment to a fine of not more than \$1,000,000 or to life imprisonment, or to both.	25 Peines 120. L'auteur de l'infraction visée aux articles 118 et 119 est passible, sur déclaration de culpabilité par mise en accusation, d'une amende maximale de un million de dollars et de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'une de ces peines. 35
Aggravating factors	121. (1) The court, in determining the penalty to be imposed under subsection 117(2) or (3) or section 120, shall take into account whether	30 Débarquement de personnes en mer 121. (1) Le tribunal tient compte, dans l'infraction de la peine visée aux paragraphes 117(2) et (3) et à l'article 120, des facteurs suivants : 35
	(a) bodily harm or death occurred during the commission of the offence;	30 Peines a) la mort est survenue ou des blessures ont été infligées;
	(b) the commission of the offence was for the benefit of, at the direction of or in association with a criminal organization; 40	b) l'infraction a été commise au profit ou sous la direction d'une organisation criminelle ou en association avec elle;
	(c) the commission of the offence was for profit, whether or not any profit was realized; and	c) l'infraction a été commise en vue de tirer un profit, que celui-ci ait été ou non réalisé;

<p>Definition of “criminal organization”</p>	<p>(d) a person was subjected to humiliating or degrading treatment, including with respect to work or health conditions or sexual exploitation as a result of the commission of the offence.</p>	<p>d) la personne est soumise à tout traitement dégradant ou attentatoire à la dignité humaine, notamment en ce qui touche les activités professionnelles, la santé ou l’exploitation sexuelle.</p>	5
<p>Documents</p>	<p>(2) For the purposes of paragraph (1)(b), “criminal organization” means an organization that is believed on reasonable grounds to be or to have been engaged in activity that is part of a pattern of criminal activity planned and organized by a number of persons acting in concert in furtherance of the commission of an offence punishable under an Act of Parliament by way of indictment or in furtherance of the commission of an offence outside Canada that, if committed in Canada, would constitute such an offence.</p>	<p>(2) On entend par organisation criminelle l’organisation dont il y a des motifs raisonnables de croire qu’elle se livre ou s’est livrée à des activités faisant partie d’un plan d’activités criminelles organisées par plusieurs personnes agissant de concert en vue de la perpétration d’une infraction à une loi fédérale punissable par mise en accusation ou de la perpétration, hors du Canada, d’une infraction qui, commise au Canada, constituerait une telle infraction.</p>	<p>Définition de « organisation criminelle »</p>
<p>Proof of offence</p>	<p>122. (1) No person shall, in order to contravene this Act,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) possess a passport, visa or other document, of Canadian or foreign origin, that purports to establish or that could be used to establish a person’s identity; (b) use such a document, including for the purpose of entering or remaining in Canada; or (c) import, export or deal in such a document. 	<p>122. (1) Commet une infraction quiconque, en vue de contrevenir à la présente loi et s’agissant de tout document — passeport, visa ou autre, qu’il soit canadien ou étranger — pouvant ou censé établir l’identité d’une personne :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l’a en sa possession; b) l’utilise, notamment pour entrer au Canada ou y séjourner; c) l’importe ou l’exporte, ou en fait le commerce. 	<p>Possession, utilisation ou commerce</p>
<p>Penalty</p>	<p>(2) Proof of the matters referred to in subsection (1) in relation to a forged document or a document that is blank, incomplete, altered or not genuine is, in the absence of evidence to the contrary, proof that the person intends to contravene this Act.</p>	<p>(2) La preuve de tout fait visé au paragraphe (1) quant à un document laissé en blanc, incomplet, modifié, contrefait ou illégitime vaut, sauf preuve contraire, preuve de l’intention de contrevenir à la présente loi.</p>	<p>Preuve</p>
<p>Aggravating factors</p>	<p>123. (1) Every person who contravenes</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) paragraph 122(1)(a) is guilty of an offence and liable on conviction on indictment to a term of imprisonment of up to five years; and (b) paragraph 122(1)(b) or (c) is guilty of an offence and liable on conviction on indictment to a term of imprisonment of up to 14 years. <p>(2) The court, in determining the penalty to be imposed, shall take into account whether</p>	<p>123. (1) L’auteur de l’infraction visée :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) à l’alinéa 122(1)a) est passible, sur déclaration de culpabilité par mise en accusation, d’un emprisonnement maximal de cinq ans; b) aux alinéas 122(1)b) ou c) est passible, sur déclaration de culpabilité par mise en accusation, d’un emprisonnement maximal de quatorze ans. <p>(2) Le tribunal tient compte dans l’infliction de la peine des facteurs suivants :</p>	<p>Peine</p>

- (a) the commission of the offence was for the benefit of, at the direction of or in association with a criminal organization as defined in subsection 121(2); and
- (b) the commission of the offence was for profit, whether or not any profit was realized.
- 5

General Offences

Contravention of Act

124. (1) Every person commits an offence who

- (a) contravenes a provision of this Act for 10 which a penalty is not specifically provided or fails to comply with a condition or obligation imposed under this Act;
- (b) escapes or attempts to escape from lawful custody or detention under this Act; 15 or
- (c) employs a foreign national in a capacity in which the foreign national is not authorized under this Act to be employed.

(2) For the purposes of paragraph (1)(c), a 20 person who fails to exercise due diligence to determine whether employment is authorized under this Act is deemed to know that it is not authorized.

(3) A person referred to in subsection 25 148(1) shall not be found guilty of an offence under paragraph (1)(a) if it is established that they exercised all due diligence to prevent the commission of the offence.

Deemed knowledge

Due diligence defence

Penalties

125. A person who commits an offence 30 under subsection 124(1) is liable

- (a) on conviction on indictment, to a fine of not more than \$50,000 or to imprisonment for a term of not more than two years, or to both; or
- (b) on summary conviction, to a fine of not more than \$10,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.
- 35

Counselling misrepresentation

126. Every person who knowingly coun- 40 sels, induces, aids or abets or attempts to counsel, induce, aid or abet any person to directly or indirectly misrepresent or withhold material facts relating to a relevant matter that

a) l'infraction a été commise au profit ou sous la direction d'une organisation criminelle — au sens du paragraphe 121(2) — ou en association avec elle;

b) l'infraction a été commise en vue de tirer 5 un profit, que celui-ci ait été ou non réalisé.

Infractions générales

124. (1) Commet une infraction quiconque :

- a) contrevient à une disposition de la présente loi pour laquelle aucune peine 10 n'est spécifiquement prévue ou aux conditions ou obligations imposées sous son régime;
- b) échappe ou tente d'échapper à sa déten- 15 tion;
- c) engage un étranger qui n'est pas autorisé en vertu de la présente loi à occuper cet emploi.

(2) Quiconque engage la personne visée à l'alinéa (1)c) sans avoir pris les mesures 20 voulues pour connaître sa situation est réputé savoir qu'elle n'était pas autorisée à occuper l'emploi.

(3) Est disculpée de l'infraction visée à l'alinéa (1)a) la personne visée au paragraphe 25 148(1) qui établit qu'elle a pris toutes les mesures voulues pour en prévenir la perpétra- tion.

125. L'auteur de l'infraction visée au para- 30 graphe 124(1) est passible, sur déclaration de culpabilité :

- a) par mise en accusation, d'une amende maximale de cinquante mille dollars et d'un emprisonnement maximal de deux ans, ou de l'une de ces peines;
- b) par procédure sommaire, d'une amende maximale de dix mille dollars et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.
- 35

126. Commet une infraction quiconque, 40 sciemment, incite, aide ou encourage ou tente d'inciter, d'aider ou d'encourager une personne à faire des présentations erronées sur un fait important quant à un objet pertinent ou de

Infraction générale

Présomption

Disculpation

Peine

Infraction en matière de fausses présentations

Misrepresen-tation

induces or could induce an error in the administration of this Act is guilty of an offence.

127. No person shall knowingly

- (a) directly or indirectly misrepresent or withhold material facts relating to a relevant matter that induces or could induce an error in the administration of this Act;
- (b) communicate, directly or indirectly, by any means, false or misleading information or declarations with intent to induce or deter immigration to Canada; or
- (c) refuse to be sworn or to affirm or declare, as the case may be, or to answer a question put to the person at an examination or at a proceeding held under this Act.

Penalties

128. A person who contravenes a provision of section 126 or 127 is guilty of an offence and liable

- (a) on conviction on indictment, to a fine of not more than \$100,000 or to imprisonment for a term of not more than five years, or to both; or
- (b) on summary conviction, to a fine of not more than \$50,000 or to imprisonment for a term of not more than two years, or to both.

Offences relating to officers

129. (1) Every person is guilty of an offence who

- (a) being an officer or an employee of the Government of Canada, knowingly makes or issues any false document or statement, or accepts or agrees to accept a bribe or other benefit, in respect of any matter under this Act or knowingly fails to perform their duties under this Act;
- (b) gives or offers to give a bribe or consideration to, or makes an agreement or arrangement with, an officer to induce the officer not to perform their duties under this Act;
- (c) falsely personates an officer or by any act or omission leads any person to believe that the person is an officer; or

réticence sur ce fait, et de ce fait entraîne ou risque d'entraîner une erreur dans l'application de la présente loi.

127. Commet une infraction quiconque

Fausses présentations
5

- a) fait des présentations erronées sur un fait important quant à un objet pertinent ou une réticence sur ce fait, et de ce fait entraîne ou risque d'entraîner une erreur dans l'application de la présente loi;
- b) communique, directement ou indirectement, peu importe le support, des renseignements ou déclarations faux ou trompeurs en vue d'encourager ou de décourager l'immigration au Canada;
- c) refuse de prêter serment ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle, ou encore de répondre à une question posée au cours d'un contrôle ou d'une audience.

128. L'auteur de l'infraction visée aux articles 126 et 127 est passible, sur déclaration de culpabilité :

- a) par mise en accusation, d'une amende maximale de cent mille dollars et d'un emprisonnement maximal de cinq ans, ou de l'une de ces peines;
- b) par procédure sommaire, d'une amende maximale de cinquante mille dollars et d'un emprisonnement maximal de deux ans, ou de l'une de ces peines.

Peine

30

129. (1) Commet une infraction :

Infractions relatives aux agents

- a) l'agent et tout fonctionnaire fédéral qui, sciemment, établit ou délivre un document faux, fait une fausse déclaration, se laisse corrompre, ou contrevient sciemment aux obligations que lui impose la présente loi;
- b) quiconque corrompt un agent pour l'inciter à manquer aux obligations que la présente loi lui impose, ou conclut un accord ou un arrangement avec lui dans le même but;
- c) quiconque usurpe l'identité d'un agent ou agit, par acte ou omission, de façon à laisser croire qu'il a cette qualité;

Punishment

(d) obstructs or impedes an officer in the performance of the officer's duties under this Act.

(2) Every person who is guilty of an offence under subsection (1) is liable

(a) on conviction on indictment, to a fine of not more than \$50,000 or to imprisonment for a term of not more than five years, or to both; or

(b) on summary conviction, to a fine of not more than \$10,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.

d) quiconque entrave l'action de l'agent dans l'exercice de ses fonctions.

(2) L'auteur de l'infraction est passible, sur Peine
5 déclaration de culpabilité :

a) par mise en accusation, d'une amende 5 maximale de cinquante mille dollars et d'un emprisonnement maximal de cinq ans, ou de l'une de ces peines;

b) par procédure sommaire, d'une amende maximale de dix mille dollars et d'un 10 emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

Proceeds of Crime

Possession of property obtained by certain offences

130. (1) No person shall possess any property or any proceeds of any property 15 knowing that all or any part of the property or of those proceeds was obtained or derived directly or indirectly as a result of the commission of an offence under subsection (2) or section 117, 118, 119, 122, 124, 126, 20 127, 129 or 131.

Laundering proceeds of certain offences

(2) No person shall use, transfer the possession of, send or deliver to any person or place, transport, transmit, alter, dispose of or otherwise deal with, in any manner or by any 25 means, any property or any proceeds of any property with intent to conceal or convert that property or those proceeds and knowing or believing that all or part of that property or those proceeds was obtained or derived direct- 30 ly or indirectly as a result of the commission of an offence under subsection (1) or section 117, 118, 119, 122, 124, 126, 127, 129 or 131.

Punishment

(3) Every person who contravenes subsection (1) or (2) commits an offence and is liable 35

(a) on conviction on indictment, to a fine of not more than \$500,000 or to imprisonment for a term of not more than 10 years, or to both; or

(b) on summary conviction, to a fine of not 40 more than \$100,000 or to imprisonment for a term of not more than two years, or to both.

Produits de la criminalité

Possession de biens d'origine criminelle

130. (1) Commet une infraction quiconque a en sa possession un bien, ou son produit, dont il sait qu'il a été obtenu ou provient, en tout ou en partie, directement ou indirectement, de la perpétration d'une infraction prévue au paragraphe (2) ou aux articles 117, 118, 119, 122, 124, 126, 127, 129 ou 131.

Recyclage des produits de la criminalité

(2) Commet une infraction quiconque utili-20 se, envoie, livre à une personne ou à un endroit, transporte, modifie ou aliène des biens ou leur produit — ou en transfère la possession —, ou effectue toutes autres opérations à leur égard, et ce de quelque façon que 25 ce soit, dans l'intention de les cacher ou de les convertir sachant ou croyant qu'ils ont été obtenus ou proviennent, en tout ou en partie, directement ou indirectement, de la perpétra- 30 tion d'une infraction prévue au paragraphe (1)30 ou aux articles 117, 118, 119, 122, 124, 126, 127, 129 ou 131.

(3) L'auteur de l'infraction est passible, sur Peine
35 déclaration de culpabilité :

a) par mise en accusation, d'une amende 35 maximale de cinq cent mille dollars et d'un emprisonnement maximal de dix ans, ou de l'une de ces peines;

b) par procédure sommaire, d'une amende maximale de cent mille dollars et d'un 40 emprisonnement maximal de deux ans, ou de l'une de ces peines.

Counselling
offence

131. Every person who knowingly induces, aids or abets or attempts to induce, aid or abet any person to contravene section 117, 118, 119, 122, 124, 129 or 130, or who counsels a person to do so, commits an offence and is liable to the same penalty as that person.

Part XII.2 of
the *Criminal
Code* applicable

132. Sections 462.3 and 462.32 to 462.5 of the *Criminal Code* apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of proceedings for an offence contrary to section 117, 118, 119, 122, 124, 126, 127, 129, 130 or 131.

Deferral

133. A person who has claimed refugee protection, and who came to Canada directly or indirectly from the country in respect of which the claim is made, may not be charged with an offence under section 122, paragraph 124(1)(a) or section 127 of this Act or under section 57, paragraph 340(c) or section 354, 366, 368, 374 or 403 of the *Criminal Code*, in relation to the coming into Canada of the person, pending disposition of their claim for refugee protection or if refugee protection is conferred.

Defence —
incorporation
by reference

134. No person may be found guilty of an offence or subjected to a penalty for the contravention of a provision of a regulation that incorporates material by reference, unless it is proved that, at the time of the alleged contravention,

- (a) the material was reasonably accessible to the person;
- (b) reasonable steps had been taken to ensure that the material was accessible to persons likely to be affected by the regulation; or
- (c) the material had been published in the *Canada Gazette*.

Offences
outside
Canada

135. An act or omission that would by reason of this Act be punishable as an offence if committed in Canada is, if committed outside Canada, an offence under this Act and may be tried and punished in Canada.

131. Commet une infraction quiconque, sciemment, incite, aide ou encourage ou tente d'inciter, d'aider ou d'encourager une personne à commettre l'infraction visée aux articles 117, 118, 119, 122, 124, 129 ou 130 ou conseille de la commettre ou comploté à cette fin ou est un complice après le fait; l'auteur est passible, sur déclaration de culpabilité de la peine prévue à la disposition en cause.

132. Les articles 462.3 et 462.32 à 462.5 du *Code criminel* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux procédures engagées à l'égard des infractions visées aux articles 117, 118, 119, 122, 124, 126, 127, 129, 130 ou 131.

Aide

Application
de la partie
XII.2 du
Code criminel

Prosecution of Offences

Règles visant les poursuites

133. L'auteur d'une demande d'asile ne peut, tant qu'il n'est statué sur sa demande, ni une fois que l'asile lui est conféré, être accusé d'une infraction visée à l'article 122, à l'alinéa 124(1)a) ou à l'article 127 de la présente loi et à l'article 57, à l'alinéa 340c) ou 20 aux articles 354, 366, 368, 374 ou 403 du *Code criminel*, dès lors qu'il est arrivé directement ou indirectement au Canada du pays duquel il cherche à être protégé et à la condition que l'infraction ait été commise à l'égard de son arrivée au Canada.

134. Aucune sanction ne peut découler de la contravention à un règlement dans laquelle un document est incorporé par renvoi, sauf s'il est prouvé que, au moment du fait reproché, le contrevenant pouvait avoir accès au document, les mesures voulues avaient été prises pour que les intéressés puissent y avoir accès ou que celui-ci était publié dans la *Gazette du Canada*.

Défense :
incorporation
par renvoi

35

135. L'auteur d'une infraction à la présente loi, même commise à l'étranger, peut être jugé et condamné au Canada.

Infraction
commise à
l'étranger

Venue	<p>136. (1) A proceeding in respect of an offence under this Act may be instituted, tried and determined at the place in Canada where the offence was committed or at the place in Canada where the person charged with the offence is or has an office or place of business at the time of the institution of those proceedings.</p>	<p>136. (1) La poursuite de l'infraction peut être intentée, entendue ou jugée, au Canada, au lieu de la perpétration ou au lieu où l'accusé se trouve ou au lieu où celui-ci exerce ses 5 activités.</p>	Compétence territoriale : infraction commise au Canada
Where commission outside Canada	<p>(2) A proceeding in respect of an offence under this Act that is committed outside Canada may be instituted, tried and determined at any place in Canada.</p>	<p>(2) La poursuite de l'infraction commise à l'étranger peut être intentée, entendue et jugée sur tout le territoire canadien.</p>	Perpétration à l'étranger
Forfeiture	<p><i>Forfeiture</i></p> <p>137. (1) A court that convicts a person of an offence under this Act may, in addition to any other punishment imposed, order that any offence-related property seized in relation to the offence be forfeited to Her Majesty in right of Canada.</p>	<p><i>Confiscation</i></p> <p>137. (1) Sur déclaration de culpabilité de l'auteur de l'infraction à la présente loi, le 15 tribunal peut prononcer, en sus de la peine infligée, la confiscation au profit de Sa Majesté du chef du Canada des biens infrac-15 tionnels saisis relativement à l'infraction.</p>	Confiscation
Regulations	<p>(2) The regulations may define the expression “offence-related property” for the purposes of this section, may provide for any matter relating to the application of this section, and may include provisions respecting the return to their lawful owner, disposition, or disposition of the proceeds of dispo-20 sition, of offence-related property that has been seized.</p>	<p>(2) Les règlements régissent l’application 15 du présent article, définissent le terme « biens infractionnels » et portent notamment sur la remise des biens confisqués à leur propriétaire légitime, la disposition des biens confisqués et l’affectation du produit de leur aliénation. 20</p>	Règlements
Powers of peace officer	<p><i>Officers Authorized to Enforce Act</i></p> <p>138. (1) An officer, if so authorized, has the authority and powers of a peace officer — including those set out in sections 487 to 492.2 30 of the <i>Criminal Code</i> — to enforce this Act, including any of its provisions with respect to the arrest, detention or removal from Canada of any person.</p>	<p><i>Agents d’application de la loi</i></p> <p>138. (1) L’agent détient, sur autorisation à cet effet, les attributions d’un agent de la paix, et notamment celles visées aux articles 487 à 492.2 du <i>Code criminel</i> pour faire appliquer la présente loi, notamment en ce qui touche25 l’arrestation, la détention et le renvoi hors du Canada.</p>	Attributions d’agent de la paix
Temporary assistants	<p>(2) An officer may, in cases of emergency, 35 employ a person to assist the officer in carrying out duties under this Act. That person has the authority and powers of the officer for a period of no more than 48 hours, unless approved by the Minister.</p>	<p>(2) En cas d’urgence, l’agent peut requérir l’assistance dans l’exercice de ses fonctions d’une ou de plusieurs personnes, lesquelles30 peuvent exercer les attributions de l’agent pour une période maximale, sauf autorisation 40 du ministre, de quarante-huit heures.</p>	Assistance temporaire
Search	<p>139. (1) An officer may search any person seeking to come into Canada and may search their luggage and personal effects and the means of transportation that conveyed the person to Canada if the officer believes on 45 reasonable grounds that the person</p>	<p>139. (1) L’agent peut fouiller la personne qui cherche à entrer au Canada, ainsi que ses35 bagages et le moyen de transport où elle se trouve, s’il a des motifs raisonnables de croire :</p>	Fouille

(a) has not revealed their identity or has hidden on or about their person documents that are relevant to their admissibility; or

(b) has committed, or possesses documents that may be used in the commission of, an offence referred to in section 117, 118 or 122.

a) qu'elle ne lui a pas révélé son identité ou dissimule sur elle ou près d'elle des documents relatifs à son entrée et à son séjour au Canada;

b) qu'elle a commis une infraction visée aux articles 117, 118 ou 122 ou a en sa possession des documents qui peuvent servir à commettre une telle infraction.

Search by person of same sex

(2) A search of a person under this section must be performed by a person of the same sex as the person being searched. If an officer of the same sex is not available, any suitable person of the same sex may be authorized by an officer to perform the search.

(2) La fouille doit être effectuée par un agent du même sexe que la personne fouillée; 10 faute de collègue du même sexe sur le lieu de la fouille, l'agent peut autoriser toute personne de ce sexe présentant les qualités voulues à y procéder.

Obligation de l'identité de sexe

Seizure

140. (1) An officer may seize and hold any means of transportation, document or other thing if the officer believes on reasonable grounds that it was fraudulently or improperly obtained or used or that the seizure is necessary to prevent its fraudulent or improper use or to carry out the purposes of this Act.

140. (1) L'agent peut saisir et retenir tous 15 moyens de transport, documents ou autres objets s'il a des motifs raisonnables de croire que la mesure est nécessaire en vue de l'application de la présente loi ou qu'ils ont été obtenus ou utilisés irrégulièrement ou fraudu-20 leusement, ou que la mesure est nécessaire pour en empêcher l'utilisation irrégulière ou frauduleuse.

Saisie

Interpretation

(2) Despite subsection 42(2) of the *Canada Post Corporation Act*, a thing or document that is detained under the *Customs Act* and seized by an officer is not in the course of post for the purposes of the *Canada Post Corpora- 25 tion Act*.

(2) Par dérogation au paragraphe 42(2) de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, tout 25 objet ou document détenu sous le régime de la *Loi sur les douanes* et saisi par un agent n'est pas en cours de transmission postale.

Précision

Regulations

(3) The regulations may provide for any matter relating to the application of this section and may include provisions respecting the deposit of security as a guarantee to 30 replace things that have been seized or that might otherwise be seized, and the return to their lawful owner, and the disposition, of things that have been seized.

(3) Les règlements régissent l'application du présent article et portent notamment sur le 30 dépôt d'une garantie en remplacement des biens saisis, la remise des biens saisis à leur propriétaire légitime et la disposition de ces biens.

Règlements

Oaths and evidence

141. Every officer has the authority to 35 administer oaths and to take and receive evidence under oath on any matter arising out of this Act.

141. L'agent peut faire prêter serment et 35 Preuve recueillir des témoignages ou éléments de preuve sous serment dans toute affaire relevante de la présente loi.

	<i>Peace Officers</i>	<i>Agents de la paix</i>	
Duties of peace officers to execute orders	<p>142. Every peace officer and every person in immediate charge or control of an immigrant station shall, when so directed by an officer, execute any warrant or written order issued under this Act for the arrest, detention or removal from Canada of any permanent resident or foreign national.</p>	<p>142. Les agents de la paix et les responsables immédiats d'un poste d'attente doivent, sur ordre de l'agent, exécuter les mesures — mandats et autres décisions érites — prises au titre de la présente loi — en 5 vue de l'arrestation, de la garde ou du renvoi.</p>	Obligations
Authority to execute warrants and orders	<p>143. A warrant issued or an order to detain made under this Act is, notwithstanding any other law, sufficient authority to the person to whom it is addressed or who may receive and execute it to arrest and detain the person with respect to whom the warrant or order was issued or made.</p>	<p>143. Par dérogation à toute autre règle de droit, les mandats ou mesures de mise en détention pris en vertu de la présente loi confèrent à leur destinataire ou à leur exécutant le pouvoir d'arrêter et de détenir la personne qui y est visée.</p>	Pouvoir d'exécuter des mandats et des mesures
Prosecution of designated offences	<p>144. (1) In addition to other procedures set out in this Act or in the <i>Criminal Code</i> for commencing a proceeding, proceedings in respect of any offence that is prescribed by regulation may be commenced in accordance with this section.</p>	<p>144. (1) En plus des modes de poursuite prévus par la présente loi et au <i>Code criminel</i>, les poursuites à l'égard des infractions désignées par règlement peuvent être intentées conformément au présent article.</p>	Poursuite des infractions désignées
Procedure	<p>(2) An officer may commence a proceeding by</p> <p>(a) completing a ticket that consists of a summons portion and an information portion;</p> <p>(b) delivering the summons portion of the ticket to the accused or mailing it to the accused at the accused's latest known address; and</p> <p>(c) filing the information portion of the ticket with a court of competent jurisdiction before or as soon as practicable after the summons portion has been delivered or mailed.</p>	<p>(2) L'agent :</p> <p>a) remplit les deux parties — sommation et dénonciation — du formulaire de convention;</p> <p>b) remet la sommation à l'accusé ou la lui envoie par la poste à sa dernière adresse connue;</p> <p>c) dépose la dénonciation auprès du tribunal compétent avant, ou dès que possible après, la remise ou l'envoi par la poste de la sommation.</p>	Formulaire de contravention
Content of ticket	<p>(3) The summons and information portions of a ticket must</p> <p>(a) set out a description of the offence and the time and place of its alleged commission;</p> <p>(b) include a statement, signed by the officer, that there are reasonable grounds to believe that the accused committed the offence;</p>	<p>(3) Les deux parties du formulaire comportent, outre ceux prévus par règlement, les éléments suivants :</p> <p>a) description de l'infraction et mention du lieu et du moment où elle aurait été commise;</p> <p>b) attestation par l'autorité selon laquelle elle a des motifs raisonnables de croire que l'accusé a commis l'infraction;</p>	Contenu du formulaire

	<p>(c) set out the amount of the prescribed fine for the offence and the manner in which and period within which it must be paid;</p> <p>(d) include a statement that, if the accused pays the fine within the period set out in the ticket, a conviction will be entered and recorded against the accused; and</p> <p>(e) include a statement that if the accused wishes to plead not guilty or for any other reason fails to pay the fine within the period set out in the ticket, the accused must appear in the court and at the time set out in the ticket.</p>	
Consequences of payment	<p>(4) Payment of the fine by the accused within the period set out in the ticket constitutes a plea of guilty to the offence described in the ticket and, following the payment,</p>	Conséquences du paiement
	<p>(a) a conviction shall be entered against the accused and no further action shall be taken against the accused in respect of that offence; and</p> <p>(b) any thing seized from the accused under this Act relating to the offence described in the ticket, or any proceeds realized from its disposition, are forfeited to Her Majesty in right of Canada and may be disposed of as the Minister directs.</p>	15
Regulations	<p>(5) The regulations may provide for any matter relating to the application of this section, and may include provisions prescribing</p> <p>(a) the offences referred to in subsection (1) and the manner in which those offences may be described in tickets; and</p> <p>(b) the amount of the fine, not exceeding \$10,000, for a prescribed offence.</p>	20 25

Debt Due to Her Majesty

Debts due

145. (1) The following amounts are debts due to Her Majesty in right of Canada payable on demand:

- (a) a debt incurred by Her Majesty for which any person is liable under this Act;
- (b) an amount that a person has agreed to pay as a deposit or guarantee of performance of an obligation under this Act;

Créances de Sa Majesté

145. (1) Constitue une créance de Sa Majesté du chef du Canada payable sur demande :

- a) le montant supporté par celle-ci à la place de celui à qui il incombe aux termes de la présente loi;
- b) le montant qu'une personne s'est engagée à payer à titre de cautionnement ou en

- (c) the costs incurred in removing a prescribed foreign national from Canada;
- (d) an amount that is ordered to be paid under section 147 on account of an unpaid liability; and
- (e) an amount referred to in paragraph 148(1)(g).

Debts due —
sponsors

(2) Subject to any federal-provincial agreement, an amount that a sponsor is required to pay under the terms of an undertaking is payable on demand to Her Majesty in right of Canada and Her Majesty in right of the province concerned and may be recovered by Her Majesty in either or both of those rights.

Recovery of
debt

- (3) A debt may be recovered at any time.

Certificates

146. (1) An amount or part of an amount payable under this Act that has not been paid may be certified by the Minister

- (a) without delay, if the Minister is of the opinion that the person liable for that amount is attempting to avoid payment; and
- (b) in any other case, on the expiration of 30 days after the default.

Judgments

(2) The certificate is to be filed and registered in the Federal Court and, when registered, has the same force and effect, and all proceedings may be taken, as if the certificate were a judgment obtained in the Court for a debt of the amount specified in the certificate plus interest to the day of payment.

Costs

(3) The costs of registering the certificate are recoverable in the same manner as if they had been included in the certificate.

Garnishment

147. (1) If the Minister is of the opinion that a person is or is about to become liable to make a payment to a person liable to make a payment under this Act, the Minister may, by written notice, order the first person to pay to the Receiver General, on account of the second person's liability, all or part of the money otherwise payable to the second person.

garantie de la bonne exécution de la présente loi;

- c) le montant des frais engagés pour le renvoi d'un étranger visé par règlement;
- d) le montant exigible au titre de l'article 147 à compter du défaut;
- e) tout montant visé à l'alinéa 148(1)g).

Créance :
répondants

(2) Sous réserve de tout accord fédéro-provincial, le montant que le répondant s'est engagé à payer au titre d'un engagement est payable sur demande et constitue une créance de Sa Majesté du chef du Canada et de Sa Majesté du chef de la province que l'une ou l'autre, ou les deux, peut recouvrer.

15 (3) Le recouvrement de la créance n'est pas affecté par le seul écoulement du temps.

Recouvrement

Collection of Debts Due to Her Majesty

Exécution des créances

146. (1) Le montant de tout ou partie d'une somme payable au titre de la présente loi et en souffrance peut être constaté par certificat du ministre sans délai, s'il est d'avis que le débiteur tente d'échapper au paiement, sinon, trente jours francs après le défaut.

Certificat

(2) Le certificat est déposé et enregistré à la Cour fédérale et est dès lors assimilé à un jugement de cette juridiction pour une dette du montant qui y est spécifié, majoré des intérêts prévus par la présente loi jusqu'à la date du paiement.

Jugement

(3) Les frais engagés pour l'enregistrement sont recouvrables de la même manière que s'ils avaient été eux-mêmes constatés par le certificat.

Frais

147. (1) S'il estime qu'une personne doit ou va bientôt devoir verser une somme à une personne tenue d'effectuer un versement au titre de la présente loi, le ministre peut, par avis écrit, ordonner que celle-ci remette au receveur général, pour imputation sur ce versement, tout ou partie des sommes payables à cette autre personne.

Saisie-arrêt

40

Applicability
to future
payments

(2) If the Minister, under subsection (1), orders an employer to pay to the Receiver General money otherwise payable to an employee as remuneration,

(a) the order is applicable to all future payments of remuneration until the liability is satisfied; and

(b) the employer shall pay to the Receiver General out of each payment of remuneration the amount that the Minister stipulates in the notice.

Discharge of
liability

(3) The receipt of the Minister is a good and sufficient discharge of the original liability to the extent of the payment.

Regulations

(4) The regulations may provide for any matter relating to the application of this section.

Obligation of
operators of
vehicles and
facilities

148. (1) A person who owns or operates a vehicle or a transportation facility, and an agent for such a person, must, in accordance with the regulations,

- (a) not carry to Canada a person who is prescribed or does not hold a prescribed document, or who an officer directs not be carried;
- (b) hold the prescribed documentation of a person whom it carries to Canada until an examination begins, present the person for examination and hold the person until the examination is completed;
- (c) arrange for a medical examination and medical treatment and observation of a person it carries to Canada;
- (d) provide prescribed information, including documentation and reports;
- (e) provide facilities for the holding and examination of persons being carried to Canada;
- (f) carry from Canada a person whom it has carried to or caused to enter Canada and who is prescribed or whom an officer directs to be carried;

(2) Dans le cas d'un employeur, l'ordre vaut pour tous les versements de rémunération à faire jusqu'à extinction de la dette, l'intéressé devant remettre au receveur général, par prélèvement sur chacun des versements de rémunération, la somme mentionnée dans l'avis.

Ordre valable
pour
versements à
venir

(3) Le reçu du ministre constitue une quittance valable et suffisante de l'obligation envers le débiteur de Sa Majesté, à concurrence du versement.

Quittance

(4) Les règlements régissent l'application du présent article.

Règlements

*Transportation Companies**Propriétaires et exploitants de véhicules et d'installations de transport*

148. (1) Le propriétaire ou l'exploitant d'un véhicule ou d'une installation de transport, et leur mandataire, sont tenus, conformément aux règlements, aux obligations suivantes :

- a) ne pas amener au Canada la personne visée par règlement, celle qui n'est pas munie des documents réglementaires ou celle qu'il désigne;
- b) présenter la personne qu'il amène au Canada et les documents réglementaires au contrôle et la détenir jusqu'à la fin de celui-ci;
- c) veiller à la mise en observation ou sous traitement des personnes qu'il amène au Canada;
- d) fournir les documents, rapports et renseignements requis;
- e) fournir des installations pour le contrôle des personnes amenées au Canada;
- f) sur avis ou dans les cas prévus par règlement faire sortir du Canada la personne qu'il a amenée ou fait amener;
- g) payer les frais prévus par règlement pour l'application des alinéas a), b), c) et f);
- h) fournir une garantie en vue de l'exécution de ses obligations.

Obligations
des
transporteurs

25

30

35

25

30

35

(g) pay for all prescribed costs and fees relating to paragraphs (a), (b), (c) and (f); and

(h) provide security for compliance with its obligations under paragraphs (a) to (g). 5

Seizure of
security for
compliance

(2) If a person who owns or operates a vehicle or a transportation facility, or an agent of such a person, fails to comply with an obligation under this Act, all or part of any security provided by the person and any vehicle or other prescribed good owned or operated by the person may be detained, seized or forfeited to Her Majesty in right of Canada.

Use of
information

149. The following provisions govern information provided under paragraph 148(1)(d):

(a) the information may be used only for the purposes of this Act or to identify a person for whom a warrant of arrest has been issued in Canada; and

(b) notice that the information was used must be given to the person to whom it relates.

Regulations

150. The regulations may provide for any matter relating to the purposes of sections 148 and 149, may define, for the purposes of this Act, terms used in those sections and may include provisions respecting

(a) the requirements and procedures applicable to a person who owns or operates a vehicle or a transportation facility;

(b) the costs and fees for which a person who owns or operates a vehicle or a transportation facility is liable; 35

(c) the procedures to be followed when a vehicle or other security is detained, seized, forfeited to Her Majesty in right of Canada or returned; and

(d) the procedures by which a person may make claim that their interest in a vehicle or other good is not affected by it being detained, seized or forfeited to Her Majesty in right of Canada. 40

(2) La sûreté qu'il a fournie et tout véhicule ou marchandise peuvent, si l'intéressé contre-vient aux obligations prévues par la présente loi, être retenus, saisis et confisqués au profit de Sa Majesté du chef du Canada. 5

Saisie

149. Les dispositions suivantes s'appliquent à l'alinéa 148(1)d) :

a) les renseignements ne peuvent être utilisés que dans l'application de la présente loi ou en vue d'identifier l'individu sous le coup d'un mandat d'arrestation délivré au Canada;

b) l'utilisation doit être notifiée à l'intéressé.

Utilisation des
renseignements

150. Les règlements régissent l'application des articles 148 et 149, définissent, pour l'application de la présente loi, les termes de ces articles et portent notamment sur :

a) les exigences et procédures applicables aux propriétaires ou exploitants de véhicules ou d'installations de transport;

b) les frais auxquels ils sont tenus;

c) les suites à donner aux saisies de véhicules ou d'installations;

d) la procédure de recouvrement du véhicule ou de l'installation par son véritable propriétaire ou exploitant. 25

Règlements

PART 4

IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

Immigration
and Refugee
Board

Composition

151. The Immigration and Refugee Board consists of the Refugee Protection Division, the Refugee Appeal Division, the Immigration Division and the Immigration Appeal Division.

152. The Board is composed of a Chairperson and other members as are required to ensure the proper functioning of the Board.

153. (1) The Chairperson and members of the Refugee Protection Division, Refugee Appeal Division and Immigration Appeal Division

(a) are appointed to the Board by the Governor in Council, to hold office during good behaviour for a term not exceeding seven years, subject to removal by the Governor in Council at any time for cause, to serve in a regional or district office of the Board;

(b) shall swear the oath or give the solemn affirmation of office set out in the rules of the Board;

(c) are eligible for reappointment in the same or another capacity;

(d) shall receive the remuneration that may be fixed by the Governor in Council;

(e) are entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred while absent in the course of their duties, in the case of a full-time member, from their ordinary place of work or, in the case of a part-time member, while absent from their ordinary place of residence;

(f) are deemed to be employed in the public service of Canada for the purposes of the *Public Service Superannuation Act*, the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*;

COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

Composition of Board

151. La Commission de l'immigration et du statut de réfugié est formée de quatre sections : Section de la protection des réfugiés, Section d'appel des réfugiés, Section de l'immigration, Section d'appel de l'immigration.

152. La Commission se compose du président et des autres commissaires nécessaires à l'exécution de ses travaux.

153. (1) Pour ce qui est du président et des 10 commissaires de la Section de la protection des réfugiés, de la Section d'appel des réfugiés et de la Section d'appel de l'immigration :

a) ils sont nommés à la Commission à titre inamovible pour un mandat maximal de 15 sept ans par le gouverneur en conseil, sous réserve de révocation motivée de sa part, à tel de ses bureaux régionaux ou de district;

b) ils prêtent le serment professionnel ou la déclaration dont le texte figure aux règles de la Commission;

c) ils peuvent recevoir un nouveau mandat, à des fonctions identiques ou non;

d) ils reçoivent le traitement fixé par le gouverneur en conseil;

e) ils ont droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de leurs fonctions hors de leur lieu habituel de travail, s'ils sont nommés à temps plein, ou de résidence, s'ils le sont à temps partiel;

f) ils sont réputés appartenir à l'administration publique fédérale pour l'application de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* et des règlements pris en vertu de l'article 9 de la *Loi sur l'aéronautique*;

g) ils ne détiennent ni n'acceptent de charge ou d'emploi — ni n'exercent d'activité — incompatibles avec leurs fonctions;

Commission de
l'immigration
et du statut de
réfugié

Composition

Président et
commissaires

25

30

40

Deputy Chairperson and Assistant Deputy Chairpersons

Full-time and part-time appointments

Qualification

Disposition after member ceases to hold office

Disposition if member unable to take part

Immunity and no summons

(g) may not accept or hold any office or employment or carry on any activity inconsistent with their duties and functions under this Act; and

(h) if appointed as full-time members, must 5 devote the whole of their time to the performance of their duties under this Act.

(2) One Deputy Chairperson for each Division referred to in subsection (1) and not more than 10 Assistant Deputy Chairpersons 10 are to be designated by the Governor in Council from among the full-time members of those Divisions.

(3) The Chairperson and the Deputy Chairpersons and Assistant Deputy Chairpersons of 15 the Divisions referred to in subsection (1) are appointed on a full-time basis and the other members are appointed on a full-time or part-time basis.

(4) The Deputy Chairperson of the Immigration Appeal Division and a majority of the Assistant Deputy Chairpersons of that Division and at least 10 per cent of the members of the Divisions referred to in subsection (1) must be members of at least five 20 years standing at the bar of a province or notaries of at least five years standing at the Chambre des notaires du Québec.

154. A former member of the Board, within eight weeks after ceasing to be a member, may 30 make or take part in a decision on a matter that they heard as a member, if the Chairperson so requests. For that purpose, the former member is deemed to be a member.

155. If a member of a three-member panel 35 is unable to take part in the disposition of a matter that the member has heard, the remaining members may make the disposition and, for that purpose, are deemed to constitute the applicable Division.

156. The following rules apply to the Chairperson and the members in respect of the exercise or purported exercise of their functions under this Act:

(a) no criminal or civil proceedings lie 45 against them for anything done or omitted to be done in good faith; and

h) ceux nommés à temps plein se consacrent exclusivement à l'exécution des fonctions qui leur sont conférées par la présente loi.

(2) Le vice-président de chacune des sections visées au paragraphe (1) et au plus dix 5 vice-présidents adjoints sont choisis par le gouverneur en conseil parmi les commissaires nommés à temps plein.

(3) Le président, les vice-présidents et les 15 vice-présidents adjoints exercent leurs fonctions à temps plein et les autres commissaires visés au paragraphe (1), à temps plein ou à temps partiel.

(4) Le vice-président de la Section d'appel de l'immigration, la majorité des vice-présidents adjoints de cette section et au moins dix pour cent des commissaires visés au paragraphe (1) sont obligatoirement inscrits, depuis au moins cinq ans, au barreau d'une province ou membres de la Chambre des notaires du Québec.

154. Le président peut demander à l'ancien commissaire de participer, dans les huit semaines suivant la cessation de ses fonctions, aux décisions à rendre sur les affaires qu'il 25 avait entendues; il conserve alors sa qualité.

155. En cas d'empêchement d'un des membres d'un tribunal de trois commissaires ayant instruit une affaire, les autres peuvent rendre la décision et, à cette fin, sont censés 30 constituer la section en cause.

40

156. Dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs fonctions, le président et les commissaires bénéficient de l'immunité civile et pénale pour les faits — actes ou omissions — ac-35 complis et des énonciations faites de bonne foi et ne sont, au civil, ni habiles à témoigner ni contraignables.

Vice-présidents et adjoints

Exercice des fonctions

Qualité

Démissionnaires

Empêchement

Immunité et incontraintabilité

(b) they are not competent or compellable to appear as a witness in any civil proceedings.

	<i>Head Office and Staff</i>	<i>Siège et personnel</i>	
Head office	157. (1) The head office of the Board shall be in the National Capital Region as described in the schedule to the <i>National Capital Act</i> .	157. (1) La Commission a son siège dans la 5 région de la capitale nationale définie à l'annexe de la <i>Loi sur la capitale nationale</i> .	Siège
Residence — Chairperson	(2) The Chairperson must live in the National Capital Region or within reasonable commuting distance of it.	(2) Le président doit résider dans cette région ou dans un lieu suffisamment proche. 5	Résidence : président
Personnel	158. The Executive Director and other 10 personnel necessary for the proper conduct of the business of the Board shall be appointed in accordance with the <i>Public Service Employment Act</i> , and the personnel are deemed to be employed in the Public Service for the purposes of the <i>Public Service Superannuation Act</i> . 15	158. Le secrétaire général et le personnel nécessaire à l'exécution des travaux de la Commission sont nommés conformément à la <i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i> , ce dernier étant réputé appartenir à la fonction 10 publique fédérale pour l'application de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i> .	Personnel
	<i>Duties of Chairperson</i>	<i>Présidence de la Commission</i>	
Chairperson	159. (1) The Chairperson is, by virtue of holding that office, a member of each Division of the Board and is the chief executive officer 20 of the Board. In that capacity, the Chairperson (a) has supervision over and direction of the work and staff of the Board; (b) may at any time assign a member appointed under paragraph 153(1)(a) to the 25 Refugee Protection Division, the Refugee Appeal Division and the Immigration Appeal Division; (c) may at any time, notwithstanding paragraph 153(1)(a), assign a member, other than a member of the Immigration Division, to work in another regional or district office in order to satisfy operational requirements, but an assignment may not exceed 90 days without the approval of the Governor in Council; (d) designates from among the full-time members of the Board coordinating members for a Division, other than the Immigration Division; (e) assigns administrative functions to the members of the Board; (f) apportions work among the members of the Board and fixes the place, date and time of proceedings; 40 45	159. (1) Le président est le premier dirigeant de la Commission ainsi que membre d'office des quatre sections; à ce titre : 15 a) il assure la direction et contrôle la gestion des activités et du personnel de la Commission; b) il peut assigner les commissaires nommés au titre de l'alinéa 153(1)a) à la Section 20 de la protection des réfugiés, à la Section d'appel des réfugiés et à la Section d'appel de l'immigration; c) il peut, malgré l'alinéa 153(1)a) et s'il l'estime nécessaire pour le fonctionnement 25 de la Commission, affecter les commissaires, autres que ceux de la Section de l'immigration, à tout bureau régional ou de district pour une période maximale, sauf autorisation du gouverneur en conseil, de 30 quatre-vingt-dix jours; d) il choisit parmi les commissaires à temps plein des commissaires coordonnateurs qu'il affecte à telle des sections autres que la Section de l'immigration; 35 e) il confie des fonctions administratives aux commissaires; f) il répartit les affaires entre les commissaires et fixe les lieux, dates et heures des séances; 40	Fonctions

(g) takes any action that may be necessary to ensure that the members of the Board carry out their duties efficiently and without undue delay;

(h) may issue guidelines in writing to members of the Board and identify decisions of the Board as jurisprudential guides, after consulting with the Deputy Chairpersons and the Director General of the Immigration Division, to assist members in carrying out their duties; and

(i) may appoint and, subject to the approval of the Treasury Board, fix the remuneration of experts or persons having special knowledge to assist the Divisions in any matter. 15

Delegation

(2) The Chairperson may delegate any of his or her powers under this Act to a member of the Board, other than a member of the Immigration Division, except that

- (a) powers conferred under subsection 161(1) may not be delegated;
- (b) powers referred to in paragraphs (1)(a) and (i) may be delegated to the Executive Director of the Board; and
- (c) powers in relation to the Immigration Division may only be delegated to the Director General, directors or members of that Division.

Absence, incapacity or vacancy

160. In the event of the absence or incapacity of the Chairperson, or if the office of Chairperson is vacant, the Minister may authorize one of the Deputy Chairpersons or any other member of the Board to act as Chairperson.

Rules

161. (1) Subject to the approval of the Governor in Council, and in consultation with the Deputy Chairpersons and the Director General of the Immigration Division, the Chairperson may make rules respecting

- (a) the activities, practice and procedure of each of the Divisions of the Board, including the periods for appeal, the priority to be given to proceedings, the notice that is required and the period in which notice must be given;

45

g) il prend les mesures nécessaires pour que les commissaires remplissent leurs fonctions avec diligence et efficacité;

h) après consultation des vice-présidents et du directeur général de la Section de l'immigration et en vue d'aider les commissaires dans l'exécution de leurs fonctions, il donne des directives écrites aux commissaires et précise les décisions de la Commission qui serviront de guide jurisprudentiel; 10

i) il engage des experts compétents dans les domaines relevant du champ d'activité des sections et, avec l'agrément du Conseil du Trésor, fixe leur rémunération.

(2) Le président peut déléguer ses pouvoirs aux commissaires, autres que ceux de la Section de l'immigration, ceux prévus aux alinéas (1)a) et i) au secrétaire général de la Commission et ceux en matière d'immigration au directeur général et aux directeurs aux commissaires de la Section de l'immigration, ceux prévus au paragraphe 161(1) ne pouvant être délégués.

Cas d'absence ou d'empêchement

160. En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, le ministre peut autoriser un des vice-présidents, ou tout autre commissaire qu'il estime indiqué, à exercer la présidence.

*Functioning of Board**Fonctionnement*

161. (1) Sous réserve de l'agrément du gouverneur en conseil et en consultation avec les vice-présidents et le directeur général de la Section de l'immigration, le président peut prendre des règles visant :

- a) les travaux, la procédure et la pratique des sections, et notamment les délais pour interjeter appel de leurs décisions, l'ordre de priorité pour l'étude des affaires et les préavis à donner, ainsi que les délais afférents;

	(b) the conduct of persons in proceedings before the Board, as well as the consequences of, and sanctions for, the breach of those rules;	b) la conduite des personnes dans les affaires devant la Commission, ainsi que les conséquences et sanctions applicables aux manquements aux règles de conduite;
	(c) the information that may be required and the manner in which, and the time within which, it must be provided with respect to a proceeding before the Board; and	c) la teneur, la forme, le délai de présentation et les modalités d'examen des renseignements à fournir dans le cadre d'une affaire dont la Commission est saisie;
	(d) any other matter considered by the Chairperson to require rules.	d) toute autre mesure nécessitant, selon lui, la prise de règles.

Tabling in Parliament

(2) The Minister shall cause a copy of any rule made under subsection (1) to be laid before each House of Parliament on any of the first 15 days on which that House is sitting after the approval of the rule by the Governor in Council.

10

(2) Le ministre fait déposer le texte des règles devant chacune des chambres du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant leur agrément par le gouverneur en conseil.

15
Dépôt devant le Parlement

Sole and exclusive jurisdiction

162. (1) Each Division of the Board has, in respect of proceedings brought before it under this Act, sole and exclusive jurisdiction to hear and determine all questions of law and fact, including questions of jurisdiction.

162. (1) Chacune des sections a compétence exclusive pour connaître des questions de droit et de fait — y compris en matière de compétence — dans le cadre des affaires dont elle est saisie.

20
Compétence exclusive

Procedure

(2) Each Division shall deal with all proceedings before it as informally and quickly as the circumstances and the considerations of fairness and natural justice permit.

(2) Chacune des sections fonctionne, dans la mesure où les circonstances et les considérations d'équité et de justice naturelle le permettent, sans formalisme et avec célérité.

Fonctionnement

Composition of panels

163. Matters before a Division shall be conducted before a single member unless, except for matters before the Immigration Division, the Chairperson is of the opinion that a panel of three members should be constituted.

163. Les affaires sont tenues devant un seul commissaire sauf si, exception faite de la Section de l'immigration, le président estime nécessaire de constituer un tribunal de trois commissaires.

25
Composition des tribunaux

Presence of parties

164. Where a hearing is held by a Division, it may, in the Division's discretion, be conducted in the presence of, or by a means of live telecommunication with, the person who is the subject of the proceedings.

164. Les audiences des sections peuvent être tenues en présence de la personne en cause ou en direct par l'intermédiaire d'un moyen de télécommunication.

30
Présence des parties

Powers of a commissioner

165. The Refugee Protection Division and the Immigration Division and each member of those Divisions have the powers and authority of a commissioner appointed under Part I of the *Inquiries Act* and may do any other thing they consider necessary to provide a full and proper hearing.

165. La Section de la protection des réfugiés et la Section de l'immigration et chacun de ses commissaires sont investis des pouvoirs d'un commissaire nommé aux termes de la partie I de la *Loi sur les enquêtes* et peuvent prendre les mesures que ceux-ci jugent utiles à la procédure.

40
Pouvoir d'enquête

166. Proceedings before a Division are to be conducted as follows:

- (a) subject to the other provisions of this section, proceedings must be held in public;
- (b) on application or on its own initiative, 5 the Division may conduct a proceeding in private, or take any other measure that it considers necessary to ensure the confidentiality of the proceedings, if, after having considered all available alternate measures, 10 the Division is satisfied that there is
 - (i) a serious possibility that the life, liberty or security of a person will be endangered if the proceeding is held in public, 15
 - (ii) a real and substantial risk to the fairness of the proceeding such that the need to prevent disclosure outweighs the societal interest that the proceeding be conducted in public, or 20
 - (iii) a real and substantial risk that matters involving public security will be disclosed;
- (c) subject to paragraph (d), proceedings before the Refugee Protection Division and 25 the Immigration Division concerning a claimant of refugee protection, proceedings concerning cessation and vacation applications and proceedings before the Refugee Appeal Division must be held in private; 30
- (d) on application or on its own initiative, the Division may conduct a proceeding in public, or take any other measure that it considers necessary to ensure the appropriate access to the proceedings if, after having 35 considered all available alternate measures and the factors set out in paragraph (b), the Division is satisfied that it is appropriate to do so;
- (e) despite paragraphs (b) and (c), a representative or agent of the United Nations High Commissioner for Refugees is entitled to observe proceedings concerning a protected person or a person who has made a claim to refugee protection; and 45
- (f) despite paragraph (e), the representative or agent may not observe any part of the

166. S'agissant des séances des sections :

Séances

- a) elles sont, en principe, tenues en public;
- b) sur demande ou d'office, la section peut accorder le huis clos ou toute autre mesure jugée nécessaire pour assurer la confidentialité des débats sur preuve, après examen de toutes les solutions de rechange à sa disposition, que, selon le cas :
 - (i) il y a une sérieuse possibilité que la vie, la liberté ou la sécurité d'une personne puisse être mise en danger par la publicité des débats,
 - (ii) il y a un risque sérieux d'atteinte au droit à une procédure équitable de sorte que la nécessité d'empêcher la divulgation de renseignements l'emporte sur l'intérêt qu'a la société à la publicité des débats,
 - (iii) il y a un risque sérieux de divulgation de questions touchant la sécurité publique;
- c) les affaires intéressant le demandeur d'asile devant la Section de la protection des réfugiés et la Section de l'immigration et les demandes d'annulation et de constatation de perte sont tenues à huis clos, ainsi que celles devant la Section d'appel des réfugiés;
- d) toutefois, sur demande ou d'office, la publicité des débats peut être accordée, assortie de toute mesure jugée nécessaire pour assurer la confidentialité des débats, sur preuve, après examen de toutes les solutions de rechange à la disposition de la section et des facteurs visés à l'alinéa b), qu'il est indiqué de le faire;
- e) malgré les alinéas b) et c) le représentant ou mandataire du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés peut participer à titre d'observateur aux séances touchant les demandeurs d'asile ou les personnes protégées;
- f) il ne peut toutefois participer à tout ou partie des séances où sont en cause des renseignements qui font l'objet d'une demande d'interdiction de divulgation au titre du paragraphe 86(1), tant qu'elle n'est pas

proceedings that deals with information protected under subsection 86(1), or with information in respect of which an application has been made and not rejected under subsection 86(1).	rejetée, ou dont la divulgation a été interdite.	Conseil
Right to counsel	5 167. (1) Both a person who is the subject of Board proceedings and the Minister may, at their own expense, be represented by a barrister or solicitor or other counsel.	5 Conseil
Representation	(2) If a person who is the subject of 10 proceedings is under 18 years of age or unable, in the opinion of the applicable Division, to appreciate the nature of the proceedings, the Division shall designate a person to represent the person. 15	Représentation (2) Est commis d'office un représentant à l'intéressé qui n'a pas dix-huit ans ou n'est pas, selon la section, en mesure de comprendre la nature de la procédure.
Abandonment of proceeding	168. (1) A Division may determine that a proceeding before it has been abandoned if the Division is of the opinion that the applicant is in default in the proceedings, including by failing to appear for a hearing, to provide 20 information required by the Division or to communicate with the Division on being requested to do so. 10 (2) A Division may refuse to allow an applicant to withdraw from a proceeding if it 25 is of the opinion that the withdrawal would be an abuse of process under its rules. 20	Désistement 168. (1) Chacune des sections peut prononcer le désistement dans l'affaire dont elle est saisie si elle estime que l'intéressé omet de poursuivre l'affaire, notamment par défaut de comparution, de fournir les renseignements qu'elle peut requérir ou de donner suite à ses 15 demandes de communication. 20 (2) Chacune des sections peut refuser le retrait de l'affaire dont elle est saisie si elle constate qu'il y a abus de procédure, au sens des règles, de la part de l'intéressé. 25
Abuse of process	169. In the case of a decision of a Division, other than an interlocutory decision: 30 (a) the decision takes effect in accordance with the rules; (b) reasons for the decision must be given; (c) the decision may be rendered orally or in writing, except a decision of the Refugee Appeal Division, which must be rendered in writing; 35 (d) if the Refugee Protection Division rejects a claim, written reasons must be provided to the claimant and the Minister; (e) if the person who is the subject of 40 proceedings before the Board or the Minister requests reasons for a decision within 10 days of notification of the decision, or in circumstances set out in the rules of the Board, the Division must provide written 45 reasons; and 40	Abus de procédure 169. Les dispositions qui suivent s'appliquent aux décisions, autres qu'interlocutoires, des sections : 25 a) elles prennent effet conformément aux règles; b) elles sont motivées; 20 c) elles sont rendues oralement ou par écrit, celles de la Section d'appel des réfugiés devant toutefois être rendues par écrit; d) le rejet de la demande d'asile par la 30 Section de la protection des réfugiés est motivé par écrit et les motifs sont transmis au demandeur et au ministre; e) les motifs écrits sont transmis à la personne en cause et au ministre sur demandé dans les dix jours suivant la notification ou dans les cas prévus par les règles de la Commission; 35 f) les délais de contrôle judiciaire courrent à compter du dernier en date des faits suivant la notification ou dans les cas prévus par les règles de la Commission; 40
Decisions and reasons		Décisions

(f) the period in which to apply for judicial review with respect to a decision of the Board is calculated from the giving of notice of the decision or from the sending of written reasons, whichever is later.

5

Proceedings

Refugee Protection Division

170. The Refugee Protection Division, in any proceeding before it,

- (a) may inquire into any matter that it considers relevant to establishing whether a claim is well-founded;
- (b) must hold a hearing;
- (c) must notify the person who is the subject of the proceeding and the Minister of the hearing;
- (d) must provide the Minister, on request, with the documents and information referred to in subsection 100(4);
- (e) must give the person and the Minister a reasonable opportunity to present evidence, question witnesses and make representations;
- (f) may, despite paragraph (b), allow a claim for refugee protection without a hearing, if the Minister has not notified the Division, within the period set out in the rules of the Board, of the Minister's intention to intervene;
- (g) is not bound by any legal or technical rules of evidence;
- (h) may receive and base a decision on evidence that is adduced in the proceedings and considered credible or trustworthy in the circumstances; and
- (i) may take notice of any facts that may be judicially noticed, any other generally recognized facts and any information or opinion that is within its specialized knowledge.

Proceedings

Refugee Appeal Division

171. In the case of a proceeding of the Refugee Appeal Division,

- (a) the Minister may, after giving notice within the period that is required by the rules, intervene in the appeal, including for the purpose of filing submissions;

vants : notification de la décision et transmission des motifs écrits.

Section de la protection des réfugiés

170. Dans toute affaire dont elle est saisie, la Section de la protection des réfugiés :

- a) procède à tous les actes qu'elle juge utiles à la manifestation du bien-fondé de la demande;
- b) dispose de celle-ci par la tenue d'une audience;
- c) convoque la personne en cause et le ministre;
- d) transmet au ministre, sur demande, les renseignements et documents fournis au titre du paragraphe 100(4);
- e) donne à la personne en cause et au ministre la possibilité de produire des éléments de preuve, d'interroger des témoins et de présenter des observations;
- f) peut accueillir la demande d'asile sans qu'une audience soit tenue si le ministre ne lui a pas, dans le délai prévu par les règles, donné avis de son intention d'intervenir;
- g) n'est pas liée par les règles légales ou techniques de présentation de la preuve;
- h) peut recevoir les éléments qu'elle juge crédibles ou dignes de foi en l'occurrence et fonder sur eux sa décision;
- i) peut admettre d'office les faits admissibles en justice et les faits généralement reconnus et les renseignements ou opinions qui sont du ressort de sa spécialisation.

Fonctionnement

Section d'appel des réfugiés

171. S'agissant de la Section d'appel des réfugiés :

- a) le ministre peut, sur avis donné conformément aux règles, intervenir à l'appel, notamment pour y déposer ses observations;

Procédure

(b) the Division may take notice of any facts that may be judicially noticed and of any other generally recognized facts and any information or opinion that is within its specialized knowledge; and
 (c) a decision of a panel of three members of the Refugee Appeal Division has, for the Refugee Protection Division and for a panel of one member of the Refugee Appeal Division, the same precedential value as a 10 decision of an appeal court has for a trial court.

5

b) la section peut admettre d'office les faits admissibles en justice et les faits généralement reconnus et les renseignements ou opinions qui sont du ressort de sa spécialisation;

5

c) la décision du tribunal constitué de trois commissaires a la même valeur de précédent pour le tribunal constitué d'un commissaire unique et la Section de protection des réfugiés que celle d'une cour d'appel a 10 pour une cour de première instance.

Immigration Division

Composition

172. (1) The Immigration Division consists of the Director General and other directors and members necessary to carry out its functions 15 and who are employed in accordance with the *Public Service Employment Act*.

Powers

(2) The Director General and the directors of the Immigration Division have all the powers and may carry out the duties and 20 functions of members of the Division.

Proceedings

173. The Immigration Division, in any proceeding before it,

- (a) must, where practicable, hold a hearing;
- (b) must give notice of the proceeding to the 25 Minister and to the person who is the subject of the proceeding and hear the matter without delay;
- (c) is not bound by any legal or technical rules of evidence; and
 30
- (d) may receive and base a decision on evidence adduced in the proceedings that it considers credible or trustworthy in the circumstances.

30

Section de l'immigration

Composition

172. (1) La Section de l'immigration se compose du directeur général, des directeurs et des commissaires, nommés conformément à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, 15 nécessaires à l'exercice de sa juridiction.

Précision

(2) Le directeur général et les directeurs peuvent exercer les fonctions des commissaires de la Section de l'immigration.

Court of record

174. (1) The Immigration Appeal Division 35 is a court of record and shall have an official seal, which shall be judicially noticed.

Powers

(2) The Immigration Appeal Division has all the powers, rights and privileges vested in a superior court of record with respect to any 40 matter necessary for the exercise of its jurisdiction, including the swearing and examination of witnesses, the production and inspection of documents and the enforcement of its orders.

45

173. Dans toute affaire dont elle est saisie, 20 Fonctionnement la Section de l'immigration :

- a) dispose de celle-ci, dans la mesure du possible, par la tenue d'une audience;
- b) convoque la personne en cause et le ministre à une audience et la tient dans les 25 meilleurs délais;
- c) n'est pas liée par les règles légales ou techniques de présentation de la preuve;
- d) peut recevoir les éléments qu'elle juge crédibles ou dignes de foi en l'occurrence et 30 fonder sur eux sa décision.

Section d'appel de l'immigration

Cour d'archives

174. (1) La Section d'appel de l'immigration est une cour d'archives; elle a un sceau officiel dont l'authenticité est admise d'office.

Pouvoirs

(2) La Section d'appel a les attributions 35 d'une juridiction supérieure sur toute question relevant de sa compétence et notamment pour la comparution et l'interrogatoire des témoins, la prestation de serment, la production et l'examen des pièces, ainsi que l'exécution 40 de ses décisions.

Proceedings

175. (1) The Immigration Appeal Division, in any proceeding before it,

- (a) must, in the case of an appeal under subsection 63(4), hold a hearing;
- (b) is not bound by any legal or technical rules of evidence; and
- (c) may receive and base a decision on evidence adduced in the proceedings that it considers credible or trustworthy in the circumstances.

10

Presence of permanent resident

(2) In the case of an appeal by a permanent resident under subsection 63(4), the Immigration Appeal Division may, after considering submissions from the Minister and the permanent resident and if satisfied that the presence of the permanent resident at the hearing is necessary, order the permanent resident to physically appear at the hearing, in which case an officer shall issue a travel document for that purpose.

20

175. (1) Dans toute affaire dont elle est saisie, la Section d'appel de l'immigration :

- a) dispose de l'appel formé au titre du paragraphe 63(4) par la tenue d'une audience;
- b) n'est pas liée par les règles légales ou techniques de présentation de la preuve;
- c) peut recevoir les éléments qu'elle juge crédibles ou dignes de foi en l'occurrence et fonder sur eux sa décision.

5

Fonctionnement

(2) Pour l'appel formé au titre du paragraphe 63(4), la section peut, le ministre et le résident permanent ayant été entendus et la nécessité de la présence de ce dernier ayant été prouvée, ordonner sa comparution; l'agent délivre alors un titre de voyage à cet effet.

Comparution du résident permanent

Request

176. (1) The Chairperson may request the Minister to decide whether any member, except a member of the Immigration Division, should be subject to remedial or disciplinary measures for a reason set out in subsection (2).

25

Reasons

(2) The request is to be based on the reason that the member has become incapacitated from the proper execution of that office by reason of infirmity, has been guilty of misconduct, has failed in the proper execution of that office or has been placed, by conduct or otherwise, in a position that is incompatible with due execution of that office.

Measures

177. On receipt of the request, the Minister may take one or more of the following measures:

176. (1) Le président peut demander au ministre de décider si des mesures correctives ou disciplinaires s'imposent à l'égard d'un commissaire non rattaché à la Section de l'immigration.

Demande

(2) La demande est fondée sur le fait que le commissaire n'est plus en état de s'acquitter efficacement de ses fonctions pour cause d'invalidité, s'est rendu coupable de manquement à l'honneur ou à la dignité, a manqué aux devoirs de sa charge ou s'est placé en situation d'incompatibilité, par sa propre faute ou pour toute autre cause.

Motifs de la demande

177. Le ministre peut, sur réception de la demande, prendre telle des mesures suivantes :

- (a) obtain, in an informal and expeditious manner, any information that the Minister considers necessary;
- (b) refer the matter for mediation, if the Minister is satisfied that the issues in relation to the request may be appropriately resolved by mediation;
- (c) request of the Governor in Council that an inquiry be held under section 178; or

45

a) obtenir de façon expéditive et sans formalités les renseignements qu'il estime nécessaires;

35

b) soumettre la question à la médiation s'il estime que celle-ci peut ainsi être réglée de façon satisfaisante;

c) demander au gouverneur en conseil la tenue de l'enquête prévue à l'article 178;

40

Mesures

Appointment
of inquirer

(d) advise the Chairperson that the Minister considers that it is not necessary to take further measures under this section or sections 178 to 185.

d) informer le président qu'il n'estime pas nécessaire de prendre de mesure au titre du présent article et des articles 178 à 185.

Powers

178. On receipt of a request referred to in paragraph 177(c), the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister of Justice, appoint a judge of a superior court to conduct an inquiry.

5 **178.** Saisi de la demande prévue à l'alinéa 5 177c), le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre de la Justice, nommer à titre d'enquêteur un juge d'une juridiction supérieure.

Nomination
d'un
enquêteur

179. The judge has all the powers, rights 10 and privileges that are vested in a superior court, including the power

179. L'enquêteur a alors les attributions 10 d'une juridiction supérieure; il peut notamment :

Pouvoirs
d'enquête

(a) to issue a summons requiring any person to appear at the time and place mentioned in the summons to testify about all matters 15 within that person's knowledge relative to the inquiry and to produce any document or thing relative to the inquiry that the person has or controls; and

a) par citation adressée aux personnes ayant connaissance des faits se rapportant à l'affaire dont il est saisi, leur enjoindre de comparaître comme témoins aux date, 15 heure et lieu indiqués et de produire tous documents ou autres pièces, utiles à l'affaire, dont elles ont la possession ou la responsabilité;

(b) to administer oaths and examine any 20 person on oath.

b) faire prêter serment et interroger sous 20 serment.

Staff

180. The judge may engage the services of counsel and other persons having technical or specialized knowledge to assist the judge in conducting the inquiry, establish the terms and 25 conditions of their engagement and, with the approval of the Treasury Board, fix and pay their remuneration and expenses.

180. L'enquêteur peut retenir les services 25 des experts, avocats ou autres personnes dont il estime le concours utile pour l'enquête, définir leurs fonctions et leurs conditions d'emploi et, avec l'approbation du Conseil du Trésor, fixer et payer leur rémunération et leurs frais.

Personnel

Exceptions to
public hearing

181. (1) An inquiry must be held in public. However, the judge may, on application, take 30 any appropriate measures and make any order that the judge considers necessary to ensure the confidentiality of the inquiry if, after having considered all available alternate measures, the judge is satisfied that there is 35

181. (1) L'enquête est publique, mais 30 l'enquêteur peut, sur demande, prendre toute mesure ou rendre toute ordonnance visant à en assurer la confidentialité sur preuve, après examen de toutes les solutions de rechange à sa disposition, que, selon le cas :

Enquête en
public

(a) a real and substantial risk that matters involving public security will be disclosed;

(b) a real and substantial risk to the fairness of the inquiry such that the need to prevent disclosure outweighs the societal interest 40 that the inquiry be conducted in public; or

(c) a serious possibility that the life, liberty or security of a person will be endangered.

a) il y a un risque sérieux de divulgation de 35 questions touchant la sécurité publique;

b) il y a un risque sérieux d'atteinte au droit à une enquête équitable de sorte que la nécessité d'empêcher la divulgation de renseignements l'emporte sur l'intérêt qu'a 40 la société à ce que l'enquête soit publique;

c) il y a une sérieuse possibilité que la vie, la liberté ou la sécurité d'une personne puisse être mise en danger par la publicité des débats.

45

Confidentiality
of application

(2) If the judge considers it appropriate, the judge may take any measures and make any order that the judge considers necessary to ensure the confidentiality of a hearing held in respect of an application under subsection (1).

Rules of
evidence

182. (1) In conducting an inquiry, the judge is not bound by any legal or technical rules of evidence and may receive, and base a decision on, evidence presented in the proceedings that the judge considers credible or trustworthy in the circumstances of the case.

Intervenors

(2) An interested party may, with leave of the judge, intervene in an inquiry on any terms and conditions that the judge considers appropriate.

Right to be
heard

183. The member who is the subject of the inquiry shall be given reasonable notice of the subject-matter of the inquiry and of the time and place of any hearing and shall be given an opportunity, in person or by counsel, to be heard at the hearing, to cross-examine witnesses and to present evidence.

Report to
Minister

184. (1) After an inquiry has been completed, the judge must submit a report containing the judge's findings and recommendations, if any, to the Minister.

Recommendations

(2) The judge may, for any of the reasons set out in subsection 176(2), recommend in the report that the member be suspended without pay or removed from office or that any other disciplinary measure or any remedial measure be taken.

Transmission
of report to
Governor in
Council

185. If the Minister receives a report of an inquiry in which the judge makes a recommendation, the Minister shall send the report to the Governor in Council who may, if the Governor in Council considers it appropriate, suspend the member without pay, remove the member from office or impose any other disciplinary measure or any remedial measure.

Rights not
affected

186. Nothing in sections 176 to 185 affects any right or power of the Governor in Council in relation to the removal of a member from office for cause.

(2) L'enquêteur peut, s'il l'estime indiqué, prendre toute mesure ou rendre toute ordonnance qu'il juge nécessaire pour assurer la confidentialité de la demande.

5

Confidentialité
de la demande

182. (1) L'enquêteur n'est pas lié par les règles juridiques ou techniques de présentation de la preuve. Il peut recevoir les éléments qu'il juge crédibles ou dignes de foi en l'occurrence et fonder sur eux ses conclusions.

Règles de
preuve

(2) L'enquêteur peut, par ordonnance, accorder à tout intervenant la qualité pour agir à l'enquête, selon les modalités qu'il estime indiquées.

183. Le commissaire en cause doit être informé, suffisamment à l'avance, de l'objet de l'enquête, ainsi que des date, heure et lieu de l'audition, et avoir la possibilité de se faire entendre, de contre-interroger les témoins et de présenter tous éléments de preuve utiles à sa décharge, personnellement ou par procuration.

Avis de
l'audition

184. (1) À l'issue de l'enquête, l'enquêteur présente au ministre un rapport faisant état de ses conclusions.

Rapport au
ministre

(2) Il peut, dans son rapport, recommander la révocation, la suspension sans traitement ou toute autre mesure disciplinaire ou toute mesure corrective s'il conclut que le commissaire en cause est visé par un des faits mentionnés au paragraphe 176(2).

Recommendations

185. Le cas échéant, le ministre transmet le rapport au gouverneur en conseil qui peut, s'il l'estime indiqué, révoquer le membre en cause, le suspendre sans traitement ou imposer à son égard toute autre mesure disciplinaire ou toute mesure corrective.

Transmission
du dossier

186. Les articles 176 à 185 n'ont pas pour effet de modifier les attributions du gouverneur en conseil en ce qui touche la révocation des commissaires.

Précision

40

45

PART 5

TRANSITIONAL PROVISIONS,
CONSEQUENTIAL AND RELATED
AMENDMENTS, COORDINATING
AMENDMENTS, REPEALS AND
COMING INTO FORCE

Transitional Provisions

Definition of
“former Act”

187. For the purposes of sections 188 to 201, “former Act” means the *Immigration Act*, chapter I-2 of the Revised Statutes of Canada, 1985, and, where applicable, the regulations and rules made under it.

Continuation

188. (1) The Immigration and Refugee Board continued by section 57 of the former Act is hereby continued.

Chairperson,
Deputy
Chairpersons,
Assistant
Deputy
Chairpersons

(2) The Chairperson, Deputy Chairpersons and Assistant Deputy Chairpersons appointed under the former Act continue in the same capacity with the Board until the expiry or revocation of their respective appointments.

Continuation —
members

(3) A member appointed under the former Act to the Convention Refugee Determination Division or the Immigration Appeal Division continues in office as a member of the Board until the expiry or revocation of their appointment.

Executive
Director

(4) The person who, on the coming into force of this section, held the office of Executive Director of the Board is deemed to have been appointed to that office under section 158, without prejudice to any salary and benefits he or she may receive by virtue of having held that office before that coming into force.

Powers

189. Sections 94.6, 102.001 to 102.003 and 107.1 of the former Act are, despite paragraph 274(a), deemed not to be repealed and the Minister may exercise any of the powers described in those sections with respect to any business or fund that was approved by the Minister before the coming into force of paragraph 274(a).

PARTIE 5

DISPOSITIONS TRANSITOIRES,
MODIFICATIONS CORRÉLATIVES,
DISPOSITION DE COORDINATION,
ABROGATIONS ET ENTRÉE EN
VIGUEUR

Dispositions transitoires

Définition de
« ancienne loi »

187. Aux articles 188 à 201, « ancienne loi » s’entend de la *Loi sur l’immigration*, chapitre I-2 des Lois révisées du Canada (1985) et, le cas échéant, des textes d’application — règlements, règles ou autres — pris sous son régime.

Définition de
« ancienne loi »

188. (1) Est prorogée la Commission de l’immigration et du statut de réfugié prorogée par l’article 57 de l’ancienne loi.

Prorogation

(2) Le président, les vice-présidents et les vice-présidents adjoints nommés au titre de l’ancienne loi sont maintenus en poste à la Commission dans leurs fonctions jusqu’à l’expiration ou à la révocation de leur mandat.

Président et
vice-présidents

15

(3) Les membres nommés à la section du statut de réfugié ou à la section d’appel de l’immigration au titre de l’ancienne loi sont maintenus en poste à la Commission jusqu’à l’expiration ou à la révocation de leur mandat.

Maintien en
poste :
membres

20

(4) La personne qui, à l’entrée en vigueur du présent article, exerce la charge de directeur général de la Commission est maintenue en poste sous le titre de secrétaire général de la Commission comme si elle était nommée à cette charge sous le régime de l’article 158, sans qu’il soit porté atteinte à la rémunération ou aux avantages qui découlent de l’exercice de sa charge avant cette entrée en vigueur.

Maintien en
poste :
directeurs

25

189. Les articles 94.6, 102.001 à 102.003 et 107.1 de l’ancienne loi sont, malgré l’alinéa 274a), réputés ne pas être abrogés et le ministre peut exercer les pouvoirs qui y sont mentionnés en ce qui touche les entreprises ou les fonds agréés par lui avant l’entrée en vigueur de l’alinéa 274a).

Pouvoirs

30

35

Application of
this Act

190. Every application, proceeding or matter under the former Act that is pending or in progress immediately before the coming into force of this section shall be governed by this Act on that coming into force.

Convention
Refugee
Determination
Division

191. Every application, proceeding or matter before the Convention Refugee Determination Division under the former Act that is pending or in progress immediately before the coming into force of this section, in respect of which substantive evidence has been adduced but no decision has been made, shall be continued under the former Act by the Refugee Protection Division of the Board.

Immigration
Appeal
Division

192. If a notice of appeal has been filed with the Immigration Appeal Division immediately before the coming into force of this section, the appeal shall be continued under the former Act by the Immigration Appeal Division of the Board.

Continuation
by
Immigration
Division

193. Every application, proceeding or matter before the Adjudication Division under the former Act that is pending or in progress immediately before the coming into force of this section, in respect of which substantive evidence has been adduced but no decision has been made, shall be continued under this Act by the Immigration Division of the Board.

Refugee
Protection
Division

194. In cases referred to in section 191, a decision by the Refugee Protection Division following a hearing that has been commenced by the Convention Refugee Determination Division is not subject to an appeal under section 110.

Convention
Refugee
Determination
Division

195. A decision made by the Convention Refugee Determination Division before the coming into force of this section is not subject to an appeal under section 110.

Appeals

196. Despite section 192, an appeal made to the Immigration Appeal Division before the coming into force of this section shall be discontinued if the appellant has not been granted a stay under the former Act and the appeal could not have been made because of section 64 of this Act.

190. La présente loi s'applique, dès l'entrée en vigueur du présent article, aux demandes et procédures présentées ou inscrites, ainsi qu'aux autres questions soulevées, dans le cadre de l'ancienne loi avant son entrée en vigueur et pour lesquelles aucune décision n'a été prise.

Application
de la
nouvelle loi

191. Les demandes et procédures présentées ou introduites, à l'entrée en vigueur du présent article, devant la Section du statut de réfugié sont, dès lors que des éléments de preuve de fond ont été présentés, mais pour lesquelles aucune décision n'a été prise, continuées sous le régime de l'ancienne loi, par la Section de la protection des réfugiés de la Commission.

Anciennes
règles,
nouvelles
sections

192. S'il y a eu dépôt d'une demande d'appel à la Section d'appel de l'immigration, à l'entrée en vigueur du présent article, l'appel est continué sous le régime de l'ancienne loi, par la Section d'appel de l'immigration de la Commission.

Anciennes
règles,
nouvelles
sections

193. Les demandes et procédures présentées ou introduites, à l'entrée en vigueur du présent article, devant la Section d'arbitrage sont, dès lors que des éléments de preuve de fond ont été présentés, mais pour lesquelles aucune décision n'a été prise, continuées sous le régime de la présente loi, mais par la Section de l'immigration de la Commission.

Section
d'arbitrage

194. Dans le cas visé à l'article 191, la décision que peut prendre la Section de la protection des réfugiés à la suite d'une audience commencée par la Section du statut de réfugié n'est pas susceptible d'appel au titre de l'article 110.

Section de la
protection
des réfugiés

195. La décision qu'a prise la Section du statut de réfugié avant l'entrée en vigueur du présent article n'est pas susceptible d'appel au titre de l'article 110.

Section du
statut de
réfugié

40

196. Malgré l'article 192, il est mis fin à l'affaire portée en appel devant la Section d'appel de l'immigration si l'intéressé est, alors qu'il ne fait pas l'objet d'un sursis au titre de l'ancienne loi, visé par la restriction du droit d'appel prévue par l'article 64 de la présente loi.

Appels

Stays

197. Despite section 192, if an appellant who has been granted a stay under the former Act breaches a condition of the stay, the appellant shall be subject to the provisions of section 64 and subsection 68(4) of this Act.

Refugee Protection Division

198. The Refugee Protection Division has jurisdiction to consider decisions of the Convention Refugee Determination Division that are set aside by the Federal Court or the Supreme Court of Canada, and shall dispose of those matters in accordance with the provisions of this Act.

Redetermination

199. Sections 112 to 114 apply to a redetermination of a decision set aside by the Federal Court with respect to an application for landing as a member of the post-determination refugee claimants in Canada class within the meaning of the *Immigration Regulations, 1978*.

Exclusion

200. Subsection 31(1) does not apply with respect to persons who were permanent residents, within the meaning of the former Act, on the coming into force of this section.

Regulations

201. The regulations may provide for measures regarding the transition between the former Act and this Act, including measures regarding classes of persons who will be subject in whole or in part to this Act or the former Act and measures regarding financial and enforcement matters.

197. Malgré l'article 192, l'intéressé qui fait l'objet d'un sursis au titre de l'ancienne loi et qui n'a pas respecté les conditions du sursis, est assujetti à la restriction du droit d'appel prévue par l'article 64 de la présente loi, le paragraphe 68(4) lui étant par ailleurs applicable.

198. La Section de la protection des réfugiés connaît des décisions de la Section du statut de réfugié qui lui sont renvoyées et en dispose sous le régime de la présente loi.

Section du statut de réfugié

199. Les articles 112 à 114 s'appliquent au nouvel examen en matière de droit d'établissement d'une personne faisant partie de la catégorie de demandeurs non reconnus du statut de réfugié au Canada au sens du Règlement sur l'immigration de 1978 et la décision à prendre en l'espèce est rendue sous son régime.

200. Le paragraphe 31(1) ne s'applique pas à la personne qui est un résident permanent, au sens de l'ancienne loi, à l'entrée en vigueur de celui-ci.

Exclusion

201. Les règlements régissent les mesures visant la transition entre l'ancienne loi et la présente loi et portent notamment sur les catégories de personnes qui seront assujetties à tout ou partie de la présente loi ou de l'ancienne loi, ainsi que sur les mesures financières ou d'exécution.

Règlements

30

Consequential and Related Amendments

R.S., c. A-1

Access to Information Act

202. Paragraph 4(1)(b) of the Access to Information Act is replaced by the following:

(b) a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*,

Modifications corrélatives

Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

202. L'alinéa 4(1)b) de la Loi sur l'accès à l'information est remplacé par ce qui suit :

b) les résidents permanents au sens du paragraphe 2(1) de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés.

35

1997, c. 20

Agricultural Marketing Programs Act

Loi sur les programmes de commercialisation agricole

1997, ch. 20

203. The portion of the definition “producer” in subsection 2(1) of the Agricultural Marketing Programs Act after paragraph (d) is replaced by the following:

For the purposes of Parts I and IV, “producer” includes a person or entity mentioned in any of paragraphs (a) to (d) that is entitled to a crop or a share in it as landlord, vendor, mortgagee or hypothecary creditor on a date specified for the purposes of this definition in an advance guarantee agreement. In this definition, “permanent resident” has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*.

15

R.S., c. 8 (4th Supp.)

Animal Pedigree Act

Loi sur la généalogie des animaux

L.R., ch. 8 (4^e suppl.)

204. Subsection 7(2) of the Animal Pedigree Act is replaced by the following:

Qualifications of applicants

(2) A person is qualified to apply to form an association if the person is eighteen years of age or more and is a Canadian citizen or a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*.

Qualités requises

205. Subsection 40(2) of the Act is replaced by the following:

Eligibility

(2) Only a Canadian citizen ordinarily resident in Canada or a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* may be a director of the Corporation.

Qualités requises

1991, c. 46

Bank Act

Loi sur les banques

1991, ch. 46

206. Paragraph (c) of the definition “resident Canadian” in section 2 of the Bank Act is replaced by the following:

(c) a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* and ordinarily resident in Canada, except a permanent resident who has been ordinarily resident in Canada for more than one year after the time at which the individual first became eligible to apply for Canadian citizenship;

203. L’alinéa a) de la définition de « producteur », au paragraphe 2(1) de la Loi sur les programmes de commercialisation agricole, est remplacé par ce qui suit :

5 a) un citoyen canadien ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés*;

204. Le paragraphe 7(2) de la Loi sur la généalogie des animaux est remplacé par ce qui suit :

(2) A qualité pour demander la création d’une association quiconque est âgé d’au moins dix-huit ans et est un citoyen canadien ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés*.

Qualités requises

205. Le paragraphe 40(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Nul ne peut être administrateur de la 20 Société s’il n’est pas citoyen canadien résidant de façon habituelle au Canada ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) 30 de la *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés*.

Qualités requises

25

206. L’alinéa c) de la définition de « résident canadien », à l’article 2 de la Loi sur les banques, est remplacé par ce qui suit :

c) le résident permanent, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés* qui réside habituellement au Canada, à l’exclusion de celui qui y a résidé de façon habituelle pendant plus d’un an après avoir acquis pour la première fois le droit 30 de demander la citoyenneté canadienne.

35

2001	<i>Immigration et protection des réfugiés</i>	83
1998, c. 21	Budget Implementation Act, 1998	1998, ch. 21
	207. Paragraph 27(1)(a) of the Budget Implementation Act, 1998 is replaced by the following:	
	(a) are Canadian citizens or permanent residents within the meaning of subsection 5 2(1) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> ;	
1995, c. 28	Business Development Bank of Canada Act	1995, ch. 28
	208. (1) Paragraph 6(6)(a) of the Business Development Bank of Canada Act is replaced by the following:	
	(a) neither a Canadian citizen nor a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> ;	
	(2) Paragraph 6(6)(c) of the Act is re-15 placed by the following:	
	(c) a permanent resident, within the meaning of subsection 2(1) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> , who has been ordinarily resident in Canada for more than 20 one year after first becoming eligible to apply for Canadian citizenship;	
R.S., c. C-44; 1994, c. 24, s. 1(F)	Canada Business Corporations Act	L.R., ch. C-44; 1994, ch. 24, art. 1(F)
	209. Paragraph (c) of the definition “resident Canadian” in subsection 2(1) of the Canada Business Corporations Act is replaced by the following:	
	(c) a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> and ordinarily resident in Canada, except 30 a permanent resident who has been ordinarily resident in Canada for more than one year after the time at which he or she first became eligible to apply for Canadian citizenship;	
	35	
	207. L’alinéa 27(1)a) de la Loi d’exécution du budget de 1998 est remplacé par ce qui suit :	
	a) est un citoyen canadien ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la 5 <i>Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés</i> ;	
	208. (1) L’alinéa 6(6)a) de la Loi sur la Banque de développement du Canada est remplacé par ce qui suit :	10
	a) n’est ni un citoyen canadien ni un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés</i> ;	
	(2) L’alinéa 6(6)c) de la même loi est15 remplacé par ce qui suit :	
	c) est un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés</i> et a résidé au Canada pendant plus d’un an après la date20 à laquelle elle a acquis pour la première fois le droit de demander la citoyenneté canadienne;	
	209. L’alinéa c) de la définition de « résident canadien », au paragraphe 2(1) de la25 Loi canadienne sur les sociétés par actions, est remplacé par ce qui suit :	
	c) le résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés</i> qui30 réside habituellement au Canada, à l’exclusion de celui qui y a résidé de façon habituelle pendant plus d’un an après avoir acquis pour la première fois le droit de demander la citoyenneté canadienne. 35	

1999, c. 17

Canada Customs and Revenue Agency Act

Loi sur l'Agence des douanes et du revenu
du Canada

1999, ch. 17

210. Paragraph 16(2)(a) of the Canada Customs and Revenue Agency Act is replaced by the following:

(a) is not a Canadian citizen or a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*;

5

210. L'alinéa 16(2)a) de la Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada est remplacé par ce qui suit :

a) être un citoyen canadien ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*;

2000, c. 9

Canada Elections Act

Loi électorale du Canada

2000, ch. 9

211. Paragraph 331(b) of the Canada Elections Act is replaced by the following:

(b) a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*;

10

211. L'article 331 de la Loi électorale du Canada est remplacé par ce qui suit :

331. Il est interdit à quiconque n'est ni un citoyen canadien ni un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* et ne résidé pas au Canada d'inciter de quelque manière des électeurs, pendant la période électorale, à voter ou à s'abstenir de voter ou à voter ou à s'abstenir de voter pour un candidat donné.

Interdiction —
incitation par
des étrangers**212. Paragraph 354(2)(d) of the Act is replaced by the following:**

(d) a person who is not a Canadian citizen or a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*;

15

212. L'alinéa 354(2)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) les personnes qui ne sont ni des citoyens canadiens ni des résidents permanents au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*;

213. Paragraph 358(a) of the Act is replaced by the following:

(a) a person who is not a Canadian citizen or a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*;

20

213. L'alinéa 358a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) une personne qui n'est ni un citoyen canadien ni un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*;

25

214. Paragraph 404(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) a person who is not a Canadian citizen or a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*;

30

214. L'alinéa 404(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) une personne qui n'est ni un citoyen canadien ni un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*;

35

R.S., c. L-2

Canada Labour Code

Code canadien du travail

L.R., ch. L-2

1998, c. 26,
s. 2**215. Subsection 10(4) of the Canada Labour Code is replaced by the following:****215. Le paragraphe 10(4) du Code canadien du travail est remplacé par ce qui suit :**1998, ch. 26,
art. 2

Requirement
for
appointment

(4) The members of the Board must be Canadian citizens or permanent residents within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*.

R.S., c. S-9

1998, c. 16,
s. 1(4)

216. Paragraph (a) of the definition “qualified person” in section 2 of the Canada Shipping Act is replaced by the following:

(a) a Canadian citizen or a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*, or

R.S., c. 6 (3rd
Supp.), s. 13

217. Subsection 125(2) of the Act is replaced by the following:

(2) A certificate shall not be granted under this Part to an applicant who is not a Canadian citizen or a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*.

R.S., c. 6 (3rd
Supp.), s. 84

218. Subparagraph 712(3)(b)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) are Canadian citizens or permanent residents within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*, in the case of an individual, or

1994, c. 28

Canada Student Financial Assistance Act

219. Paragraph (a) of the definition “qualifying student” in subsection 2(1) of the Canada Student Financial Assistance Act is replaced by the following:

(a) who is a Canadian citizen or a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*,

(4) Les membres doivent être des citoyens canadiens ou des résidents permanents au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*.

Condition de
nomination

Loi sur la marine marchande du Canada

L.R., ch. S-9

5 216. L'alinéa a) de la définition de « personne qualifiée », à l'article 2 de la Loi sur la marine marchande du Canada, est remplacé par ce qui suit :

a) Soit un citoyen canadien ou un résident permanent au sens du paragraphe 10 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*;

217. Le paragraphe 125(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Les brevets et certificats prévus à la 15 présente partie ne sont délivrés qu'aux citoyens canadiens et aux résidents permanents au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*.

L.R., ch. 6
(3^e suppl.),
art. 13Citoyenneté
du candidat

218. L'alinéa 712(3)b) de la même loi est 20 remplacé par ce qui suit :

b) sauf dans le cas de l'alinéa (1)d), soit les particuliers qui sont des citoyens canadiens ou des résidents permanents au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, soit les personnes morales qui sont légalement constituées sous le régime des lois du Canada ou d'une province.

L.R., ch. 6
(3^e suppl.),
art. 84

Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants

1994, ch. 28

219. L'alinéa a) de la définition de « étudiant admissible », au paragraphe 2(1) de la Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants, est remplacé par ce qui suit :

a) est un citoyen canadien ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*;

R.S., c. S-23

Canada Student Loans Act

220. Paragraph (a) of the definition “qualifying student” in subsection 2(1) of the *Canada Student Loans Act* is replaced by the following:

(a) who is a Canadian citizen or a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*,

1996, c. 10

Canada Transportation Act

221. The portion of subsection 7(2) of the *Canada Transportation Act* after paragraph (b) is replaced by the following:

each of whom must, on appointment or reappointment and while serving as a member, be a Canadian citizen or a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*.

2000, c. 15, s. 1

“Canadian”
“Canadien”

222. The definition “Canadian” in subsection 55(1) of the Act is replaced by the following:

“Canadian” means a Canadian citizen or a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*, a government in Canada or an agent of such a government or a corporation or other entity that is incorporated or formed under the laws of Canada or a province, that is controlled in fact by Canadians and of which at least seventy-five per cent, or such lesser percentage as the Governor in Council may by regulation specify, of the voting interests are owned and controlled by Canadians;

R.S., c. C-23

Canadian Security Intelligence Service Act

223. The portion of section 14 of the *Canadian Security Intelligence Service Act* after paragraph (b) is replaced by the following:

Loi fédérale sur les prêts aux étudiants

L.R., ch. S-23

220. L’alinéa a) de la définition de « étudiant admissible », au paragraphe 2(1) de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*, est remplacé par ce qui suit :

a) est un citoyen canadien ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés*;

Loi sur les transports au Canada

1996, ch. 10

221. Le paragraphe 7(2) de la *Loi sur les transports au Canada* est remplacé par ce qui suit :

(2) L’Office est composé, d’une part, d’au plus sept membres nommés par le gouverneur en conseil et, d’autre part, des membres temporaires nommés en vertu du paragraphe 9(1).
Tout membre doit, du moment de sa nomination, être et demeurer un citoyen canadien ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés*.
Composition
15
20

222. La définition de « Canadien », au paragraphe 55(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« Canadien » Citoyen canadien ou résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés*; la notion englobe également les administrations publiques du Canada ou leurs mandataires et les personnes ou organismes, constitués au Canada sous le régime de lois fédérales ou provinciales et contrôlés de fait par des Canadiens, dont au moins soixante-quinze pour cent — ou tel pourcentage inférieur désigné par règlement du gouverneur en conseil — des actions assorties du droit de vote sont détenues et contrôlées par des Canadiens.
« Canadien »
“Canadian”
25
30
35
40

2000, ch. 15, art. 1

Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité

L.R., ch. C-23

223. Le passage de l’article 14 de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité* suivant l’alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

that is relevant to the exercise of any power or the performance of any duty or function by that Minister under the *Citizenship Act* or the *Immigration and Refugee Protection Act*.

dans la mesure où ces conseils et informations sont en rapport avec l'exercice par ce ministre des pouvoirs et fonctions qui lui sont conférés en vertu de la *Loi sur la citoyenneté* ou de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*.⁵

224. Subparagraph 16(1)(b)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*, or

5 **224. L'alinéa 16(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

b) d'une personne qui n'est ni un citoyen canadien, ni un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, ni une personne morale constituée en vertu d'une loi fédérale ou provinciale.

225. Subparagraph 38(c)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) reports made to the Committee pursuant to section 19 of the *Citizenship Act*, and

10 **225. Le sous-alinéa 38c)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(ii) les rapports qui lui sont transmis en vertu de l'article 19 de la *Loi sur la citoyenneté*,

226. Paragraphs 55(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) a statement under section 46 of this Act, subsection 45(6) of the *Canadian Human Rights Act* or subsection 19(5) of the *Citizenship Act*; or

20

(b) a report under paragraph 52(1)(b), subsection 52(2) or section 53 of this Act, subsection 46(1) of the *Canadian Human Rights Act* or subsection 19(6) of the *Citizenship Act*.

25

226. Les alinéas 55a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) des résumés visés à l'article 46 de la présente loi, au paragraphe 45(6) de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* ou au paragraphe 19(5) de la *Loi sur la citoyenneté*;

b) des rapports visés à l'alinéa 52(1)b), au paragraphe 52(2) ou à l'article 53 de la présente loi, au paragraphe 46(1) de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* ou au paragraphe 19(6) de la *Loi sur la citoyenneté*.³⁰

1995, c. 25

Chemical Weapons Convention
Implementation Act

1995, ch. 25

Loi de mise en oeuvre de la Convention sur
les armes chimiques

227. Section 22 of the *Chemical Weapons Convention Implementation Act* is replaced by the following:

Offence outside Canada

22. Every individual who commits, outside Canada, an act or omission that would, if committed in Canada, be an offence under this Act, shall, if the individual is a Canadian citizen or a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*, be deemed to have committed that act or omission in Canada.

227. L'article 22 de la *Loi de mise en oeuvre de la Convention sur les armes chimiques* est remplacé par ce qui suit :

Application extraterritoriale

22. L'individu qui accomplit à l'étranger un geste — acte ou omission — qui, s'il était accompli au Canada, constituerait une infraction à la présente loi est, à la condition d'être un citoyen canadien ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, réputé avoir accompli ce geste au Canada.⁴⁰

R.S., c. C-29

Citizenship Act

Loi sur la citoyenneté

L.R., ch. C-29

227.1 The portion of paragraph 2(2)(c) of the *Citizenship Act* before subparagraph (i) is replaced by the following:

(c) a person against whom a removal order has been made remains under that order

228. (1) The portion of paragraph 5(1)(c) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(c) is a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*, and has, within the four years immediately preceding the date of his or her application, accumulated at least three years of residence in Canada calculated in the following manner:

(2) Paragraph 5(1)(f) of the Act is replaced by the following:

(f) is not under a removal order and is not the subject of a declaration by the Governor in Council made pursuant to section 20.

(3) Paragraph 5(2)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) is a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*, and is the minor child of a citizen if an application for citizenship is made to the Minister by a person authorized by regulation to make the application on behalf of the minor child; or

229. Paragraphs 11(1)(c) and (d) of the Act are replaced by the following:

(c) is not under a removal order; and

(d) has become a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* and has, since having ceased to be a citizen and become a permanent resident, resided in Canada for at least one year immediately preceding the date of the application.

40

230. Subsections 14(1.1) and (1.2) of the Act are replaced by the following:

1995, c. 15,
s. 23

227.1 Le passage de l'alinéa 2(2)c) de la Loi sur la citoyenneté précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

c) une mesure de renvoi reste en vigueur jusqu'à, selon le cas :

5

228. (1) Le passage de l'alinéa 5(1)c) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

c) est un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* et a, dans les quatre ans qui ont précédé la date de sa demande, résidé au Canada pendant au moins trois ans en tout, la durée de sa résidence étant calculée de la manière suivante :

(2) L'alinéa 5(1)f) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

f) n'est pas sous le coup d'une mesure de renvoi et n'est pas visée par une déclaration du gouverneur en conseil faite en application de l'article 20.

(3) L'alinéa 5(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) sur demande qui lui est présentée par la personne autorisée par règlement à représenter celui-ci, à l'enfant mineur d'un citoyen qui est résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*;

30

229. Les alinéas 11(1)c) et d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

c) n'est pas sous le coup d'une mesure de renvoi;

d) est devenue un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, après la perte de sa citoyenneté, et a depuis résidé au Canada pendant au moins l'année précédant la date de la demande.

40

230. Les paragraphes 14(1.1) et (1.2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1995, ch. 15,
art. 23

Interruption of proceedings

1999, c. 31,
s. 42

(1.1) Where an applicant is a permanent resident who is the subject of an admissibility hearing under the *Immigration and Refugee Protection Act*, the citizenship judge may not make a determination under subsection (1) until there has been a final determination whether, for the purposes of that Act, a removal order shall be made against that applicant.

231. Paragraph 22(1)(e) of the Act is replaced by the following:

(e) if the person has not obtained the authorization to return to Canada required under subsection 52(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*; or

232. Paragraph 35(3)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) prohibits, annuls or restricts the taking or acquisition directly or indirectly of, or the succession to, any interest in real property located in a province by a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*;

1998, c. 32

Comprehensive Nuclear Test-Ban Treaty Implementation Act

233. Subsection 19(2) of the Comprehensive Nuclear Test-Ban Treaty Implementation Act is replaced by the following:

Canadian inspectors

(2) Despite subsection (1), inspectors who are Canadian citizens or permanent residents within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* only have the privileges and immunities granted in accordance with paragraph 17(b) and subsection 18(1).

1991, c. 48

Cooperative Credit Associations Act

234. Paragraph (c) of the definition “resident Canadian” in section 2 of the Cooperative Credit Associations Act is replaced by the following:

(c) a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* and ordinarily resident in Canada, except

(1.1) Le juge de la citoyenneté ne peut toutefois statuer sur la demande émanant d'un résident permanent qui fait l'objet d'une enquête dans le cadre de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* tant qu'il n'a pas été décidé en dernier ressort si une mesure de renvoi devrait être prise contre lui.

231. L'alinéa 22(1)e) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

e) s'il n'a pas obtenu l'autorisation requise préalablement à son retour au Canada par le paragraphe 52(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*;

232. L'alinéa 35(3)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) appliquer les restrictions en matière de biens immeubles aux résidents permanents au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*;

1999, ch. 31,
art. 42

1998, ch. 32

Loi de mise en oeuvre du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

233. Le paragraphe 19(2) de la Loi de mise en oeuvre du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires est remplacé par ce qui suit :

(2) Toutefois, les inspecteurs qui sont des citoyens canadiens ou des résidents permanents au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* ne jouissent que des priviléges et immunités accordés au titre de l'alinéa 17b) et du paragraphe 18(1).

Inspecteurs canadiens

30

Loi sur les associations coopératives de crédit

1991, ch. 48

234. L'alinéa c) de la définition de « résident canadien », à l'article 2 de la *Loi sur les associations coopératives de crédit*, est remplacé par ce qui suit :

c) le résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* qui réside habituellement au Canada, à l'ex-

a permanent resident who has been ordinarily resident in Canada for more than one year after the time at which the individual first became eligible to apply for Canadian citizenship;

5

clusion de celui qui y a résidé de façon habituelle pendant plus d'un an après avoir acquis pour la première fois le droit de demander la citoyenneté canadienne.

R.S., c. C-42

Copyright Act

1997, c. 24,
s. 14**235. Clause 15(2)(b)(i)(A) of the Copyright Act is replaced by the following:**

(A) if a natural person, was a Canadian citizen or permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*, or a citizen or permanent resident of a Rome Convention country, or

Loi sur le droit d'auteur

L.R., ch. C-42

235. L'alinéa 15(2)b) de la Loi sur le droit d'auteur est remplacé par ce qui suit :

b) fixée au moyen d'un enregistrement sonore dont le producteur, lors de la première fixation, soit est un citoyen canadien ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* ou un citoyen ou un résident permanent d'un pays partie à la Convention de Rome, soit, s'il s'agit d'une personne morale, a son siège social au Canada ou dans un tel pays, ou fixée au moyen d'un enregistrement sonore publié pour la première fois au Canada ou dans un pays partie à la Convention de Rome en quantité suffisante pour satisfaire la demande raisonnable du public;

1997, c. 24,
s. 14**236. Subsection 17(4) of the Act is replaced by the following:**

Exception

(4) If so requested by a country that is a party to the North American Free Trade Agreement, the Minister may, by a statement published in the *Canada Gazette*, grant the benefits conferred by this section, subject to any terms and conditions specified in the statement, to performers who are nationals of that country or another country that is a party to the Agreement or are Canadian citizens or permanent residents within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* and whose performances are embodied in works other than the prescribed cinematographic works referred to in subsection (3).

236. Le paragraphe 17(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :1997, ch. 24,
art. 14

(4) Sur demande d'un pays partie à l'Accord de libre-échange nord-américain, le ministre peut, en publiant une déclaration dans la *Gazette du Canada*, accorder, aux conditions qu'il peut préciser dans cette déclaration, les avantages conférés par le présent article aux artistes-interprètes — issus de ce pays ou d'un autre pays partie à l'Accord, ou citoyens canadiens ou résidents permanents au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* — dont les prestations sont incorporées dans des œuvres cinématographiques qui sont des productions non visées par le paragraphe (3).

Exception

1997, c. 24,
s. 14**237. The portion of paragraph 18(2)(a) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:**

(a) the maker of the sound recording was a Canadian citizen or permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*, or a citizen or permanent resident of a Berne

237. L'alinéa 18(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :1997, ch. 24,
art. 14

a) le producteur, lors de la première fixation, soit est un citoyen canadien ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* ou un citoyen ou un résident permanent d'un pays partie à la

Convention country, a Rome Convention country or a country that is a WTO Member, or, if a corporation, had its headquarters in one of the foregoing countries,

1997, c. 24,
s. 14

238. (1) Paragraph 20(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) the maker was, at the date of the first fixation, a Canadian citizen or permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*, or a citizen or permanent resident of a Rome Convention country, or, if a corporation, had its headquarters in one of the foregoing countries; or

1997, c. 24,
s. 14

(2) Subsection 20(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Notwithstanding subsection (1), if the Minister is of the opinion that a Rome Convention country does not grant a right to remuneration, similar in scope and duration to that provided by section 19, for the performance in public or the communication to the public of a sound recording whose maker, at the date of its first fixation, was a Canadian citizen or permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* or, if a corporation, had its headquarters in Canada, the Minister may, by a statement published in the *Canada Gazette*, limit the scope and duration of the protection for sound recordings whose first fixation is done by a maker who is a citizen or permanent resident of that country or, if a corporation, has its headquarters in that country.

Exception

1997, c. 24,
s. 14

239. (1) The portion of subsection 22(1) of the Act after paragraph (b) and before paragraph (c) is replaced by the following:

that are Canadian citizens or permanent residents within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* or, if corporations, have their headquarters in

Convention de Berne ou à la Convention de Rome ou membre de l'OMC, soit, s'il s'agit d'une personne morale, a son siège social au Canada ou dans un tel pays, ou, si la première fixation s'étend sur une période considérable, en a été un citoyen ou un résident permanent ou y a eu son siège social pendant une partie importante de cette période;

238. (1) L'alinéa 20(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) le producteur, à la date de la première fixation, soit est un citoyen canadien ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* ou un citoyen ou un résident permanent d'un pays partie à la Convention de Rome, soit, s'il s'agit d'une personne morale, a son siège social au Canada ou dans un tel pays;

20

1997, ch. 24,
art. 14

(2) Le paragraphe 20(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Toutefois, s'il est d'avis qu'un pays partie à la Convention de Rome n'accorde pas de droit à rémunération semblable, en ce qui concerne l'étendue et la durée, à celui prévu à l'article 19, pour l'exécution en public ou la communication au public d'un enregistrement sonore dont le producteur, lors de la première fixation, soit est un citoyen canadien ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, soit, s'il s'agit d'une personne morale, a son siège social au Canada, le ministre peut, en publiant une déclaration dans la *Gazette du Canada*, limiter l'étendue et la durée de la protection qui sera accordée dans le cas des enregistrements sonores dont la première fixation est effectuée par un producteur citoyen ou résident permanent de ce pays ou, s'il s'agit d'une personne morale, ayant son siège social dans ce pays.

Exception

239. (1) Le passage du paragraphe 22(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 24,
art. 14

45

22. (1) Lorsqu'il est d'avis qu'un pays, autre qu'un pays partie à la Convention de Rome, accorde ou s'est engagé à accorder, par traité, convention, contrat ou loi, aux artistes-

Réciprocité

Canada, as the case may be, whether by treaty, convention, agreement or law, benefits substantially equivalent to those conferred by this Part, the Minister may, by a statement published in the *Canada Gazette*,

1997, c. 24,
s. 14

(2) The portion of subsection 22(2) of the Act after paragraph (b) and before paragraph (d) is replaced by the following:

that are Canadian citizens or permanent residents within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* or, if corporations, have their headquarters in Canada, as the case may be, whether by treaty, convention, agreement or law, benefits substantially equivalent to those conferred by this Part, the Minister may, by a statement published in the *Canada Gazette*,

(c) grant the benefits conferred by this Part to performers, makers of sound recordings or broadcasters that are citizens, subjects or permanent residents of or, if corporations, have their headquarters in that country, as the case may be, to the extent that that country grants that those benefits to performers, makers of sound recordings or broadcasters that are Canadian citizens or permanent residents within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* or, if corporations, have their headquarters in Canada, and

30

1997, c. 24,
s. 50

240. (1) Subparagraph (a)(i) of the definition “eligible maker” in section 79 of the Act is replaced by the following:

(i) the maker, at the date of that first fixation, if a corporation, had its headquarters in Canada or, if a natural

interprètes et aux producteurs d'enregistrements sonores, ou aux radiodiffuseurs, qui sont des citoyens canadiens ou des résidents permanents au sens du paragraphe 2(1) de la 5 *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* ou, s'il s'agit de personnes morales, ayant leur siège social au Canada, essentiellement les mêmes avantages que ceux conférés par la présente partie, le ministre peut, en publiant une déclaration dans la *Gazette du Canada*, à 10 la fois :

(2) Le passage du paragraphe 22(2) de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

(2) Lorsqu'il est d'avis qu'un pays, autre 15 qu'un pays partie à la Convention de Rome, n'accorde pas ni ne s'est engagé à accorder, par traité, convention, contrat ou loi, aux artistes-interprètes et aux producteurs d'enregistrements sonores, ou aux radiodiffuseurs, qui 20 sont des citoyens canadiens ou des résidents permanents au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, ou, s'il s'agit de personnes morales, ayant leur siège social au Canada, essentielle-25 ment les mêmes avantages que ceux conférés par la présente partie, le ministre peut, en publiant une déclaration dans la *Gazette du Canada*, à la fois :

a) accorder les avantages conférés par la 30 présente partie aux artistes-interprètes, producteurs d'enregistrements sonores ou radiodiffuseurs sujets, citoyens ou résidents permanents de ce pays ou, s'il s'agit de personnes morales, ayant leur siège social35 dans ce pays, dans la mesure où ces avantages y sont accordés aux artistes-interprètes, producteurs ou radiodiffuseurs qui sont des citoyens canadiens ou de tels résidents permanents ou, s'il s'agit de 40 personnes morales, ayant leur siège social au Canada;

240. (1) L'alinéa a) de la définition de « producteur admissible », à l'article 79 de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 24,
art. 50

a) soit si l'enregistrement sonore est protégé par le droit d'auteur au Canada et qu'à la date de la première fixation, le producteur

person, was a Canadian citizen or permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*, and

1997, c. 24,
s. 50

(2) Subparagraph (a)(i) of the definition “eligible performer” in section 79 of the Act is replaced by the following:

(i) the performer was, at the date of the first fixation of the sound recording, a Canadian citizen or permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*, and

1997, c. 24,
s. 50

241. (1) The portion of subsection 85(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

85. (1) Where the Minister is of the opinion that another country grants or has undertaken to grant to performers and makers of sound recordings that are Canadian citizens or permanent residents within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* or, if corporations, have their headquarters in Canada, as the case may be, whether by treaty, convention, agreement or law, benefits substantially equivalent to those conferred by this Part, the Minister may, by a statement published in the *Canada Gazette*,

1997, c. 24,
s. 50

(2) The portion of subsection 85(2) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

(2) Where the Minister is of the opinion that another country neither grants nor has undertaken to grant to performers or makers of sound recordings that are Canadian citizens or permanent residents within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* or, if corporations, have their headquarters in Canada, as the case may be, whether by treaty, convention, agreement or law, benefits substantially equivalent to those conferred by this Part, the Minister may, by a statement published in the *Canada Gazette*,

(a) grant the benefits conferred by this Part to performers or makers of sound record-

était un citoyen canadien ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* ou, s'il s'agit d'une personne morale, avait son siège social au Canada; 5

5 **(2) L'alinéa a) de la définition de « artiste-interprète admissible », à l'article 79 de la même loi, est remplacé par ce qui suit :**

a) soit est protégée par le droit d'auteur au Canada et a été fixée pour la première fois au moyen d'un enregistrement sonore alors que l'artiste-interprète était un citoyen canadien ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*; 15

1997, ch. 24,
art. 50

241. (1) Le passage du paragraphe 85(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

85. (1) Lorsqu'il est d'avis qu'un autre pays accorde ou s'est engagé à accorder, par traité, convention, contrat ou loi, aux artistes-interprètes et aux producteurs d'enregistrements sonores qui sont des citoyens canadiens ou des résidents permanents au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* ou, s'il s'agit de personnes morales, ayant leur siège social au Canada, essentiellement les mêmes avantages que ceux conférés par la présente partie, le ministre peut, en publiant une déclaration dans la *Gazette du Canada*, à la fois :

1997, ch. 24,
art. 50

(2) Le passage du paragraphe 85(2) de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

(2) Lorsqu'il est d'avis qu'un autre pays n'accorde pas ni ne s'est engagé à accorder, par traité, convention, contrat ou loi, aux artistes-interprètes ou aux producteurs d'enregistrements sonores qui sont des citoyens canadiens ou des résidents permanents au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* ou, s'il s'agit de personnes morales, ayant leur siège social au Canada, essentiellement les mêmes avantages que ceux conférés par la présente partie, le ministre peut, en publiant une déclaration dans la *Gazette du Canada*, à la fois :

1997, ch. 24,
art. 50

a) accorder les avantages conférés par la présente partie aux artistes-interprètes ou

Réciprocité

ings that are citizens, subjects or permanent residents of or, if corporations, have their headquarters in that country, as the case may be, to the extent that that country grants those benefits to performers or makers of sound recordings that are Canadian citizens or permanent residents within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* or, if corporations, have their headquarters in Canada; and

aux producteurs d'enregistrements sonores sujets, citoyens ou résidents permanents de ce pays ou, s'il s'agit de personnes morales, ayant leur siège social dans ce pays, dans la mesure où ces avantages y sont accordés aux artistes-interprètes ou aux producteurs d'enregistrements sonores qui sont des citoyens canadiens ou de tels résidents permanents ou, s'il s'agit de personnes morales, ayant leur siège social au Canada;

1992, c. 20

Corrections and Conditional Release Act

1992, ch. 20

1999, c. 18,
s. 87

242. Subsection 128(3) of the Corrections and Conditional Release Act is replaced by the following:

Deeming

(3) Despite subsection (1), for the purposes of paragraph 50(b) of the *Immigration and Refugee Protection Act* and section 40 of the *Extradition Act*, the sentence of an offender who has been released on parole, statutory release or an unescorted temporary absence is deemed to be completed unless the parole or statutory release has been suspended, terminated or revoked or the unescorted temporary absence is suspended or cancelled or the offender has returned to Canada before the expiration of the sentence according to law.

25 Canada avant son expiration légale. 25

1999, ch. 18,
art. 87

Removal order

(4) Despite this Act or the *Prisons and Reformatories Act*, an offender against whom a removal order has been made under the *Immigration and Refugee Protection Act* is ineligible for day parole or an unescorted temporary absence until the offender is eligible for full parole.

Cas particulier

Parole
inoperative
where parole
eligibility date
in future

(5) If, before the full parole eligibility date, a removal order is made under the *Immigration and Refugee Protection Act* against an offender who has received day parole or an unescorted temporary absence, on the day that the removal order is made, the day parole or unescorted temporary absence becomes inoperative and the offender shall be reincarcerated.

35 40

Mesure de
renvoi

Exception

(6) An offender referred to in subsection (4) is eligible for day parole or an unescorted temporary absence if the removal order is stayed under paragraph 50(a), 66(b) or 45

(6) Toutefois, le paragraphe (4) ne s'applique pas si l'intéressé est visé par un sursis au titre des alinéas 50(a) ou 66(b) ou du paragraphe 114(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*; il doit alors être réincarcéré.

Réincarcé-
ration

45

Exception

114(1)(b) of the *Immigration and Refugee Protection Act*.

Exception	(7) Where the removal order of an offender referred to in subsection (5) is stayed under paragraph 50(a), 66(b) or 114(1)(b) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> on a day prior to the full parole eligibility of the offender, the unescorted temporary absence or day parole of that offender is resumed as of the day of the stay.	Exception
		(7) La semi-liberté ou la permission de sortir sans escorte redevient effective à la date du sursis de la mesure de renvoi visant le délinquant pris, avant son admissibilité à la libération conditionnelle totale, au titre des alinéas 50a ou 66b ou du paragraphe 114(1) de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> .

243. Section 159 of the Act is replaced by the following:

Eligibility	159. A person is eligible to be appointed as Correctional Investigator or to continue in that office only if the person is a Canadian citizen ordinarily resident in Canada or a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> who is ordinarily resident in Canada.	Conditions d'exercice
		159. Seul un citoyen canadien, ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> , résidant habituellement au Canada peut être nommé enquêteur correctionnel ou occuper ce poste.

R.S., c. C-46	Criminal Code	Code criminel	L.R., ch. C-46
1997, c. 16, s. 1	244. Subsection 7(4.1) of the Criminal Code is replaced by the following:	244. Le paragraphe 7(4.1) du Code criminel est remplacé par ce qui suit :	1997, ch. 16, art. 1
Offence in relation to sexual offences against children	(4.1) Notwithstanding anything in this Act or any other Act, every one who, outside Canada, commits an act or omission that if committed in Canada would be an offence against section 151, 152, 153, 155 or 159, subsection 160(2) or (3), section 163.1, 170, 171 or 173 or subsection 212(4) shall be deemed to commit that act or omission in Canada if the person who commits the act or omission is a Canadian citizen or a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> .	(4.1) Malgré les autres dispositions de la présente loi ou toute autre loi, le citoyen canadien ou le résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> qui, à l'étranger, est l'auteur d'un fait — acte ou omission — qui, s'il était commis au Canada, constituerait une infraction aux articles 151, 152, 153, 155 ou 159, aux paragraphes 160(2) ou (3), aux articles 163.1, 170, 171 ou 173 ou au paragraphe 212(4) est réputé l'avoir commis au Canada.	30

R.S., c. 9 (4th Supp.), s. 17	245. The reference to “sections 94.1 and 94.2 (organizing entry into Canada), 94.4 (disembarking persons at sea) and 94.5 (counselling false statements) of the Immigration Act” in the definition “offence” in section 183 of the Act is replaced by a reference to “sections 117 (organizing entry into Canada), 118 (trafficking in persons), 119 (disembarking persons at sea), 122 (offences related to documents), 126 (counselling misrepresentation) and 129 (offences relating to officers) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i>”.	245. Dans la définition de «infraction» à l'article 183 de la même loi, la mention «les articles 94.1 et 94.2 (incitation à entrer au Canada), l'article 94.4 (débarquement de personnes en mer) et l'article 94.5 (incitation à faire une fausse déclaration) de la <i>Loi sur l'immigration</i>,» est remplacée par la mention «les articles 117 (entrée illégale), 118 (trafic de personnes), 119 (débarquement en mer), 122 (documents), 126 (fausses présentations) et 129 (infractions relatives aux agents) de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>,».	L.R., ch. 29 (4 ^e suppl.), art. 17
-------------------------------	--	---	---

246. The definition “enterprise crime offence” in section 462.3 of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (b.1) and by adding the following after that paragraph:

(b.2) an offence against section 117, 118, 119, 122, 124, 126, 127, 129, 130 or 131 of the *Immigration and Refugee Protection Act*, or

1996, c. 31,
s. 68

247. Subparagraph 477.1(a)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) is committed by or in relation to a person who is a Canadian citizen or a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*;

R.S., c. 22
(4th Suppl.)

Emergencies Act

248. Paragraph 4(b) of the Emergencies Act is replaced by the following:

(b) providing for the detention, imprisonment or internment of Canadian citizens or permanent residents within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* on the basis of race, national or ethnic origin, colour, religion, sex, age or mental or physical disability. 25

1992, c. 49,
s. 125

249. Paragraphs 30(1)(g) and (h) of the Act are replaced by the following:

(g) the regulation or prohibition of travel outside Canada by Canadian citizens or permanent residents within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* and of admission into Canada of other persons; 30

(h) the removal from Canada of persons, other than 35

(i) Canadian citizens,

(ii) permanent residents within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*, and

(iii) protected persons within the meaning of subsection 95(2) of that Act who are not inadmissible under that Act on grounds of 40

246. La définition de « infraction de criminalité organisée », à l'article 462.3 de la même loi, est modifiée par adjonction, après l'alinéa b.1), de ce qui suit :

5 b.2) une infraction visée aux articles 117, 118, 119, 122, 124, 126, 127, 129, 130 ou 131 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*;

247. Le sous-alinéa 477.1a)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) d'autre part, il vise un citoyen canadien ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*; 15

1996, ch. 31,
art. 68

Loi sur les mesures d'urgence

L.R., ch. 22
(4^e suppl.)

248. L'alinéa 4b) de la Loi sur les mesures d'urgence est remplacé par ce qui suit :

b) prévoyant, dans le cas d'un citoyen canadien ou d'un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, toute détention ou tout emprisonnement ou internement qui seraient fondés sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe, l'âge ou les déficiences mentales ou physiques. 25

249. Les alinéas 30(1)g) et h) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

g) la réglementation ou l'interdiction du déplacement à l'étranger des citoyens canadiens ou des résidents permanents au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, ainsi que de l'entrée et du séjour d'autres personnes au Canada; 30

h) le renvoi hors du Canada de personnes autres que les personnes suivantes :

(i) les citoyens canadiens,
(ii) les résidents permanents au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*,
(iii) les personnes protégées au sens du paragraphe 95(2) de cette loi à la condi-

1992, ch. 49,
art. 125

35

40

(A) security, violating human or international rights or serious criminality, or
 (B) criminality and who have not been convicted of any offence under any Act of Parliament for which a term of imprisonment of more than six months has been imposed, or five years or more may be imposed;

tion qu'elles n'aient pas été interdites de territoire :

- (A) pour raison de sécurité ou pour atteinte aux droits humains ou internationaux ou pour grande criminalité au titre de cette loi,
 (B) pour criminalité parce qu'elles ont été déclarées coupables d'une infraction à une loi fédérale qui a été sanctionnée par une peine d'emprisonnement de plus de six mois ou qui était punissable d'un emprisonnement maximal égal ou supérieur à cinq ans;

1999, c. 18

Extradition Act

Loi sur l'extradition

1999, ch. 18

250. Subsection 40(2) of the *Extradition Act* is replaced by the following:

When refugee claim

(2) Before making an order under subsection (1) with respect to a person who has made a claim for refugee protection under the *Immigration and Refugee Protection Act*, the Minister shall consult with the minister responsible for that Act.

250. Le paragraphe 40(2) de la *Loi sur l'extradition* est remplacé par ce qui suit :

(2) Si l'intéressé demande l'asile au titre de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, le ministre consulte le ministre responsable de l'application de cette loi avant de prendre l'arrêté.

Consultation

20

251. Subsection 48(2) of the Act is replaced by the following:

When refugee claim

(2) When the Minister orders the discharge of a person and the person has made a claim for refugee protection under the *Immigration and Refugee Protection Act*, the Minister shall send copies of all relevant documents to the minister responsible for that Act.

25

251. Le paragraphe 48(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le cas échéant, il fait parvenir copie de tout document pertinent au ministre responsable de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* dans les cas où l'intéressé demande l'asile au titre de cette loi.

Copie

25

252. (1) Subsection 75(1) of the Act is replaced by the following:

Special authorization

75. (1) The Minister may, in order to give effect to a request for consent to transit, authorize a person in a State or entity who is inadmissible under the *Immigration and Refugee Protection Act* to come into Canada at a place designated by the Minister and to go to and remain in a place in Canada so designated for the period specified by the Minister. The Minister may make the authorization subject to any conditions that the Minister considers desirable.

252. (1) Le paragraphe 75(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

75. (1) Le ministre peut, pour donner suite à une demande de transit, autoriser une personne qui se trouve dans un État ou entité et qui est interdite de territoire au titre de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* à entrer au Canada en un lieu désigné, à se rendre en un lieu désigné et à y séjourner pendant la période qu'il précise; il peut assortir l'autorisation des conditions qu'il estime indiquées.

Autorisation spéciale

(2) Subsection 75(3) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 75(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le paragraphe 75(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Non-compliance
with conditions
of authorization

(3) A person in respect of whom an authorization is granted under subsection (1) and who is found in a place in Canada other than the place designated in the authorization or in any place in Canada after the expiry of the period of time specified in the authorization or who fails to comply with some other condition of the authorization is, for the purposes of the *Immigration and Refugee Protection Act*, deemed to be a person who entered Canada as a temporary resident and remains in Canada after the period authorized for their stay.

1999, c. 23

Foreign Publishers Advertising Services Act

253. (1) Paragraph (b) of the definition “Canadian” in section 2 of the Foreign Publishers Advertising Services Act is replaced by the following:

(b) a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*; 20

(2) Paragraph (c) of the definition “Canadian Corporation” in section 2 of the Act is replaced by the following:

(c) whose chairperson or other presiding officer and more than half of whose directors or other similar officers are Canadian citizens or permanent residents within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*; 30

R.S., c. 1 (5th Supp.)

Income Tax Act

254. Subparagraphs (e)(i) to (iii) of the definition “eligible individual” in section 122.6 of the Income Tax Act are replaced by the following:

- (i) is a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*,
- (ii) is a temporary resident within the meaning of the *Immigration and Refugee Protection Act*, who was resident in Canada throughout the 18 month period preceding that time, or 40

(3) Le titulaire de l'autorisation qui se trouve au Canada ailleurs qu'au lieu désigné ou après l'expiration de celle-ci ou qui contrevient à une autre condition de celle-ci est présumé, pour l'application de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, être entré au Canada avec le statut de résident temporaire et y être resté après avoir perdu ce statut. 5

Sanction

Loi sur les services publicitaires fournis par des éditeurs étrangers

1999, ch. 23

253. (1) L'alinéa b) de la définition de « Canadien », à l'article 2 de la Loi sur les services publicitaires fournis par des éditeurs étrangers, est remplacé par ce qui suit :

b) un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*; 15

(2) L'alinéa c) de la définition de « société canadienne », à l'article 2 de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

c) son président ou une autre personne agissant comme tel et au moins la moitié des administrateurs ou autres cadres semblables sont des citoyens canadiens ou des résidents permanents au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*; 20 25

L.R., ch. 1
(5^e suppl.)

254. Les sous-alinéas e)(i) à (iii) de la définition de « particulier admissible », à l'article 122.6 de la Loi de l'impôt sur le revenu, sont remplacés par ce qui suit : 30

- (i) résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*,
- (ii) résident temporaire ou titulaire d'un permis de séjour temporaire visés par la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* ayant résidé au Canada durant la période de 18 mois précédent ce moment,

	(iii) is a protected person within the meaning of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> ,	(iii) personne protégée au titre de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> .
1991, c. 47	Insurance Companies Act	Loi sur les sociétés d'assurances
	255. Paragraph (c) of the definition "resident Canadian" in subsection 2(1) of the Insurance Companies Act is replaced by the following:	255. L'alinéa c) de la définition de « résident canadien », au paragraphe 2(1) de la Loi sur les sociétés d'assurances, est remplacé par ce qui suit :
	(c) a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> and ordinarily resident in Canada, except a permanent resident who has been ordinarily resident in Canada for more than one year after the time at which the individual first became eligible to apply for Canadian citizenship;	c) le résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> qui 10 réside habituellement au Canada, à l'exclusion de celui qui y a résidé de façon habituelle pendant plus d'un an après avoir acquis pour la première fois le droit de demander la citoyenneté canadienne. 15
R.S., c. 54 (4th Supp.)	International Centre for Human Rights and Democratic Development Act	Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique
Canadian citizens or permanent residents	256. Subsection 13(1) of the International Centre for Human Rights and Democratic Development Act is replaced by the following:	256. Le paragraphe 13(1) de la Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique est remplacé par ce qui suit :
	13. (1) The Chairman, the Vice-Chairman, the President and six other directors must be Canadian citizens or permanent residents within the meaning of subsection 2(1) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> .	13. (1) Neuf administrateurs, dont le président et le vice-président du conseil et le président du Centre, doivent être des citoyens canadiens ou des résidents permanents au sens 20 du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> . 25
Canadian citizens or permanent residents	257. (1) Subsection 17(2) of the Act is replaced by the following:	257. (1) Le paragraphe 17(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :
	(2) A majority of the members of the executive committee must be Canadian citizens or permanent residents within the meaning of subsection 2(1) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> .	(2) La majorité des membres du comité de direction doivent être des citoyens canadiens ou des résidents permanents au sens du 30 paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> . 35
Quorum	(2) Subsection 17(6) of the Act is replaced by the following:	(2) Le paragraphe 17(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :
	(6) Three members of the executive committee, a majority of whom are Canadian citizens or permanent residents within the meaning of subsection 2(1) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> , constitute a quorum at any meeting of the committee.	(6) Le quorum, pour les réunions du comité, 35 Quorum est de trois membres, dont au moins deux sont des citoyens canadiens ou des résidents permanents au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> .

<p>258. Subsection 20(2) of the Act is replaced by the following:</p> <p>(2) Seven directors, at least five of whom are Canadian citizens or permanent residents within the meaning of subsection 2(1) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i>, constitute a quorum at any meeting of the Board.</p>	<p>258. Le paragraphe 20(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>(2) Le quorum, pour les réunions du conseil, est de sept administrateurs, dont au moins cinq sont des citoyens canadiens ou des résidents permanents au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>.</p>	<p>Quorum R.S., c. 28 (1st Supp.)</p> <p>Investment Canada Act</p> <p>259. Paragraph (b) of the definition “Canadian” in section 3 of the <i>Investment Canada Act</i> is replaced by the following:</p> <p>(b) a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> who has been ordinarily resident in Canada for not more than one year after the time at which he or she first became eligible to apply for Canadian citizenship,</p> <p>5</p>
<p>260. Paragraph 14(1)(a) of the <i>Labour Adjustment Benefits Act</i> is replaced by the following:</p> <p>(a) the employee is a Canadian citizen resident in Canada or a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i>;</p>	<p>260. L'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs</i> est remplacé par ce qui suit :</p> <p>a) il est un citoyen canadien résidant au Canada ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>;</p>	<p>L.R., ch. 28 (1^{er} suppl.)</p> <p>Labour Adjustment Benefits Act</p> <p>261. (1) Subsection 40(1) of the <i>Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act</i> is replaced by the following:</p> <p>30</p>
<p>40. (1) The Minister may, in order to give effect to a request of a Canadian competent authority, authorize a person in a state or entity who is inadmissible under the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> to come into Canada at a place designated by the Minister and to go to and remain in a place in Canada so designated for the period of time specified by the Minister, and the Minister may make the authorization subject to any conditions that the Minister considers desirable.</p>	<p>40. (1) Le ministre peut, pour donner suite à une demande d'une autorité compétente canadienne, autoriser la personne qui se trouve dans un État ou entité et qui est interdite de territoire au titre de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>, à entrer au Canada en un lieu désigné, à se rendre en un lieu désigné et à y séjourner pendant la période qu'il précise; il peut assortir l'autorisation des conditions qu'il estime indiquées.</p>	<p>Quorum R.S., c. 30 (4th Supp.)</p> <p>1999, c. 18, s. 123</p> <p>Special authorization</p> <p>Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act</p> <p>261. (1) Le paragraphe 40(1) de la <i>Loi sur l'entraide juridique en matière criminelle</i> est remplacé par ce qui suit :</p> <p>30</p>
<p>40. (1) The Minister may, in order to give effect to a request of a Canadian competent authority, authorize a person in a state or entity who is inadmissible under the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> to come into Canada at a place designated by the Minister and to go to and remain in a place in Canada so designated for the period of time specified by the Minister, and the Minister may make the authorization subject to any conditions that the Minister considers desirable.</p>	<p>40. (1) Le ministre peut, pour donner suite à une demande d'une autorité compétente canadienne, autoriser la personne qui se trouve dans un État ou entité et qui est interdite de territoire au titre de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>, à entrer au Canada en un lieu désigné, à se rendre en un lieu désigné et à y séjourner pendant la période qu'il précise; il peut assortir l'autorisation des conditions qu'il estime indiquées.</p>	<p>Quorum R.S., c. 30 (4th suppl.)</p> <p>1999, ch. 18, art. 123</p> <p>Autorisation du ministre</p>

(2) Subsection 40(3) of the Act is replaced by the following:

(3) A person to whom an authorization is granted under subsection (1) who is found in a place in Canada other than the place designated in the authorization or in any place in Canada after the expiration of the period of time specified in the authorization or who fails to comply with some other condition of the authorization shall, for the purposes of the *Immigration and Refugee Protection Act*, be deemed to be a person who entered Canada as a temporary resident and remains after the period authorized for their stay.

Non-compliance with conditions of authorization

(2) Le paragraphe 40(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Le titulaire de l'autorisation qui se trouve au Canada ailleurs qu'au lieu désigné ou après l'expiration de celle-ci ou qui contrevient à une autre condition de l'autorisation est présumé, pour l'application de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, être entré au Canada avec le statut de résident temporaire et y être resté après avoir perdu ce statut.

Sanction

R.S., c. N-7

National Energy Board Act

1990, c. 7,
s. 3(2)

262. Subsection 3(4) of the National Energy Board Act is replaced by the following:

(4) A person is not eligible to be appointed or to continue as a member of the Board if that person is not a Canadian citizen or permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* or is, as owner, shareholder, director, officer, partner or otherwise, engaged in the business of producing, selling, buying, transmitting, exporting, importing or otherwise dealing in hydrocarbons or electricity or holds any bond, debenture or other security of a corporation engaged in any such business.

Eligibility

Loi sur l'Office national de l'énergie

L.R., ch. N-7

262. Le paragraphe 3(4) de la Loi sur l'Office national de l'énergie est remplacé par ce qui suit :

(4) Pour être membre de l'Office, il faut, d'une part, être un citoyen canadien ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, d'autre part, ne pas participer, à titre notamment de propriétaire, d'actionnaire, d'administrateur, de dirigeant ou d'associé, à une entreprise se livrant à la production, la vente, l'achat, le transport, l'exportation ou l'importation d'hydrocarbures ou d'électricité, ou à d'autres opérations concernant ceux-ci, ni être détenteur de titres de créance, entre autres, obligations ou débentures, d'une personne morale exploitant une entreprise de cette nature.

Conditions de nomination

R.S., c. O-9

Old Age Security Act

1996, c. 18,
s. 50

263. Paragraph (b) of the definition "specially qualified individual" in section 2 of the Old Age Security Act is replaced by the following:

(b) for the month of January 2001 or an earlier month, where, before March 7, 1996, the person was residing in Canada as a Canadian citizen or a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*;

40

Loi sur la sécurité de la vieillesse

L.R., ch. O-9

263. L'alinéa b) de la définition de « particulier déterminé », à l'article 2 de la Loi sur la sécurité de la vieillesse, est remplacé par ce qui suit :

b) janvier 2001 ou un mois antérieur, si, avant le 7 mars 1996, la personne était un citoyen canadien ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* et résidait au Canada.

1996, ch. 18,
art. 50

1996, c. 18,
s. 51(1)

264. Subparagraph 11(7)e(ii) of the Act is replaced by the following:

264. Le sous-alinéa 11(7)e(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 18,
par. 51(1)

(ii) a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* in respect of whom an undertaking by a sponsor is in effect as provided in that Act and regulations under that Act.

1996, c. 18,
s. 53(1)

265. Subparagraph 19(6)(d)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* in respect of whom an undertaking by a sponsor is in effect as provided in that Act and regulations under that Act.

1998, c. 21,
s. 115(2)

266. Subparagraph 21(9)(c)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* in respect of whom an undertaking by a sponsor is in effect as provided in that Act and regulations under that Act.

1997, c. 40,
s. 102; 2000,
c. 12,
par. 207(1)(l)

267. Paragraph 33.11(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the Minister of Citizenship and Immigration and officers and employees of the Department of Citizenship and Immigration may make available to the Minister or a public officer of the Department of Human Resources Development any information that was obtained in the administration of the *Immigration and Refugee Protection Act* that relates to an applicant, a beneficiary or a spouse or common-law partner of an applicant or beneficiary, if the information is necessary for the administration of this Act; and

R.S., c. P-14

Pilotage Act

268. Paragraph 22(2)(b) of the Pilotage Act is replaced by the following:

(b) a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* who has not been ordinarily resident in Canada for six years or who has been ordinarily resident in Canada for six years or more and is shown,

(ii) un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* pour lequel un répondant est lié par un engagement en cours de validité pris sous son régime et celui de ses règlements.

265. Le sous-alinéa 19(6)d(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* pour lequel un répondant est lié par un engagement en cours de validité pris sous son régime et celui de ses règlements;

266. Le sous-alinéa 21(9)c(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* pour lequel un répondant est lié par un engagement en cours de validité pris sous son régime et celui de ses règlements.

1996, ch. 18,
par. 53(1)

1998, ch. 21,
par. 115(2)

267. L'alinéa 33.11b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 40,
art. 102;
2000, ch. 12,
al. 207(1)l)

b) le fait pour le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et le personnel de son ministère de permettre au ministre ou à tout autre fonctionnaire public du ministère du Développement des ressources humaines d'avoir accès aux renseignements recueillis sur un demandeur ou prestataire, ou son époux ou conjoint de fait, dans le cadre de la mise en oeuvre de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, à condition que ces renseignements soient nécessaires à la mise en oeuvre de la présente loi;

1997, ch. 40,

art. 102;

2000, ch. 12,

al. 207(1)l)

Loi sur le pilotage

L.R., ch. P-14

268. L'alinéa 22(2)b) de la Loi sur le pilotage est remplacé par ce qui suit :

b) soit un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* qui n'a pas résidé ordinairement au Canada pendant six ans ou, dans le cas contraire, qui convainc l'Administration qu'il n'est pas devenu

40

40

to the satisfaction of the Authority, not to have become a Canadian citizen as a result of circumstances beyond the control of the applicant.

citoyen canadien par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

R.S., c. P-21

Privacy Act

Loi sur la protection des renseignements personnels

L.R., ch. P-21

269. The portion of subsection 12(1) of the *Privacy Act* before paragraph (a) is replaced by the following:

Right of access

12. (1) Subject to this Act, every individual who is a Canadian citizen or a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* has a right to and shall, on request, be given access to

269. Le passage du paragraphe 12(1) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* précédent l’alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

12. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, tout citoyen canadien et tout résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés* ont le droit de se faire communiquer sur demande :

Droit d'accès

2000, c. 17

Proceeds of Crime (Money Laundering) Act

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité

2000, ch. 17

270. Paragraph 55(3)(d) of the *Proceeds of Crime (Money Laundering) Act* is replaced by the following:

(d) the Department of Citizenship and Immigration, if the Centre also determines that the information would promote the objective set out in paragraph 3(1)(i) of the *Immigration and Refugee Protection Act* and is relevant to determining whether a person is a person described in sections 34 to 42 of that Act or to an offence under any of sections 117 to 119, 126 or 127 of that Act;

270. L’alinéa 55(3)d) de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité* est remplacé par ce qui suit :

d) au ministère de la Citoyenneté et de l’Immigration, s’il estime en outre que les renseignements sont utiles pour promouvoir l’objectif visé à l’alinéa 3(1)i) de la *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés* et pour déterminer si une personne est une personne visée aux articles 34 à 42 de cette loi ou se rapportent à une infraction prévue aux articles 117 à 119, 126 et 127 de cette loi.

25

R.S., c. T-13

Trade-marks Act

Loi sur les marques de commerce

L.R., ch. T-13

1994, c. 47, s. 192

271. Paragraph 11.17(2)(b) of the *Trade-marks Act* is replaced by the following:

(b) a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* who has been ordinarily resident in Canada for not more than one year after the time at which the permanent resident first became eligible to apply for Canadian citizenship; and

271. L’alinéa 11.17(2)b) de la *Loi sur les marques de commerce* est remplacé par ce qui suit :

b) les résidents permanents au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés* qui n’ont pas résidé habituellement au Canada pour plus d’un an après la date à laquelle ils sont devenus admissibles à la demande de citoyenneté canadienne;

1994, ch. 47, art. 192

35

1991, c. 45

Trust and Loan Companies Act

Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt

1991, ch. 45

272. Paragraph (c) of the definition “resident Canadian” in section 2 of the Trust and Loan Companies Act is replaced by the following:

(c) a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* and ordinarily resident in Canada, except a permanent resident who has been ordinarily resident in Canada for more than one year after the time at which the individual first became eligible to apply for Canadian citizenship;

272. L’alinéa c) de la définition de « résident canadien », à l’article 2 de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*, est remplacé par ce qui suit :

c) le résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés* qui réside habituellement au Canada, à l’exclusion de celui qui y a résidé habituellement pour plus d’un an après la date à laquelle il est devenu admissible à la demande de la citoyenneté canadienne.

Terminology

Terminologie

Terminology

273. Unless the context requires otherwise, “*Immigration Act*” is replaced by “*Immigration and Refugee Protection Act*” in

- (a) any regulation, as defined in section 2 of the *Statutory Instruments Act*; and
 - (b) any other instrument made
- (i) in the execution of a power conferred by or under an Act of Parliament, or
- (ii) by or under the authority of the Governor in Council.

20
25

273. Sauf indication contraire du contexte, « *Loi sur l’immigration* » est remplacé par « *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés* » dans :

- a) tout règlement, au sens de l’article 2 de la *Loi sur les textes réglementaires*;
- b) tout autre texte pris soit dans l’exercice d’un pouvoir conféré sous le régime d’une loi fédérale, soit par le gouverneur en conseil ou sous son autorité.

Terminologie

Coordinating Amendments

Disposition de coordination

Bill S-2

273.1 (1) Subsections (2) and (3) apply if Bill S-2, introduced in the first session of the 37th Parliament and entitled the *Marine Liability Act* (referred to in this section as the “other Act”), receives royal assent.

30

Projet de loi S-2

273.1 (1) Les paragraphes (2) et (3) s’appliquent en cas de sanction du projet de loi S-2 déposé au cours de la 1^{re} session de 25 la 37^e législature et intitulé *Loi sur la responsabilité en matière maritime* (appelé « autre loi » au présent article).

(2) On the coming into force of section 1 of this Act, subparagraph 88(4)(b)(i) of the other Act is replaced by the following:

(i) are Canadian citizens or permanent residents of Canada within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*, in the case of an individual, or

(2) À l’entrée en vigueur de l’article 1 de la présente loi, l’alinéa 88(4)b) de l’autre loi est remplacé par ce qui suit :

b) sauf dans le cas des personnes visées par l’alinéa (2)d), soit les particuliers qui sont citoyens canadiens ou résidents permanents au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés*, soit les personnes morales qui sont légalement constituées sous le régime des lois fédérales ou provinciales.

(3) If section 127 of the other Act comes into force before section 218 of this Act comes into force, then section 218 of this Act is repealed.

(3) Si l'entrée en vigueur de l'article 127 de l'autre loi précède celle de l'article 218 de la présente loi, celui-ci est abrogé.

Repeals	Abrogations	
		Abrogations
<p>274. The following Acts are repealed:</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the <i>Immigration Act</i>, chapter I-2 of the Revised Statutes of Canada, 1985; (b) <i>An Act to amend the Immigration Act and other Acts in consequence thereof</i>, chapter 49 of the Statutes of Canada, 10 1992; (c) <i>An Act to amend the Immigration Act and the Citizenship Act and to make a consequential amendment to the Customs Act</i>, chapter 15 of the Statutes of Canada, 15 1995; and (d) <i>An Act to amend the Citizenship Act and the Immigration Act</i>, chapter 22 of the Statutes of Canada, 1997. 	<p>274. Les lois suivantes sont abrogées :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la <i>Loi sur l'immigration</i>, chapitre I-2 5 des Lois révisées du Canada (1985); b) la <i>Loi modifiant la Loi sur l'immigration et d'autres lois en conséquence</i>, chapitre 49 des Lois du Canada (1992); c) la <i>Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la Loi sur la citoyenneté et modifiant la Loi sur les douanes en conséquence</i>, chapitre 15 des Lois du Canada (1995); d) la <i>Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté et la Loi sur l'immigration</i>, chapitre 22 des Lois du Canada (1997). 	
Coming into force	Entrée en vigueur	Entrée en vigueur
<p>275. The provisions of this Act come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.</p>	<p>275. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.</p>	<p>20</p>

SCHEDULE
(Subsection 2(1))

**SECTIONS E AND F OF ARTICLE 1 OF
 THE UNITED NATIONS CONVENTION
 RELATING TO THE STATUS OF REFUGEES**

E. This Convention shall not apply to a person who is recognized by the competent authorities of the country in which he has taken residence as having the rights and obligations which are attached to the possession of the nationality of that country.

F. The provisions of this Convention shall not apply to any person with respect to whom there are serious reasons for considering that:

- (a) he has committed a crime against peace, a war crime, or a crime against humanity, as defined in the international instruments drawn up to make provision in respect of such crimes;
- (b) he has committed a serious non-political crime outside the country of refuge prior to his admission to that country as a refugee;
- (c) he has been guilty of acts contrary to the purposes and principles of the United Nations.

**ARTICLE 1 OF THE CONVENTION AGAINST TORTURE
 AND OTHER CRUEL, INHUMAN AND DEGRADING
 TREATMENT OR PUNISHMENT**

1. For the purposes of this Convention, torture means any act by which severe pain or suffering, whether physical or mental, is intentionally inflicted on a person for such purposes as obtaining from him or a third person information or a confession, punishing him for an act he or a third person has committed or is suspected of having committed, or intimidating or coercing him or a third person, or for any reason based on discrimination of any kind, when such pain or suffering is inflicted by or at the instigation of or with the consent or acquiescence of a public official or other person acting in an official capacity. It does not include pain or suffering arising only from, inherent in or incidental to lawful sanctions.

2. This article is without prejudice to any international instrument or national legislation which does or may contain provisions of wider application.

ANNEXE
(paragraphe 2(1))

**SECTIONS E ET F DE L'ARTICLE PREMIER DE
 LA CONVENTION DES NATIONS UNIES
 RELATIVE AU STATUT DES RÉFUGIÉS**

E. Cette Convention ne sera pas applicable à une personne considérée par les autorités compétentes du pays dans lequel cette personne a établi sa résidence comme ayant les droits et les obligations attachés à la possession de la nationalité de ce pays.

F. Les dispositions de cette Convention ne seront pas applicables aux personnes dont on aura des raisons sérieuses de penser :

- a) Qu'elles ont commis un crime contre la paix, un crime de guerre ou un crime contre l'humanité, au sens des instruments internationaux élaborés pour prévoir des dispositions relatives à ces crimes;
- b) Qu'elles ont commis un crime grave de droit commun en dehors du pays d'accueil avant d'y être admises comme réfugiées;
- c) Qu'elles se sont rendues coupables d'agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.

**ARTICLE PREMIER DE LA CONVENTION CONTRE LA
 TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS
 CRUELS, INHUMAINS OU DÉGRADANTS**

1. Aux fins de la présente Convention, le terme « torture » désigne tout acte par lequel une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, sont intentionnellement infligées à une personne aux fins notamment d'obtenir d'elle ou d'une tierce personne des renseignements ou des aveux, de la punir d'un acte qu'elle ou une tierce personne a commis ou est soupçonnée d'avoir commis, de l'intimider ou de faire pression sur elle ou d'intimider ou de faire pression sur une tierce personne, ou pour tout autre motif fondé sur une forme de discrimination quelle qu'elle soit, lorsqu'une telle douleur ou de telles souffrances sont infligées par un agent de la fonction publique ou toute autre personne agissant à titre officiel ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite. Ce terme ne s'étend pas à la douleur ou aux souffrances résultant de sanctions légitimes inhérentes à ces sanctions ou occasionnées par elles.

2. Cet article est sans préjudice de tout instrument international ou de toute loi nationale qui contient ou peut contenir des dispositions de portée plus large.